

**LA RÉFORME
DES
HOPITAUX ET MALADRERIES
AU XVII^e SIÈCLE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 8 Mars 1938, à 14 heures

par

Françoise DISSARD

JURY

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur

Suffragants { MM. PETOT, Professeur
REGNAULT, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
47, Rue St-André-des-Arts

1938

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propre à leurs auteurs. (Décision de la Faculté du 1^{er} juillet 1916).

**LA RÉFORME
DES
HOPITAUX ET MALADRERIES
AU XVII^e SIÈCLE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 8 Mars 1938, à 14 heures

par

Françoise DISSARD

JURY

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur

Suffragants { MM. PETOT, Professeur
REGNAULT, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
47, Rue St-André-des-Arts

1938



INTRODUCTION

Le préambule des Lettres Patentes, préparées au début du règne de Louis XIV, pour procéder à une réforme générale des Hôpitaux et Maladreries de France, s'exprime ainsi :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre....., nous avons toujours employé nos soins et nos forces non seulement pour conserver la grandeur de notre état contre nos ennemis qui en cherchaient la ruine tant au dehors qu'au dedans de notre royaume, mais encore pour le soulagement de nos sujets et, principalement, de ceux qui se trouvent dans la plus pressante incommodité, à quoi nous avons travaillé avec tant de circonspection que nous avons conservé les uns et secouru les autres de telle sorte que, par la grâce de Dieu, les désordres et abus introduits depuis un temps presque immémorial, tant dans les exercices de la Justice et maniement de nos finances, que dans les fonctions de la Police et disposition du bien d'autrui, sont à présent corrigés et retranchés par les remèdes que nous y avons ordonnés et apportés, il en reste néanmoins encore d'autres plus considérables et plus dignes d'un remède aussi prompt et nécessaire que les précédents, puisqu'ils regardent, d'un côté les membres du

Fils de Dieu et de l'autre, l'oppression et les souffrances continuelles où languissent et meurent chaque jour un nombre infini de pauvres, tant infirmes que possédant quelque santé, de l'un et l'autre sexe, des veuves, orphelins, passants et voyageurs, à cause de l'usurpation et injuste possession de tout le bien presque donné et destiné pour leur nourriture, logement et entretien » (1).

Telle était, en effet, la situation au XVII^e siècle, lorsque Louis XIV préparait cette ordonnance : dès le XVI^e siècle, même, un besoin de réformes se faisait sentir de façon pressante en ce qui concernait les lieux où l'on pratiquait l'hospitalité, principalement ceux où se retiraient les lépreux. Mais, c'est seulement au 17^e siècle que l'on pourra agir avec succès, grâce aux progrès de l'autorité royale qui s'affermir en France. Elle prend une plus haute conscience de son rôle de justicier et s'intéresse davantage aux questions de charité et d'assistance. Et c'est pendant cette période que nous verrons les rois de France, aidés du Grand Aumônier, s'efforcer de remédier aux abus déplorables qui se sont glissés dans le gouvernement des lieux hospitaliers.

Mais avant d'étudier la longue histoire de cette réforme, qui se poursuivra pendant plus d'un siècle avant de parvenir à une solution définitive et satisfaisante en 1693, il peut être nécessaire de jeter un coup d'œil sur ces fondations charitables, sur leur origine et leur constitution.

La lèpre, ce fléau qui fit tant de ravages en Europe, au Moyen-Age, et impressionna les esprits au point d'être nommée « la maladie », par excellence, était ori-

(1) Archives Nationales MM 227.

ginaire d'Egypte. Elle avait été communiquée aux Juifs pendant leur captivité, puis elle avait gagné Rome, la Gaule, etc.... La situation des lépreux « malheureux séparés et chassés du commerce des autres hommes, affligés de la plus cruelle maladie que les hommes puissent avoir, puisqu'elle est incurable et les rend odieux à leurs propres parents » (1) était digne d'inspirer la pitié. Le 5^e Concile d'Orléans, en 638, s'en était inquiété et avait ordonné que chaque évêque fît donner aux lépreux du diocèse, les aliments et les vêtements nécessaires, puis on les avait séparés des individus sains, séparation qui se continuait jusque dans la sépulture. Mais, c'est seulement aux 11^e et 12^e siècles, que l'on avait commencé à leur construire des Maladreries, car la ferveur du public s'accroissait avec le péril (qui redoublait à la suite du retour des Croisés de Palestine) (2). Dans la plupart des cas, on ne les recevait d'ailleurs qu'à condition d'observer diverses pratiques, ils étaient obligés, en entrant, de faire des vœux, de vivre en continence, sans aucun bien propre et d'obéir aux Prieurs et Religieux qui administraient les Maladreries (3).

L'attention des fidèles charitables ne se portait pas seulement sur les lépreux, on essayait aussi d'adoucir le sort des pauvres, des malades et des pèlerins. On peut relever dans l'historique de l'hôpital Sainte-Reyne, une description de l'infortune de ces malheureux qui explique assez l'élan des populations environnantes à

(1) Mémoire servant de réponse aux difficultés qui ont été faites par MM. les Commissaires du Conseil touchant l'ordre de St. Lazare, 22 février 1692. — Archives Nationales MM 223.

(2) Factum pour les Commandeurs de St. Lazare contre Maître Vatel, possesseur de la Maladrerie du Grand Beaulieu, de Chartres, Archives Nationales MM 220.

(3) Archives Nationales MM 223. Organisation de la léproserie du Mont aux Malades de Rouen.

leur porter secours : « On fut saisi d'étonnement de trouver à Ste-Reyne comme une Assemblée Générale de tous les pèlerins du monde, et plus encore de compassion de voir l'extrême misère où ils étaient réduits : car les pauvres, couchés sur la terre, à la campagne ou dans les rues du bourg, étaient exposés le jour et la nuit aux injures diverses du temps et de la saison. Les uns ne paraissaient différents des morts que par des soupirs, les autres n'avaient de la voix que pour se plaindre ou pour demander ; ils languissaient de faim, de soif, de lassitude et de maladie et pressés de tant de maux à la fois ils n'avaient aucun secours, ni spirituel ni temporel, et étaient exposés à la fureur des loups dont leur faiblesse et leur épuisement les mettaient hors d'état de se défendre, en sorte que plusieurs ont été dévorés » (1). A la suite d'un appel fait en leur faveur, une quête avait permis de réunir 10.000 livres pour fonder un hôpital pour les pauvres pèlerins.

On voit ainsi sur tout le territoire de la France, s'élever de nombreux « Lieux Pitoyables » (2). Ce sont, soit des hôpitaux qui semblent surtout réservés à l'hospitalisation des pèlerins et des passants, soit des Maisons-Dieu, ou Hôtels-Dieu, qui ont pour objet la réception et le soin des malades, soit dans le Sud-Ouest, des Aumôneries, maison hospitalières situées près des Abbayes et placées sous l'autorité de l'Aumônier, soit, surtout, des Léproseries ou Maladreries, maisons fondées aux portes des villes ou villages et qui étaient à la fois des asiles de charité et des lieux de réclusion, des-

(1) Archives Nationales MM. 225. Factum de l'hôpital Ste-Reyne, contre les chevaliers de Saint-Lazare, 1675 : Récit de la fondation de l'hôpital.

(2) Cl. M. Legrand. Statuts des léproseries et des Maisons-Dieu, au Moyen-Age.

tinés suivant une lettre de Charles V « à offrir un refuge aux malheureux atteints de la lèpre qui ne peuvent marchander ni gagner en aucune manière entre les autres bonnes gens catholiques, mais en sont du tout séparés afin que par l'infection et corruption de leur infirmité aucune créature humaine ne soit infectée ou corrompue » (1).

L'origine de ces « Lieux Pitoyables » était d'ailleurs assez variée. Lorsque l'Eglise avait eu des revenus assurés on en avait affecté le quart au soulagement des pauvres (2) mais, par la suite, ce quart était rarement payé et les Hôpitaux et Maladreries ne se soutenaient plus que par la charité des fidèles ou par des dotations ecclésiastiques privées qui fondaient des établissements purement laïcs ou en titre de bénéfices ecclésiastiques. Si l'on trouve parfois à l'origine des libéralités particulières ou princières un sentiment de piété ou un vœu, on peut y reconnaître le plus souvent un souci d'utilité publique. La Maladrerie est jugée nécessaire et les paroisses pauvres associent leurs ressources quand elles ne sont pas assez riches pour posséder chacune un lieu de retraite (3). Les villes et villages de quelque importance y apportent même un intérêt spécial, car le fait de posséder une Maladrerie au Moyen-Age semble être une des prérogatives auxquelles se reconnaît l'existence d'une municipalité distincte et indépendante. De même les Seigneurs, outre l'indice de Châtellenie que leur apporte la présence d'une Léproserie sur leur

(1) Léon Legrand. *Revue de l'histoire de l'Eglise* — 1930.

(2) Archives Nationales V. 6 1165 — Hôpital fondé par les habitants de Caen.

(3) L'hospitalité canonique est souvent exercée dans des hôpitaux, fondés ou dotés par l'Evêque, souvent situés près d'une cathédrale (comme à Paris) ou d'une Abbaye (Saint-Denis).

terre, y voient un service de police sanitaire qu'ils doivent assurer dans l'exercice de leur droit féodal (1).

Certes, ces donations ne sont pas toujours considérables (tel cet hôpital de Chaussy, qui recevait 30 livres par an, ce qui ne devait assurer que de la « méchante paille », aux passants qui venaient y demander asile) mais elles comportent quelquefois des ressources aussi abondantes que variées. Une donation faite par le Comte de Blois et de Clermont, aux lépreux de la ville de Blois, pour le remède de son âme, confirme « l'usage de toutes les forêts et haies de Coulumiers situées entre Blois et Chauny, le Moulin du Port, la 4^e partie du poisson blanc du même port, tout le poisson de toutes les pêches du Vendredi-Saint et de la 1^{re} nuit de son arrivée, 1/6 des pains de son office, 7 bouteilles de vin, 19 deniers sur sa cuisine, 3 muids de grains, une Foire, le droit pendant trois jours de permettre le combat ou de prescrire l'accord à celui qui présentera le gage de duel et les amendes qui en proviennent, etc. etc.... (2).

La distribution de ces ressources abondantes, souvent difficiles à contrôler, surtout pendant les périodes troublées du 15^e et du 16^e siècle, devait fatalement exciter l'envie des administrateurs préposés à leur surveillance, envie bientôt suivie d'actes plus positifs. Ils y étaient d'ailleurs encouragés par l'autorité défaillante et la mauvaise surveillance de la hiérarchie ecclésiastique qui, bien loin de les rappeler à leur devoir, leur donnait plutôt l'exemple de ces dilapidations. C'est ce défaut

(1) Archives Nationales MM 220-Factum présenté par les Chevaliers de l'Ordre de St-Lazare, contre la Maladrerie du Grand-Beaulieu de Chartres : création de la Maladrerie par Thibault, comte de Chartres. id/MM 223. Procès au sujet de la Maladrerie de Sillelé fondée par le Seigneur du lieu à charge d'y nourrir et entretenir un certain nombre de lépreux.

(2) Archives Nationales MM 225-Factum contre les chevaliers de St. Lazare.

d'honnêteté dans leur gestion de la part des administrateurs et des gouverneurs qui va être une des causes du désordre qui menace les lieux hospitaliers à partir du 15^e siècle. Dès cette période, on avait vu le danger et des textes législatifs essayaient d'y parer, mais la situation allait bientôt s'aggraver par une circonstance extrinsèque à la mauvaise administration des gouverneurs des lieux pitoyables : la disparition de la lèpre.

Au milieu du 16^e siècle, la lèpre, devenue depuis longtemps déjà, une exception rare parmi les classes aisées, disparaît partout grâce aux mesures d'isolement et d'hygiène. Souvent, la Maladrerie chôme. On ne reçoit à Dijon que 12 ladres de 1559 à 1594, 18 à Nîmes, de 1520 à 1580, 1 seul individu à Bourges et à Lisieux (1). En 1593, les échevins de Dieppe cherchent à disposer des biens de la Maladrerie de Javal, « puisqu'il n'y a plus de lépreux » (2). Enfin, en l'année 1639, une procession solennelle des habitants de Reims, célèbre la disparition de la lèpre.

De même, l'usage des pèlerinages lointains cesse presque complètement : « il est de notoriété publique que le nombre des pèlerins est tellement diminué que l'hospitalité a presque cessé » (3).

Dans les lieux pitoyables, où il n'y a plus de lépreux ou de passants, ni de frères ou sœurs hospitalières, où l'hospitalité a cessé, où le mobilier a disparu, le plus grand désordre règne. Les Léproseries sont parfois unies à la Maison-Dieu du lieu sous une même admi-

(1) Lallemand — Histoire de la charité T. IVa, p. 120.

(2) Archives Nationales MM 224.

(3) Déclaration pour l'union des hôpitaux de Pèlerins à l'ordre de Saint-Lazare. Archives Nationales MM 233.

nistration, ce qui n'est pas fait pour aider dans leur tâche les réformateurs qui voudraient donner une affectation à ces biens vacants. Comment va-t-on pourvoir à cette situation ? Il s'agit donc, non seulement, de réprimer les abus qui se sont glissés dans la gestion des fondations hospitalières, mais encore de donner une affectation à ces domaines fonciers constitués en biens de main-morte, qui ne répondent plus au but pour lequel ils ont été créés.

La conduite à suivre était nettement indiquée par les principes charitables reconnus dès cette époque : on devait se tenir aussi près que possible de l'intention des fondateurs et l'autorité ecclésiastique le rappelle clairement. Elle avait aussi aperçu le délicat problème qui se posait d'ailleurs dans plusieurs pays d'Europe et, lors du Concile de Trente, elle avait élaboré et présenté au monde la solution logique que lui inspirait sa grande expérience et sa science approfondie des questions d'assistance.

Une résolution rappelait que les évêques sont tenus au soin des pauvres et des personnes affligées ; que ceux qui possèdent des bénéfices ecclésiastiques sont tenus, selon leurs revenus, d'exercer avec zèle l'hospitalité et que ceux qui ont reçu en commende des hôpitaux ou maisons hospitalières, affectées aux pèlerins et malades, doivent s'acquitter exactement des charges qui leur incombent de ce chef. Dans le cas où ces asiles ne répondent plus par suite des circonstances aux intentions de ceux qui les ont institués, l'Ordinaire, assisté de deux membres du chapitre, peut convertir ces fondations en quelque autre pieux usage se rapportant au but primitif. « *Quod si hospitalia haec ad certum perigrinorum aut*

infirmorum, aut aliarum personarum genus, suscipiendum fuerint instituta ; nec in loco, ubi sunt dicta hospitalia, similes personae, ut perpaucae reperiantur ; mandat ad huc, ut fructus illorum in alium pium usum, qui eorum institutioni proximior sit, ac pro loco et tempore utilior, convertantur, prout Ordinario cum duobus de Capitulo, qui rerum usu peritiores sint, per ipsum diligendis, magis expedire risum fuerit.

Sessio XV. — Décret. de Réform., cap. VIII (1).

Normalement on aurait donc dû convertir les ladres en asiles affectés aux personnes atteintes de maladies de la peau ou faire rentrer ces maisons dans le domaine des établissements hospitaliers de la région. A l'étranger, on peut relever quelques applications de ces principes : près de Rome, dans le voisinage de Monte-Mario, il y avait une maison créée sous le pontificat de Grégoire VIII, qui était affectée au traitement des lépreux et réunie à l'hôpital du Saint-Esprit. Les lépreux devenant rares, on y traite les enfants atteints de gale et de teigne. A Florence, un asile se trouve affecté « alla cura della rognia et di altre consimili malattie della cute ». La Maladrerie de Saint-Moritz devient un hospice d'incurables et un établissement de bains pour les malheureux. En Angleterre, les biens vacants étaient plutôt consacrés au soulagement des mendiants (2).

En France, l'attribution d'une quantité assez considérable de Maladreries à des Hôtels-Dieu et Hôpitaux Généraux n'aura lieu qu'après un laps de temps assez long consacré à mille procès entre le Grand-Aumônier,

(1) Cité par M. Lallemand — Histoire de la charité.

(2) Lallemand — Histoire de la charité T. IVa, Chap. IV, p. 121.

les Evêques, les Villes, les Fondateurs et les Ordres religieux. En effet, la solution parfaite proposée par le Concile de Trente, contrarie beaucoup d'intérêts. Nous verrons plus loin que les usurpateurs étaient nombreux et se trouvaient à tous les étages de la société ; il en était de puissants que, seule, une autorité ferme et vigilante aurait pu mettre à raison. Or, au xv^e siècle, le pouvoir royal ne dispose pas encore de ressources suffisantes pour s'absorber dans la réforme de ces abus locaux et au xvi^e siècle, la France, déchirée par les guerres de religion, est livrée à la dévastation intérieure.

C'est seulement à la fin du xvi^e siècle et au xvii^e siècle que les Rois pourront réagir en face de cette confusion. La solution définitive est encore lointaine cependant, car il faudra plus d'un siècle de recherches patientes, (pendant lequel les ordonnances royales vont tâtonner, faire et défaire des réformes au fur et à mesure que les solutions envisagées se révéleront vicieuses) avant de parvenir à un résultat satisfaisant. Nous verrons même les lieux hospitaliers détournés totalement de leur affectation originaire, avant la solution définitive qui est la consécration légale du principe posé par le Concile de Trente dès le début de l'apparition des désordres.

L'étude de cette réforme des Hôpitaux et Maladreries au xvii^e siècle, est l'objet de ce travail qui nous a été indiqué par Monsieur le Professeur Olivier-Martin.

Nous examinerons d'abord la situation en France au xvi^e siècle, avec les premiers tâtonnements législatifs qui ont essayé d'y remédier. Dans un chapitre II, nous verrons les essais de réforme de Henri IV, et de Louis XIII. Le Chapitre III sera consacré à la solution origi-

nale de Louvois, qui faisait servir les biens à une œuvre tout à fait étrangère à celle qu'avaient voulu les fondateurs. Dans le chapitre IV, nous verrons alors comment cette réforme a soulevé des critiques violentes et justifiées. Enfin, nous étudierons avec le chapitre V, la solution définitive donnée par Louis XIV à cette question, en 1693, solution qui mettra au bout de deux siècles un point final à cette recherche d'une destination pour les Maladreries et Léproseries de France.

CHAPITRE I

Les Désordres du XVI^e Siècle et les Tâtonnements de la Législation Royale.

Au xvr^e siècle, la situation nouvelle créée par la disparition presque complète de la lèpre et la diminution du nombre des pèlerins d'une part, l'éloignement des titres de fondations et des chartes imposées aux bénéficiaires d'autre part, aboutissent « à la grande pitié des lieux pitoyables du royaume de France », les désordres étant facilités par la constitution même des Maladreries. La description faite par François I^{er}, dans le préambule de son édit du 19 Décembre 1543, ne semble pas exagérée. Il est averti « du grand désordre qui, à présent, est aux Maladreries et Léproseries fondées d'ancienneté tant par nos prédécesseurs, roys, ducs, comtes, barons et autres seigneurs que par plusieurs autres bons dévôts et fidèles chrétiens, villes, chapitres et communautés, dont les fondations ont été inverties, les titres et chartres perdus ou dérobés par les administrateurs ou gouverneurs incurieux de leurs charges, qui ne résident aucunement sur les lieux, baillent les fruits et les revenus à ferme, délaissent les édifices en ruines et décadences, chassent et étranglent les pauvres malades et lépreux ou leur font tel et si mauvais traitement qu'ils sont contraints d'abandonner les lieux et de se rendre par les villes et villages, retournent à la communauté et fré-

quentation des hommes, font plusieurs autres aliénations des revenus, biens et héritages des dites Maladreries à leurs enfants, parents ou amis et d'autres infinis abus ». (1).

Il est facile de concevoir dans ces conditions l'état lamentable d'un nombre considérable de ces asiles, de mesurer l'étendue des convoitises auxquelles donnent lieu ces domaines et ces terres dont la destination utile n'apparaît plus aux yeux des seigneurs, des municipalités, des prieurs et des voisins toujours disposés à s'agrandir à peu de frais.

Nous allons essayer de montrer l'emploi abusif de ces biens au xvr^e siècle, d'après les papiers de l'époque.

En premier lieu, nous voyons que de tous côtés les autorités locales doivent lutter contre des simulateurs de la lèpre, et il n'est pas toujours aisé de déjouer les supercheries dont se rendent coupables les malheureux qui aspirent à profiter des antiques fondations constituées en faveur des ladres : « Ne faut croire que tous ceux qui prennent qualité et nom de lépreux le soient ; l'expérience le montre lorsqu'on recherche en eux exactement les marques propres aux lépreux : ce sont canailles qui, pour éviter la main de la justice et celle du bourreau, s'arment de claquettes » (2). On est obligé de recourir à des mesures très sévères et à un examen soigneux avant de leur accorder les pensions suffisantes à leur subsistance ou avant de les admettre dans les Maladreries « certains ont fait ordonner leur réclusion

(1) Archives Nationales MM 233.

(2) Archives Nationales AD XIV I — Déclaration Royale du 24 Octobre 1612.

dans des Maladreries ou ont obtenu des pensions et bulletins sur le revenu et ils en consomment la plus grande partie » (1).

Mais, en plus de ces individus paresseux qui s'efforcent de profiter des ressources des léproseries en s'y faisant recevoir sans avoir la lèpre, nous relevons l'usage plus curieux de transformer ces maisons en lieux de retraite pour les descendants des lépreux. Particulièrement en Guyenne, Languedoc, Provence et Dauphiné, un arrêt de la Chambre Royale sur les lépreux (2), du 21 Novembre 1673, nous apprend que plusieurs hôpitaux sont détournés par des particuliers, soi-disant issus de familles de lépreux qui jouissent tant des lieux que des biens et revenus qui en dépendent. Ils n'ont naturellement ni titre, ni qualité légitime, ils ne rendent aucun compte mais ils sont maintenus là par la crédulité des habitants des villes et bourgs où ces établissements sont situés. Car, afin de conserver cette jouissance et de s'exempter des charges communes, ils leur font craindre leur retour dans la société en donnant à entendre que la maladie dont ils sont atteints est héréditaire dans leur famille. Ces colonies de lépreux se transforment bien souvent en colonies de mendiants.

Ces désordres en amènent aussitôt d'autres en contrepartie car les maîtres de léproseries arguant des tentatives si fréquentes de simulation, émettent la prétention de contrôler les entrées par eux-mêmes, et on les voit

(1) Arrêt de la Chambre Royale sur les lépreux. Archives Nationales MM 233.

(2) Archives Nationales MM 233 — Arrêt de la Chambre Royale sur les lépreux.

alors refuser de recevoir de vrais ladres pour jouir d'une manière plus complète des revenus dont ils ont la garde.

Ailleurs, ce sont des titulaires des villes fondatrices de l'hôpital qui, scrupuleusement, ont essayé d'utiliser ces biens dans un but charitable. Seulement, il est assez remarquable de constater que, dans ce cas, on les a affectés presque partout à une œuvre étrangère à l'intention des fondateurs, car la question n'était pas mûre encore pour la création d'un régime d'ensemble s'adaptant aux conditions nouvelles et les solutions locales que nous rencontrons ont tendance à faire profiter de ces revenus des établissements d'enseignements.

Nous nous permettrons de relever ici plusieurs de ces annexions, exemples assez curieux de ces fausses affectations (1).

En 1565, les états de Normandie demandent que les revenus des Léproseries et Hôpitaux où il n'y a aucun malade soient employés à l'entretien des maîtres d'écoles dans les paroisses où ces établissements sont assis, tandis qu'à Riom, une Léproserie est unie aux propriétés des Pères de l'Oratoire, à Bourges, au Collège des Jésuites, à Caen, au Grand-Séminaire. A Vierzon, on retrouve des lettres patentes qui confirment que les habitants permettent l'établissement d'une communauté et d'un petit collège pour l'instruction de la jeunesse et principalement des pauvres enfants et accordent l'union de la Maladrerie à ce collège (1663). A Clermont, la Ma-

(1) Exemples relevés dans Lallemand — Histoire de la Charité T. IV à ch. IV et Archives Nationales MM 220, MM 226. MM 233 et V^o 1165.

ladrerie est unie au collège des Jésuites après informations sur l'utilité de cette union, l'état des lieux, des revenus et des charges et après consentement du gouverneur, des officiers de justice et des principaux habitants. De même, la Maladrerie du Grand-Beaulieu de Chartres, que nous retrouvons à toutes les étapes de transformation, après avoir été usurpée comme Prieuré, est incorporée au Séminaire de Chartres, (l'administration étant devenue vacante) en attendant que les réformes de 1672 et 1693 en disposent à leur tour. Ailleurs, on trouve même des lettres patentes d'Henri IV, portant qu'à l'avenir les revenus d'une Léproserie seront employés à l'institution d'un collège.

Les collèges et séminaires ne sont pas les seuls à être ainsi gratifiés. Souvent on unit des hôpitaux à des communautés pour aider à leur fondation, ou à la construction des bâtiments qui leur sont nécessaires. Ainsi la Maladrerie de Montdidier a été donnée aux religieuses franciscaines comme établissement à charge de se cloître (1) et à Sillelé, l'hospitalité n'étant plus observée, le duc de Brissac, seigneur de Sillelé, donne la Maladrerie à un couvent de Minimes, en 1623 (2).

Malheureusement, au moment où nous nous plaçons, les bénéficiaires ecclésiastiques aussi bien que les administrateurs laïques, ceux qui tiennent des maisons hospitalières en commende, aussi bien que les héritiers des fondateurs, sont loin de suivre les instructions de l'Eglise et de s'acquitter des charges qui leur incombent. Ces biens vacants qui sont en leur possession et sous leur contrôle, sont très tentants et cela les entraîne à avoir

(1) Archives Nationales MM 226.

(2) Archives Nationales MM 223.

une attitude peu scrupuleuse. Voici le tableau qu'a tracé M. Legrand, de cette étrange situation : « Utiles ou non, susceptibles de jouer un rôle social d'assistance ou dépourvues de toute action charitable, par le fait même de la disparition des ladres, au soulagement desquels leurs fondations les avaient destinées, les Maladreries n'en subsistaient pas moins matériellement, n'en constituaient pas moins autant de domaines fonciers dont les fruits, autrefois affectés à une œuvre de miséricorde très méritante, étaient affranchis de cette obligation morale par l'extinction de la lèpre et ne trouvaient plus d'autre emploi que celui de subvenir aux besoins des administrateurs assez adroits pour s'être fait attribuer la maîtrise de ces établissements » (1).

La véritable source du mal est bien plutôt, en effet, dans ce gaspillage des biens charitables dû à la conduite de mauvais administrateurs.

Bien souvent, l'hospitalité n'est plus gardée et tous les textes insistent sur ce fâcheux état de choses. Pour la plupart des biens, on ne trouve plus à présent que des noms et quelques vestiges qui servent seulement à les faire distinguer d'avec ceux qui sont possédés légitimement « avec justice et raison ». Presque tous les biens et bénéfices portant les noms de Maladreries, Hôpitaux, Hôtels-Dieu, Aumôneries, Maisons-Dieu, Léproseries, sont possédés par des personnes « qui n'ont ni ne peuvent avoir ou prétendre à aucun droit ni fondement de justice ». Il s'ensuit que, fréquemment, et pour le plus grand déplaisir des autorités qui en sont averties, les pauvres qui ont de la santé manquent de subsistance, les

(1) Legrand. *Revue de l'histoire de l'Eglise de France* 1930. (Conseils pour faire la monographie d'un établissement hospitalier).

infirmes sont privés de tout médicament, les veuves « languissent dans leur indigence », les orphelins périssent faute de secours et les voyageurs qui vont visiter les Lieux-Saints « reçoivent de très grandes incommodités », faute d'être hébergés et nourris dans les lieux où il y a, ou tout au moins, il devrait y avoir, des logements et revenus pour le faire. Ces voyageurs se livrent alors, paraît-il, à des vols, des assassinats et quelquefois des incendies « au grand détriment des gens de bien ». Et les textes accusent de ces désordres les administrateurs peu scrupuleux et les prélats négligents (1).

Parfois même, il n'y a plus d'administrateurs, on trouve simplement un particulier qui jouit des terres et des vignes (2). Partout ailleurs, les administrateurs s'installent dans leurs prébendes et ne se soucient plus que de jouir paisiblement de cette bonne source de revenus, ou de les distribuer à leurs serviteurs et domestiques s'ils sont grands seigneurs ou personnages importants. « Ils laissent tomber et ruiner les édifices et les églises qui en dépendent, ne se soucient que de prendre le revenu, éteindre et abolir le nom de l'hôpital pour toujours disposer à l'avenir dudit revenu à leur plaisir et volonté, à tel point que les habitants des villes sont contraints de se cotiser et d'imposer sur eux les deniers pour la nourriture des pauvres (3).

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, si les procès-verbaux d'inspection sont remplis de descriptions de masures délabrées au milieu de bonnes terres, de chapelles

(1) Archives Nationales MM 227. Projet d'ordonnance du temps de Louis XIV.

(2) Archives Nationales MM 218 Maladrerie d'Herbilly-Etat des maladreries des diocèses de Chartres et d'Orléans 1673.

(3) Archives Nationales MM 227 Projets d'ordonnance du temps de Louis XIV.

contigües à des demeures de plaisance dont le nom et la présence ne s'expliquent pas très bien ? (1).

Si l'on a l'indiscrétion de vouloir leur demander des comptes, ces administrateurs ont à leur disposition des moyens variés de se dérober ou de déguiser leurs malversations. Ils donnent à titre de loyers des maisons à vil prix et en retirent de gros pots de vin, ou bien ils présentent des dépenses énormes pour frais de procès, ils font double emploi de sommes considérables, ils se permettent des dépenses prodigieuses en festins ou banquets, en cires, en buvettes.

Lors d'un interrogatoire passé au moment des premiers essais de réformes, un des administrateurs de l'hôpital Saint-Jacques avoue que lui et ses collègues « faisaient des dépenses aux cabarets en les rejetant sur les parties des ouvriers ou des procès et que l'un d'eux nommé Lentier lui avait fait mettre 200 livres sur de la cire, qui étaient tournées à leur profit » (2).

Parfois lorsqu'on se trouve en présence d'administrateurs d'ordres réguliers ou d'administrateurs pèlerins ou lépreux, on leur adjoint des administrateurs bourgeois pour veiller sur leur conduite. Mais ceux-ci n'avaient pas un intérêt bien sensible dans l'affaire et pendant leurs trois années d'administration, ils avaient plus de peine

(1) Archives Nationales MM 218, Exp. : a) la Maladrerie de St.-Lazare de Blois. Les religieuses de Saint-Augustin sont très bien logées dans des bâtiments qui comportent une chapelle à clocher pointu qui marque assez être le clocher de la Chapelle de St.-Lazare. Mais elles ont fait élever un gros mur pour le cacher ; b) à Binace toutes les masures de l'hôpital sont en ruine. Il possédait quantité de revenus et de droits seigneuriaux qui sont en possession d'un commandeur ; c) à Bonneval on trouve de nombreuses terres affermées avec un prieuré qu'on dit être une Maladrerie. C'est le seigneur du lieu qui en est administrateur. Etat des Maladreries des diocèses de Chartres et Orléans, 1673.

(2) Archives Nationales MM 227-1638.

que d'honneur et recevaient plus d'injures, des administrateurs en titres, que de profit, aussi ils n'assistaient pas aux assemblées.

Lorsque les autorités provinciales ou leurs délégués se font plus pressants, et qu'ils n'ont pu maquiller les comptes à leur guise, ils se dérobent en prétendant avoir été pourvus par l'évêque du lieu ou en disant que l'administration est en litige et que, tenus en procès, ils ne peuvent rendre compte, etc....

Souvent la tâche leur est plus facile ; ils jouissent du revenu et ils en ont profité pour se servir des lettres et titres, des chartes de fondations, de façon à décourager toute requête. Un arrêt du parlement du 8 Mai 1638 (1) relève deux principes de désordres. Le premier provient de la collusion nécessaire qui existait entre eux et leurs receveurs ; ces derniers étant dans leur dépendance et destituables à volonté leur ont toujours rendu des comptes tels qu'ils ont voulu. La deuxième source d'abus réside dans l'illusion qu'avaient parfois les administrateurs qu'ils étaient fondateurs et qu'en cette qualité ils avaient droit de s'approprier le bien de cet hôpital et d'en dissiper les titres.

Poursuivons ce tour d'horizon. Dans le même registre déjà cité plus haut (2) on continue à nous faire de sombres descriptions : « Nous avons aussi été mûrement informés que la plus grande partie des Hôpitaux, Maladreries et autres lieux pitoyables, avec leurs revenus, au lieu de servir à l'usage pour lequel ils ont été destinés se trouvent à présent possédés par des particuliers ou

(1) Archives Nationales MM 227.

(2) Archives Nationales MM 227. Projets d'ordonnance du temps de Louis XIV.

par des communautés tant séculières qu'ecclésiastiques composées de trois états, même par des religieux et religieuses dans les villes et bourgs, renfermés et non renfermés, dont les uns pour colorer leurs jouissances indues se sont directement adressés à nous et par des surprises ou sous des prétextes imaginaires et peu véritables, ont obtenu de nous et des Rois nos prédécesseurs des provisions de ces lieux, en leur nom ou sous d'autres noms interposés ; les autres par une entreprise téméraire et punissable se sont emparés hardiment et violemment desdits domaines sans se soucier de l'intention des fondateurs, et les autres, pensant mettre mieux à couvert leurs injustes possessions, se sont faits pourvoir en cour de Rome de ces biens en leur donnant le nom et la qualité de bénéfices simples, aux uns d'aumôneries, aux autres de prieurés et aux autres de chapelles ; d'autres encore sans entrer en connaissance des saints désirs et des volontés pieuses de ceux qui ont départi ces biens si libéralement et avec tant de charité...., sous prétexte de faire dire quelques messes et prières où bon leur semble, ou peut être point du tout, ont chassé les pauvres des biens destinés à les loger et les nourrir afin de convertir le reste ou le total à leur utilité ».

Dans ce passage, trois nouvelles sources de désordres nous sont dévoilées se rattachant toutes à des détournements commis par des particuliers qui, bien souvent, n'avaient rien de commun avec l'hôpital. Mais ce sont gens adroits qui ont su obtenir du roi des dotations, ou des provisions, qui leur ont permis d'ériger les propriétés en titres de bénéfices, ou bien ce sont gens puissants qui, par la simple exhibition de leurs forces, ont annexé sans scrupules les terres qui leur convenaient.

Là nous touchons à l'abus le plus grave qui ait entaché cette utilisation des propriétés charitables.

Dans bien des cas, en effet, nous assistons à la disparition même des Maladreries reprises par leurs fondateurs, usurpées par leurs possesseurs qui les constituent en bénéfices ou les font disparaître dans le morcellement des propriétés privées. Il ne s'agit plus de la dissipation des revenus mais de l'absorption même du fonds des bénéfices. Une constatation curieuse s'impose : les Rois de France qui vont, quelques années plus tard, poursuivre cette réforme des Maladreries avec opiniâtreté aident quelquefois à dilapider ce fonds de richesses — tantôt ils en disposent au gré de leur fantaisie pour attribuer à quelqu'intrigant ou à quelque favori le gouvernement et la totalité des revenus (1), tantôt ils agissent dans un but fiscal, poussés par la nécessité et ils puisent largement dans ces richesses accumulées et tentantes (les seigneurs locaux s'empressent d'imiter cet exemple, ce qui leur permet de se procurer facilement des récompenses substantielles pour les serviteurs qu'ils désirent gratifier) (2).

En général, cependant, leur rôle a été moins actif, ils se sont contentés de se laisser extorquer des provisions sur lesquelles on pouvait s'appuyer ensuite pour prouver la constitution en titre de bénéfices de la Maladrerie, Léproserie ou Aumônerie en litige. Une autre chose vient encore compliquer cette question du fait du caractère

(1) Archives Nationales MM 218. A Saint-Gilles de Bruxelles un chevalier a reçu du Roi une chapelle et la maison attenante en récompense de ses services.

(2) Archives Nationales MM 220. A Barbezieux l'ancienne Maladrerie est possédée par un joyeux boucher de l'endroit qui prétend la tenir en héritage des seigneurs du lieu en récompense de ses services domestiques.

semi-religieux de ces établissements renforcé par la présence des chapelles (1) et du personnel religieux qui pratique l'hospitalité. Certes on retrouve partout l'affirmation théorique que le bien des pauvres est absolument imprescriptible, qu'aucun ecclésiastique ne peut conférer ou unir les hôpitaux du royaume, car l'union est une sorte d'aliénation, mais pratiquement les chapelains oublient que la chapelle n'était qu'un accessoire de l'hôpital et bien souvent ils l'érigent en titre de bénéfices. Pratique rendue encore plus aisée du fait que certains titres de bénéfices, validement constitués, s'annexaient par dévotion un hôpital. Ainsi, dans l'affaire du prieuré de Seuxy, nous voyons que celui-ci comportait dans un grand enclos « une grande église, les logements du Prieur, le dortoir des religieux et les bâtiments nécessaires à une communauté religieuse et, entièrement en dehors, était une petite salle, où les religieux par dévotion faisaient l'aumône et exerçaient l'hospitalité, à laquelle on accède en descendant sept marches et en en remon- tant autant » (2).

Se trouvait-on en face d'un titre de bénéfice avec annexion charitable, ou en face d'une fondation charitable avec chapelle annexée ? Il est bien évident qu'au fur et à mesure que l'on s'écartait de la période de la fondation, au fur et à mesure que la pratique de l'hospitalité se raréfiait, la confusion était facile sinon tentante.

On supposait des concessions ou des unions, les légitimes parties n'étaient pas appelées et on faisait per-

(1) Le concile de Latran avait demandé que chaque établissement hospitalier ait une chapelle. — Dans le diocèse de Paris sur 47 Maladreries inspectées par le visiteur, 28 au moins possèdent une chapelle —. (d'après M. Lallemand : Histoire de la Charité).

(2) Archives Nationales MM 223. Transaction d'union à l'ordre de St-Lazare, 1682.

dre les actes justificatifs de la qualité des biens. On peut relever de nombreuses tentatives de cet ordre faites par les seigneurs et les administrateurs, les seigneurs afin de se ménager des droits de nomination et de collation, les administrateurs afin de se donner un titre plus honorable et de s'exempter des charges tout en se procurant un plus ample revenu. Une lettre au premier Président du Parlement de Grenoble en 1626 dénonce les abus « tant par monopoles qu'ils font avec ceux auxquels ils laissent usurper nos droits de collation, que par une intention frauduleuse qu'ils ont mis en pratique de les résilier en cour de Rome, pour les convertir en bénéfices et s'en appliquer le revenu et par autres moyens que la malice et l'impunité ont trouvés » (1). C'est ainsi qu'à la Chapelotie du Champoxille, à Metz, on avait fondé un hôpital pour héberger toutes les femmes grosses et mendiantes, puis on avait créé une chapelle par devant, en l'honneur de N.-D., avec deux prêtres, chapelle qui n'était qu'un accessoire de l'hôpital. Mais en mettant en évidence l'existence de cette chapelle, on l'a fait ériger en titre de bénéfices avec la condition accessoire d'y entretenir l'hospitalité (2). Les Rois eux-mêmes reconnaissent par la suite dans leurs ordonnances, avoir accordé certaines de ces provisions par surprises, sur des prétextes simulés et même punissables, et sans avoir eu une connaissance suffisante des causes.

En résumé, ce procédé a certainement eu cours fréquemment et innombrables seront les procès, après la grande réforme de 1673, où les tenants opposeront un titre de bénéfice comme moyen de défense, lorsqu'on leur réclamera les propriétés des Maladreries disparues

(1) Archives Nationales AD XIV 1.

(2) Archives Nationales MM 223.

(leur position étant alors très forte puisque les titres de fondations et les droits étaient perdus).

De leur côté, les fondateurs ont toujours considéré qu'ils possédaient un droit important sur l'hôpital qu'eux ou leurs aïeux avait créé. La coutume leur reconnaissait, en effet, des pouvoirs nombreux, car on présumait qu'ils avaient intérêt à ce que leurs fondations soient entretenues et, par conséquent, on leur laissait le soin de faire les règlements de la maison et d'ordonner en général ce qui concernait l'administration temporelle. Des droits honorifiques contribuaient à mettre le fondateur dans une position supérieure : il faisait mettre sa litre au dedans et au dehors de l'Eglise hospitalière, il était le premier encensé et recommandé expressément aux prières, il était reçu avec la croix et la bannière et marchait à la procession le plus proche du chapelain, il recevait en premier le pain béni et le baiser de paix, avant tous les autres séculiers, avait son banc dans le chœur. S'il tombait dans une extrême nécessité, il était logé et nourri à l'hôpital et lorsqu'il mourait il était enterré au milieu du chœur (1). Ces prérogatives variaient d'ailleurs un peu suivant qu'il était de qualité plus ou moins considérable, mais elles suffisaient toujours à faciliter les imixtions de ses descendants qui n'avaient pas toujours au cœur les mêmes intentions charitables.

Ceux-ci ne se sont donc pas contentés d'imiter l'attitude des administrateurs que nous avons vus à l'œuvre ci-dessus, commettant leurs parents comme gouverneurs lorsqu'on leur en imposait et suscitant des témoins peu véridiques pour justifier leurs prétentions et droits de

(1) Archives Nationales MM 225. Droits des fondateurs énumérés dans le Factum de l'Hôpital Sainte-Reyne, 1674.

nomination. Mais ils ont encore trouvé tout naturel que ces biens vacants, qui ne répondent plus au but exact de leur fondation, fassent retour à leur patrimoine.

Il semble inutile d'insister sur l'illégalité de ce procédé, car du moment qu'il y a eu destination en faveur des pauvres, il est bien évident que les biens donnés ne sont plus au pouvoir des fondateurs, sinon comme il n'y aurait pas d'hôpital qui n'ait eu son fondateur, il n'y en aurait pas eu dont on ne pût saisir tous les biens. Mais au xvi^e et xvii^e siècles cette vérité apparaît beaucoup moins clairement aux contemporains et l'on peut relever au cours de procès, entr'autres celui intenté contre les Abbesses de Remiremont au sujet de l'hôpital de Merlon (diocèse de Châlons en Bourgogne) des moyens de défense basés sur ce droit de fondation « les biens ayant été donnés pour la fondation de l'hôpital par les anciennes dames de Remiremont, et faisant partie de leurs domaines il leur est permis de les reprendre avec la même liberté qu'elles les avaient autrefois donnés » (1). A plus forte raison, fait-on ce raisonnement lorsqu'on peut arguer de l'absence de malades à hospitaliser.

Certaines personnes, cependant, mettaient encore moins de formes pour parvenir à la réalisation de leurs désirs et se contentaient de se livrer à des usurpations ou à des violences pures et simples.

En effet la constitution même de ces Maladreries les mettait encore plus à la merci des usurpateurs. Leur fortune consistait essentiellement en biens fonciers et les revenus étaient presque exclusivement tirés d'une exploitation rurale, à l'origine de laquelle apparaissaient les donations immobilières dues à la générosité des fon-

(1) Archives Nationales MM 228.

dateurs ou de leurs successeurs. Nous les voyons apparaître dans des feuilles d'archives relatant des procès-verbaux d'inspection par les délégués de l'évêque, ou dans des factums publiés lors de nombreux procès ; ces lieux pitoyables sont avant tout des établissements agricoles qui revêtent l'apparence extérieure d'une ferme et font une place prépondérante aux travaux de culture. On sent que le relevé des arpents de vignes, des bois, des terres cultivables, des ustensiles aratoires, tient une place de premier plan car on y consacre des énumérations soigneuses (1).

Seuls, dans ces domaines, une grande salle de pauvres ou de malades ou un logis écarté affecté aux ladres, prouve que l'on se trouve en face d'un établissement religieux. Quelques descriptions relevées dans la série MM 225 nous donnent une idée assez exacte de ce qu'était alors une Maladrerie ou une Maison-Dieu. Au milieu d'un domaine agricole, les visiteurs trouvent dans un corps de logis « une petite chambre dans laquelle il y a deux lits à la suite l'un de l'autre pour les gardiens et concierges qui soignent les pauvres malades. De là nous sommes entrés dans une grande salle avec au milieu, une cheminée et, des deux côtés, cinq lits à la suite l'un de l'autre, garnis de bons matelas, de draps bien blancs et de courtines de drap gris, le tout fort propre et bien commode pour les malades. Le sieur Arnould, pauvre et nécessiteux, s'est retiré pour l'amputation qu'on lui a faite de la jambe droite, a été nourri et logé et n'a pas eu à se plaindre ; id. un couple qui, pour rai-

(1) Maladrerie de Mézières : 11 jounaux de terre, 2 de bois, 8 septiers de blé, 12 d'avoine. Chapelle St.-Gilles de Bonneval : 8 muids et 8 septiers de blé, 3 muids et 3 septiers de blé, 8 septiers d'avoine et de paille, 3 muids de vin, etc... Archives Nationales MM 218.

son de leur vieillesse et d'une infirmité de gale qui leur est venue, ne pouvant travailler et n'ayant pas de biens pour vivre et subsister ont eu nourriture et habillement; id. une fille affligée d'une infirmité de telle sorte que ne peut mouvoir les bras et les jambes et demeurer exposée à toutes sortes de dangers puisque n'avait d'autre liberté que la langue ; enfin un passant volé sur le grand chemin. Au-dessus de la salle est une chapelle dédiée à Notre-Dame où il y a un autel où le service divin se fait avec assiduité pour la commodité des pauvres malades » (1).

Les administrateurs se sont vite aperçus qu'il était fort aisé de faire disparaître la salle et les lits. A Montfort-l'Amaury, par exemple, on retrouve trace d'un hôpital d'un revenu considérable qui appartient à la veuve d'un conseiller à la grande Chambre ; son mari a fait bâtir une ferme qui exploite les terres qui appartiennent à la Chapelle et l'Hôtel-Dieu n'est plus occupé que par cinq religieuses qui ne consacrent aux pauvres qu'une mauvaise chambre avec de la paille (2).

Parfois même il y a hôpital sans hospitalité, c'est-à-dire que l'établissement n'a pas à loger les nécessiteux mais seulement à distribuer aux pauvres des lieux les secours nécessaires à leur subsistance (3). C'est ainsi qu'à Parencières il n'y a aucun bâtiment consacré à l'hospitalisation mais des terres dont les fermiers doivent donner dans la mesure du possible 15 miches de pain par mois aux pauvres (4).

(1) Archives Nationales MM 225. Procès-verbal d'une inspection faite en 1675.

(2) Archives Nationales MM 218. Répertoire alphabétique des Maladreries des diocèses de Chartres et Orléans, fait en 1673.

(3) Factum pour l'hôpital St.-Pierre de Lille. Archives Nationales MM 225.

(4) Archives Nationales MM 218.

Le contrôle des usurpations qui aurait pu arrêter certains administrateurs peu scrupuleux était ainsi rendu très difficile.

On est surpris de la variété des moyens de fraude que leur malice leur inspirait. Un monitoire (1) ordonné par la Chambre Royale pour être prononcé trois dimanches de suite, nous renseigne de façon précise. Voici quels étaient les principaux coupables et les moyens employés. On trouve, en premier lieu, ceux qui se sont emparés des biens par la force et la violence, ou par collusion et négligence des administrateurs, et les ont enfermés dans leurs parcs et enclos (on faisait ainsi disparaître toute trace des Maladreries qui aurait pu mettre sur la voie d'une reconnaissance) (2). Viennent ensuite ceux qui ont fait abattre et démolir les Eglises, Chapelles et bâtiments dépendant des Maladreries et en ont pris et enlevé les matériaux pour les vendre ou les employer aux bâtiments de leurs châteaux, maisons et fermes ; ceux qui, comme nous le disions plus haut, ont supprimé, brûlé, détourné et diverti les titres et pièces justificatives tant de la fondation ou dotation des Maladreries que des biens, droits et revenus qui en dépendent. On rencontre encore ceux qui, pour couvrir leurs usurpations et changer la nature des biens, en ont fait, sous leurs noms ou ceux de personnes supposées, des contrats d'acquisition ou autres titres frauduleux afin qu'en s'appuyant sur ces contrats d'acquisition, eux et leurs héritiers ne puissent être évincés de la possession des lieux. Il y a aussi ceux

(1) Archives Nationales MM 233. Monitoire ordonné par la Chambre Royale du 16 mai 1673.

(2) Archives Nationales MM 218. A Meullon un sieur Borcheville a fait enlever la cloche de la Maladrerie et a usurpé plusieurs fiefs qu'il a incorporés aux siens. Id. Procès déjà cités : des religieuses de St.-Augustin ont fait élever un mur pour cacher le clocher révélateur de la Maladrerie.

qui faisaient des baux à vil prix avec des contre-lettres de sommes plus considérables pour autoriser dans la suite leurs usurpations en justifiant par la représentation des baux qu'il n'y avait que les héritages et autres choses comprises dans les baux, qui fussent dépendants des Maladreries. Enfin, pour terminer cette revue, le monitoire signalait les Seigneurs hauts-Justiciers et personnes d'autorité qui obligeaient les Greffiers et Tabellions à porter en leurs maisons et châteaux les minutes des Greffes et Tabellionages et qui faisaient chercher dans les minutes tout ce qui pourrait justifier quelque chose de la propriété ou de la possession des biens de la Maladrerie afin de le faire supprimer (1).

Il faut reconnaître à la décharge des contemporains que bon nombre des biens charitables ont disparu lors des troubles intérieurs et des guerres religieuses. C'est ainsi que, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, des guerres couvrirent le Dauphiné de sang et de ruines et tous les établissements religieux et hospitaliers de Romans furent dévastés et incendiés : la maison des lépreux elle-même ne fut pas épargnée. Les guerres de religion ont été spécialement dangereuses pour les établissements dont nous nous occupons, car, ainsi que le fait remarquer un inspecteur visitant la Saintonge, « quand les théories de Calvin ont pris racine à Saujon et se sont répandues en Saintonge, on a démoli les temples et chassé les prêtres et il ne faut pas d'autres preuves que les lépreux, qui vivaient en communauté et dans les égli-

(1) Les seigneurs savaient, en effet, jouer de la violence et, lors d'une enquête faite à Saujon, un serrurier rapporte que le Seigneur du lieu a été vu frappant les habitants avec le pommeau de son épée jusqu'à en faire jaillir le sang de la tête et que, lorsqu'un héritage lui plaisait, il le prenait et retenait en prison le titulaire. Archives Nationales MM 222.

ses de notre religion, aient participé à tous ces malheurs, qu'ils aient été chassés et que, pendant ce temps, leur domaine ait été usurpé et que ceux qui avaient à assumer les frais d'une campagne se soient appropriés ces biens considérables » (1).

Le seul fait de vivre en communauté suivant les règles du christianisme devait, en effet, attirer l'attention sur leur domaine. Même, s'il n'y a pas eu usurpation, la guerre et la dévastation du pays ont forcé à consentir aux censeurs des remises considérables ou même totales; les charges et les ruines ont souvent englouti de maigres fondations. Ailleurs c'est une ville entière qui a disparu comme à Théroutanne (2) dans le Nord, et les biens du chapitre et des hôpitaux qui lui étaient attachés sont restés vacants.

C'est sur cette éloquente énumération que nous arrêterons ce tableau de l'état des lieux pitoyables en France au moment où le pouvoir royal va commencer à ouvrir les yeux sur leur triste situation.

En effet pendant que les autorités locales commettent ainsi une erreur en faussant le but des fondations charitables, les premières ordonnances royales qui traitent la question, n'arrivent pas à envisager clairement le problème économique posé par ces biens accumulés au cours de plusieurs générations et ne répondant plus à leur destination primitive. C'est pourquoi, malgré leur nombre, elles n'aboutiront à rien, car, à tort, elles ont tendance à attribuer uniquement la cause du désordre aux administrateurs et à leurs dilapidations.

(1) Archives Nationales MM 222. Procès-Verbaux d'inspection en Saintonge en 1676.

(2) Archives Nationales MM 223. Arrêt du Conseil Privé, 1693.

Pour avoir une vue d'ensemble du travail fourni pendant la deuxième moitié du xvi^e siècle, il est préférable de se reporter à des lettres du règne de Louis XIV (1), qui nous décrivent en quoi consistaient les réformes faites à cette époque-là, c'est-à-dire de 1533 à 1593. Nous savons ainsi que François I^{er}, François II, Henri II, Charles IX, Henri III et Henri IV avaient par mots exprès ordonné que tous les gouverneurs et administrateurs seraient contraints à remettre, aux juges des lieux les plus proches, les comptes des revenus et de l'administration faite par eux à quelque titre que ce soit, ainsi que les lettres et titres de leur fondation, et ceci dans les deux mois. A l'égard des juges des lieux, on leur avait mandé de se transporter immédiatement sur les bénéfices, de s'enquérir du revenu, de l'état et des réparations nécessaires, du nombre de lits et de pauvres qui s'y trouvaient et d'en dresser des procès-verbaux. Ils devaient aussi vérifier les inventaires, les papiers de fondation et s'informer, tant par titres que par contrats, de la valeur et du revenu annuel de ces bénéfices. Ceci fait, les renseignements étaient communiqués avec les titres de fondations au Procureur Général du Parlement de Paris, lequel envoyait son avis au Grand Aumônier en faisant donner des assignations aux détenteurs, gouverneurs ou administrateurs des Hôpitaux et Maladreries par devant les Conseillers de la Cour du Parlement aux fins et conclusions qu'il avait voulu prendre contre eux. Les juges ne pouvaient demander aucun salaire à ce sujet. On avait enjoint ensuite aux habitants des lieux d'élire et nommer 2 personnes, bons bourgeois solvables et de probité reconnue, pendant que le Parlement procédait diligemment à la correction des désordres et malversa-

(1) Archives Nationales MM 227.

tions faits par les administrateurs en titres en les privant et suspendant dans leurs fonctions ou en sévissant d'une autre manière suivant l'exigence des cas.

Ces lettres nous apprennent encore que Charles IX s'était aperçu que « beaucoup avaient approprié et mis à profit la meilleure partie des revenus et par ce moyen avaient aboli les noms d'Hôpitaux et Maladreries, prétendant être titulaires des lieux pitoyables par bénéfices en titre et fraudant ainsi les pauvres de leur nourriture tout en contrevenant aux commandements de Dieu et aux intentions des fondateurs ». Se considérant comme le vrai conservateur du bien des pauvres, il avait voulu y porter remède et, pour ce faire, il avait ordonné que tous les Hôpitaux, Léproseries, Maladreries et lieux pitoyables, qu'ils soient tenus en titres de bénéfices ou autrement, par des villes, des bourgades ou des villages, soient désormais régis et gouvernés par des gens de bien nés dans les lieux même et solvables. Les administrateurs qui seraient destituables en cas de malversation ne pouvaient être continués après le temps de 3 ans.

En même temps, Charles IX avait remarqué que le Parlement était trop occupé par le jugement des multiples affaires des particuliers, et on avait député l'un des présidents de la cour avec quatre conseillers pour procéder un jour de chaque semaine, en première instance, à la réformation et juger définitivement, à la charge que leurs jugements seraient exécutés nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Puis on avait reconnu que le nombre des juges appelés à juger en première instance était trop faible et on l'avait augmenté de six qui travaillaient concurremment avec les autres un jour par semaine et sans aucun salaire.

Malgré cela, les désordres avaient continué, et cependant le résumé ci-dessus implique un travail assez approfondi. Nous avons pu retrouver bon nombre des édits de cette période dans les papiers de l'ordre de Saint-Lazare et ils nous prouvent qu'ils ont incessamment ordonné qu'il serait procédé à une réformation générale, et aussi à la réparation et au rétablissement des bâtiments ruinés, à la punition des auteurs et complices des désordres et que les profits qui en reviendraient seraient employés suivant leur première destination au profit des pauvres sains et infirmes et des passants ; ils nous prouvent aussi que pour y parvenir, ils indiquaient des moyens de réforme assez énergiques.

Nous allons énumérer maintenant ces édits et déclarations pour mieux suivre les différentes étapes.

Le 12 Février 1533 nous relevons un premier appel portant que le revenu des hôpitaux doit être employé selon la fondation du lieu et donnant des pouvoirs larges au juge pour sévir, par saisie du temporel, privation et suspension des fonctions d'administrateurs et autres peines arbitraires sur l'avis du Procureur Général (1). Cette déclaration est certainement restée lettre morte. Deux ans plus tard, le 22 Novembre 1535, après avoir sans doute recherché les raisons de cet insuccès, le Roi, à la réquisition du Grand Aumônier, renvoie la connaissance des Hôpitaux, Maladreries et lieux pitoyables au Grand Conseil, parce que les Maladreries étant assises en divers ressorts de juridiction, il est difficile de se transporter en ces lieux variés et l'on craint aussi qu'il s'en suive trop de diversité dans les arrêts (2). Nous

(1) Archives Nationales MM 233.

(2) Archives Nationales MM 233.

avons vu plus haut que les administrateurs s'étaient dérobés à cette reddition de comptes devant le Grand Conseil en supposant des provisions de gens d'Eglise ou des procès en litige.

Sans se décourager François I^{er} à Fontainebleau, le 19 Décembre 1543 essaie de s'appuyer sur d'autres bases et comprend la nécessité d'avoir d'abord une connaissance exacte de toutes les Maladreries, de leur valeur et revenu annuel, du nombre de malades qu'elles peuvent entretenir, (muni de ces renseignements on pourra alors intenter des procès civils et criminels aux auteurs des malversations) et pour faciliter ces recherches, on accepte les preuves par témoins. Enfin une fois ces désordres réparés, pour en éviter le retour de semblables, les communautés ecclésiastiques ou séculières feront assemblée publique pour choisir trois habitants solvables qui seront pourvus du gouvernement par le Grand Aumônier (1). C'est la première ordonnance de quelque envergure sur la question et qui ait su établir quelques règles fort justes, règles qui auraient pu contribuer à enrayer le mal s'il avait été possible d'en poursuivre l'application. Elles seront d'ailleurs reprises par la commission de réformation nommée en 1612.

En 1545 (le 15 Juin), nouvel essai de réclamer la remise des comptes des administrateurs entre les mains des juges des lieux, afin de punir et de suspendre dans leurs charges les fauteurs de désordre (2). Mais les administrateurs continuent à user d'une force redoutable dans les mains de ceux qui l'emploient : la force d'inertie, et cette ordonnance va tomber dans l'oubli, à

(1) Archives Nationales MM 233.

(2) Archives Nationales AD XIV 1.

la suite des autres. De même que, 6 mois plus tard, le 26 Février 1546, l'ordre de saisir le revenu des hôpitaux s'avère, de l'aveu même des contemporains, « une réforme bien difficile à réaliser, car les titulaires et administrateurs ont saisi, eux, les lettres et les titres, et refusent de les exhiber (1) »,

Et cependant, sans se lasser, le pouvoir royal continue à tâtonner, essayant chaque fois de faire disparaître les causes qui paralysent ses efforts. En Juin 1546, à Melun, François I^{er} imagine de créer des commissaires réformateurs, quatre d'abord, onze ensuite : « seront jugés et décidés par juges particuliers nommés et commis exprès avec ceux des lieux, lesquels étaient tous, et sont encore tous, intéressés soit en leur personne, soit dans celles de leurs parents, amis ou autres alliés (2) ». C'était, en effet, une des raisons les plus nettes des échecs précédents et c'est dans cette déclaration que l'on doit chercher l'origine de ces juridictions d'exception qui deviendront de véritables chambres de justice pendant tout le cours du xvii^e siècle.

Henri II en 1553, François II en 1560 (3) continuent à s'occuper de cette question, essayant toujours de se faire rendre des comptes et de saisir le revenu des hôpitaux mal régis. Charles IX, en 1561 (4), recommande à nouveau la nomination de commissaires élus de trois en trois ans qui doivent gouverner tous les hôpitaux, qu'ils soient en titre de bénéfices ou autrement. Malheureusement, quelques années plus tard, un mémoire (5) relève que de nombreux inconvénients sont advenus à la suite

(1) Archives Nationales MM 233.

(2) Archives Nationales MM 227.

(3) Ordonnance consignée aux Archives Nationales AD XIV 1.

(4) Ordonnance consignée aux Archives Nationales AD XIV 1.

(5) Archives Nationales MM 225. Factum pour l'hôpital Ste-Reyne.

de cet édit du fait de ces commissaires, car « c'est chose ordinaire que toute terre ou bénéfice mis en mains de commissaires se consomment tout en frais » et l'auteur anonyme du mémoire voudrait qu'on nomme des administrateurs à vie, irrévocables sauf en cas de forfaiture, nommés par les fondateurs ou par le Grand Aumônier et à qui on ferait faire serment d'administrer loyalement les biens qui leur sont confiés.

Les ordonnances se multiplient : 14 Décembre 1563, Août 1570, Juillet 1576, Mai 1577, répétant toujours les mêmes formules, chacun se croyant l'autorité suffisante pour réussir là où les précédents ont échoué ou jugeant nécessaire d'affirmer l'intérêt qu'il porte à cette matière pour arrêter les progrès des usurpations là où il en est temps encore.

En 1579, Henri III fait preuve de sentiments fort curieux, aboutissants d'une longue tendance vers la laïcisation amorcée dès le xiv^e siècle. Déjà en 1546 des lettres avertissaient « que les hôpitaux sont encore de pis en pis gouvernés tant par leurs administrateurs que par les prélats de notre royaume qui devraient avoir l'œil sur eux » (1) et avaient transféré cette surveillance aux officiers de justice. Aux Etats de Blois, Henri III, poussé par le Grand Aumônier, désireux de renforcer son influence aux dépens des évêques, ordonne dans l'article 65 (2) « de n'établir au gouvernement des fruits et revenus des Maladreries et Hôpitaux que des simples bourgeois, marchands ou laboureurs et non des personnes ecclésiastiques, des officiers publics ou des personnes interposées ». Les choses n'en allant pas mieux, patiem-

(1) Archives Nationales X1 a. 8.615 cité par M. Legrand. *Revue de l'histoire de l'Eglise de France*, 1930.

(2) Archives Nationales AD XIV 1.

ment les ordonnances continuent à s'élaborer. En 1583 on étudie en détail la manière dont les administrateurs devront restituer leurs jouissances indues et le montant des restitutions qu'on leur imposera. De même en 1587.

Avec Henri IV on perçoit tout de suite une autre autorité et une étude plus approfondie du sujet. Cependant avant d'arriver à la première solution d'ensemble de 1606 qui, pour la première fois, va donner une affectation aux ressources des lieux pitoyables, Henri IV a tenté aussi de réaliser une réforme en se bornant à corriger les abus d'administration. Il a ordonné à Chartres, le 20 Novembre 1593, que tous les seigneurs, prélats et communautés justifient de leurs droits de nominations et provisions par contrats et titres authentiques à peine de déchéance, qu'aucune personne de quelque qualité qu'elle soit ne s'immisce dans l'administration des revenus sans avoir des lettres de provisions du Roi, que ceux qui avaient joui intégralement des biens sous de prétendus titres de bénéfices soient condamnés solidairement avec leurs veuves, héritiers, fermiers, locataires et redevables, à la restitution intégrale des jouissances indues pendant 29 années. Tous les gouverneurs, intendants, sénéchaux, prévôts, enfin tous les justiciers et officiers doivent prêter main-forte à l'exécution de cet Edit et toutes les personnes nobles et ecclésiastiques peuvent collaborer à cette recherche sans qu'il leur soit imputé par la suite à blâme d'avoir dérogé à leurs naissances et privilèges « car il s'agit de la gloire de Dieu et du soulagement des pauvres ». Enfin, on commet une compagnie de juges nommée Chambre de la Charité, pour connaître en première instance avec appelation de ses jugements au Grand Conseil (1).

(1) Archives Nationales MM 227.

Jamais les ordonnances n'avaient été aussi précises dans l'élaboration d'un plan de réformes ; cette dernière était, en effet, le résultat du patient labeur accumulé à propos des déclarations précédentes. Comme nous l'avons vu cependant, toutes ces déclarations étaient entachées d'un vice sérieux, elles ne sentaient pas encore la nécessité de donner un but autre que le soin des lépreux et des passants à cet immense fonds charitable éparpillé sur toute la surface de la France et devenu la proie des usurpateurs. Mais on voyait déjà se dessiner certaines mesures fort utiles comme la création de juridictions d'exception, la reconnaissance de la compétence du Grand Aumônier, l'examen de tous les titres de fondations, le choix de gouverneurs en assemblées publiques.

Donc au moment où nous nous plaçons pour commencer notre étude, on avait déjà expérimenté un certain nombre de réforme partielles, mais surtout pour la première fois en 1577 on avait admis le principe de l'application des revenus provenant de fondations primitives à des œuvres d'assistance nouvelles, en l'espèce à l'établissement de la maison de Charité de Nicolas Houël, dont la création avait été approuvée par l'édit d'Octobre 1576. C'était la voie ouverte aux grandes expériences du xvii^e siècle.

CHAPITRE II

La Recherche d'une solution et les Réformes de 1606 et 1612.

C'est seulement en 1606 qu'Henri IV va mettre en application le principe admis en 1577 qui permettait l'affectation des biens charitables à l'œuvre nouvelle d'une maison de charité pour les pauvres soldats et gentilshommes du royaume.

Depuis longtemps on avait constaté la nécessité d'une institution quelconque destinée à secourir dans leur vieillesse ou leur infirmité les anciens soldats. Jusqu'alors on avait résolu la question au moyen de l'institution des Oblats. Les anciens soldats, les infirmes, étaient logés et entretenus dans une abbaye aux frais de la communauté. Cet usage qui consistait à introduire au sein de paisibles communautés des guerriers entraînés à la vaillance dans leurs campagnes, mais aussi à une certaine verdeur de mœurs et de langage, n'était pas sans amener de multiples inconvénients. D'autre part l'on recevait le plus fréquemment ces Oblats au titre de frères lais et on leur demandait de participer à de multiples travaux, ce qui ne pouvait convenir à certains gentilshommes. Le besoin se faisait sentir d'un établissement

spécial et parmi les communautés également, on pouvait noter une certaine tendance à désirer être déchargées de cette obligation fort pénible moyennant des redevances à la Maison de charité qui serait fondée.

On en était là lorsqu'Henri III avait ordonné l'érection d'une maison sise rue du Faubourg St-Marceau. Cette Maison de la Charité Chrétienne avait été créée sur un projet de Nicolas Houël, marchand apothicaire, épicier et bourgeois de Paris, pour fournir et administrer des médicaments aux pauvres (1). A sa mort l'établissement périssant, Henri IV y avait mis et logé les pauvres gentilshommes et soldats invalides, afin de n'avoir plus à les imposer à titre d'Oblats, puis il avait transféré cette maison à la rue de Lourdines. Nous voyons alors les communautés religieuses payer dorénavant des pensions à cet hôpital. Mais cette source de revenus s'était rapidement avérée insuffisante et c'est ainsi qu'Henri IV ne pouvant songer à soutenir cette institution avec les deniers du trésor, déjà trop affaibli, voulut affecter à cette œuvre qui lui tenait à cœur, les fonds charitables qu'on laissait s'émietter entre les mains des usurpateurs.

Cette idée est mise à jour dans un Edit de 1604, deux ans avant la réforme générale. Cet Edit (1) est rendu « en faveur des pauvres gentilshommes et soldats devenus estropiés, vieux et caducs, en faisant le service du Roy ». Il expose qu'il existe de par le royaume une infinité de pauvres gentilshommes qui ont porté les armes pour le service royal, y ont employé leur jeunesse et reçu de grandes blessures, et que, par la suite, ceux qui avaient

(1) Lallemant. Histoire de la Charité, T. IV a. Chap. IX.

(2) Archives Nationales MM 233.

des métiers ne peuvent plus les exercer ni gagner leur vie. On les voit alors réduits « en grande nécessité et pauvreté » tout honteux d'avoir à mendier et vaquer par les rues au préjudice de leurs personnes et au grand scandale du public. L'Edit explique que c'est pour laver cette honte en leur donnant le moyen de vivre le reste de leurs jours « autant que pour exciter ceux qui viendront à hasarder leur vie plus hardiment » (lorsqu'ils seront sûrs d'avoir une retraite) qu'Henri IV leur octroie en fondation perpétuelle et irrévocable « la Maison Royale de la Charité Chrétienne du Faubourg Saint-Marceau » avec en plus « le reliquat des deniers revenant bons » après la recherche des comptes des Hôpitaux et des amendes et confiscations qui proviendront des abus.

Ceci arrêté, il s'agissait de procéder à nouveau à cette recherche des comptes et les échecs précédents n'étaient pas très encourageants. Cependant, puisqu'il y avait maintenant un but fort intéressant à atteindre, une œuvre, digne d'inspirer la charité, à soutenir, on espérait aboutir à un meilleur résultat et le 17 juin 1606 la première des Grandes Ordonnances de Réformation était rendue (1). Son préambule est intéressant. Il signale « que les ordonnances se révoquent d'elles-mêmes par le temps » et qu'on voit « de pauvres gentilshommes avoir dignement consommé leurs moyens en rançon ou en soins sans que rien n'ait été fait pour les secourir que quelques places de religieux laïcs qu'on leur donnait dans des Abbayes et Prieurés et qui souvent leur coûtaient plus à poursuivre qu'elles ne leur apportaient de commodité ». Pour y remédier « considérant le grand nombre d'Hôpitaux dotés de grands biens, souvent mal

(1) Archives Nationales MM 233.

régis par des gens qui en appliquaient le revenu à leur profit particulier et dont le reliquat pourrait beaucoup aider à les secourir, on leur donne la Maison de Charité, avec l'ensemble des deniers provenant des places et pensions des Religieux laïcs... plus les deniers du reliquat des comptes d'apurement... de même que tous les deniers qui proviendront des révisions, abus et malversations, par quelque manière et quelques personnes que ce soient, et à quelques sommes qu'elles puissent monter ».

Pour obtenir ces deniers, on mandait au Grand Aumônier de procéder à la Réformation, de rechercher les usurpations et les aliénations, aidé d'un certain nombre de juges, expressément commis pour connaître de cette Réformation. Cette compagnie de juges, ainsi établie, était à nouveau nommée Chambre de Charité.

Avant de constater l'échec de cette tentative, nous allons nous arrêter un peu pour en examiner les caractéristiques. Les modalités d'application avaient été réglées avec soin. Les soldats prenaient attestation des maîtres de camps sous lesquels ils avaient servi et été estropiés, contenant le temps de service, la valeur de l'individu et les périls qu'il avait encourus. Vérification était faite par le Connétable ou le Colonel général d'infanterie avec rôle et évaluation de la pension annuelle. On vérifiait de la même manière les états de service de ceux qui avaient déjà obtenu des pensions (1).

Nous ne reviendrons pas sur l'originalité de l'affectation. Les deux choses les plus intéressantes sont l'appel fait au Grand Aumônier pour procéder à cette réforme et la création de la Chambre de Charité qui lui est adjointe. Un coup d'œil jeté sur l'évolution du rôle de

(1) Edit de juin 1606. Archives Nationales MM 233.

Grand Aumônier pendant ces deux siècles précédents, nous explique la mission importante qui lui est confiée maintenant.

C'est au ^{xiv}^e siècle que l'Aumônier du Roi qui n'avait eu jusque-là qu'un rôle à peu près nul en matière administrative voit s'accroître son influence, cet accroissement étant facilité par les relations qu'il a nécessairement avec les Hôpitaux puisque c'est lui qui leur transmet les aumônes royales. Il travaille avec efficacité à développer dans de grandes proportions le pouvoir et l'autorité du Roi sur les établissements charitables. Des pouvoirs de surveillance et de juridiction qui lui sont peu à peu concédés l'amènent tout naturellement à se regarder comme le tuteur et le supérieur des Hôtels-Dieu et Léproseries de France, principalement de ceux de fondation royale et, en cette matière, on ne peut nier qu'il cherche à supplanter les évêques dans leurs diocèses. Cette transformation et ce développement de ses attributions se manifestent par un changement de qualificatif : il prend le titre de Grand Aumônier du Roi et, en 1534, c'est sur tous les Hôpitaux du Royaume sans distinction qu'il revendique le droit de surveillance. L'attention qu'à son instigation le Roi prête à ces établissements présente aussi de l'intérêt pour lui car elle renforce son influence aux dépens des évêques. C'est là une des raisons qu'expliquent le plus nettement les lettres de 1546, assez étranges au premier abord, que nous citons au chapitre précédent et qui dévoilent la mauvaise administration des prélats en même temps qu'elles transfèrent la surveillance à des officiers de justice (1). M. Pierre Galland dans « la Vie de Pierre du Chastel » exa-

(1) Archives Nationales X I a 8.615. Cité par Legrand. Revue de l'histoire de l'Eglise de France, 1930.

mine le rôle du Grand Aumônier au xvi^e siècle ; « C'est le dispensateur de la bienfaisance royale envers les pauvres et lui seul a, en propre, la charge de veiller à ce qui concerne tous les pauvres ; à lui appartient dans toute l'étendue du royaume, le soin de tous les asiles de pauvres et de lépreux ; à lui appartient d'y préposer des administrateurs convenables et d'en écarter ceux qui seraient incapables ou insuffisants.

Quant aux asiles créés primitivement par d'autres que par les Rois mais dotés de revenus pour remplir le même but, s'il s'y fait quelque chose de contraire à l'intention des fondateurs et donateurs, de contraire au lieu et à la justice, c'est à l'Aumônier d'en revendiquer punition et correction, d'y maintenir au complet le nombre des lépreux ou autres malheureux, de contraindre toute la race des procureurs et des administrateurs à rendre leurs comptes, de chasser ceux qui, dans l'accomplissement de leur office donneraient des preuves de corruption, déloyauté et négligence et de les remplacer par d'autres ».

Voilà certes un programme noble et vaste, un peu trop vaste même, mais qui montre bien toutes les directions dans lesquelles l'activité du Grand Aumônier était susceptible de s'étendre. Nous savons que c'est le Cardinal de Meudon, Grand Aumônier, qui avait jeté le cri d'alarme sous François I^{er} et, dans les ordonnances de cette époque que nous avons déjà étudiées, il a toujours sa part de besogne : c'est lui qui avise du nombre de malades que la Maladrerie peut sustenter, ce sont ses jugements qui sont susceptibles d'exécution, c'est lui qui concède les lettres permettant de s'immiscer dans l'administration, etc... On préparait ainsi les esprits au rôle

qu'il allait être appelé à jouer dans cette réformation des Hôpitaux. Au xvii^e siècle, il devient le Grand Aumônier de France et c'est donc à lui qu'on mande en 1606 de procéder « à la réformation, recherche des usurpations et aliénations ».

Il va être aidé dans sa tâche, dans sa lourde tâche, par des commissaires spéciaux dont la nomination est annoncée par l'Edit. Là encore on ne fait que consacrer une tradition que nous avons vu naître lors des ébauches de réformes du xvi^e siècle. Le nom de cette chambre ne nous est pas inconnu puisqu'on nommait ainsi la compagnie de juges commise en 1593 pour connaître en première instance de tous les procès concernant les lieux pitoyables et composée de quatre puis de onze juges choisis parmi les conseillers à la Cour du Parlement. Mais, en 1606, on croit avoir trouvé que l'augmentation des abus d'administration pouvait provenir de ce que la Cour du Parlement était trop occupée à juger une quantité infinie d'affaires, ce qui détournait de leur travail les juges commis pour vaquer à cette réformation.

C'est pourquoi l'Edit du mois de Juin évoque à la personne du Roi la connaissance de la réforme et la renvoie au Grand Aumônier et à des juges créés expressément en commission spéciale extraordinaire ; c'est devant eux que les comptables des deniers doivent rendre leurs comptes. L'idée était assez heureuse mais nous verrons plus loin que son application sera loin d'être parfaite, puisque des écrits du temps accusent cette chambre d'avoir « plutôt empêché l'exécution que travaillé à la conduite qui leur en avait été commise et confiée (1) ». Elle va disparaître par un arrêt du Conseil du 1^{er} Sep-

(1) Archives Nationales MM 227.

tembre 1611, engloutie dans la débâcle de cette réforme après la mort de son auteur.

Cette expérience avait révélé que les charges ordinaires, les ruines des bâtiments, accélérées par les guerres civiles ou étrangères qui avaient ensanglanté le territoire français, étaient si grandes que les revenus des bénéfices ne pouvaient suffire à cette destination des deniers. Du moins la recherche qui en avait été faite, à ce moment, avait rapporté si peu de fruit que les pauvres gentilshommes n'en avaient pu tirer aucun secours actuel ou pour l'avenir, et ce beau projet de Maison de la Charité, cette innovation ingénieuse, bien que peu respectueuse des intentions des fondateurs, fut abandonnée. Et cependant lorsque quelque soixante ans plus tard Louis XIV reprendra ce projet il arrivera à des résultats matériels importants. Il faut donc plutôt accuser le fait qu'une fois encore « de louables desseins ne s'étaient ensuivis que d'infructueux succès, dûs au manque de choix de ceux qu'on avait commis à ce dessein ».

A peine arrivé au pouvoir, Louis XIII va se pencher aussi sur cette question, et il doit malheureusement constater qu'une fois de plus l'œuvre de ses prédécesseurs a été détruite et que les expériences tentées n'ont rapporté aucun fruit. Alors, comme nous l'avons vu, en 1611, il raye d'un trait de plume cette chambre de la Charité, inutile et inactive, et le 24 Octobre 1612, il rend une nouvelle déclaration où, après avoir constaté les échecs précédents, il affirme son intention de mener à bien cette réforme ; mais il abandonne les originales expériences de Henri IV et revient à une affectation plus conforme aux intentions des fondateurs. On voit que la question a été soigneusement étudiée par des commissions établies

dans ce but (on retrouve dans le carton AD XIV I, des recueils d'édits antérieurs destinés à éclairer les commissaires), et, en effet, on sent que, puisqu'on a renoncé à stimuler le zèle des réformateurs par une affectation aussi nouvelle que digne d'intérêt, on veut y suppléer par la minutie des détails d'application.

Nous allons maintenant étudier cette ordonnance en nous excusant de détails parfois ingrats, mais qui seuls peuvent donner une idée de l'ampleur du travail que l'on désirait accomplir.

Suivant l'habitude prise dorénavant, on attribue pouvoir et juridiction au Grand Aumônier pour corriger les abus des administrateurs et établir, pour l'avenir, l'ordre requis par les Ordonnances et pour se faire présenter des comptes de trois ans en trois ans par devant ses Vicaires ou subdélégués afin d'éviter la dépense et les frais. Ceci posé, la déclaration passe à l'examen des devoirs des administrateurs. Ils sont tenus de faire registrer leurs provisions et commissions au greffe de la justice royale où sont situés les hôpitaux en y joignant un inventaire signé de tous les titres et fondations qui concernent le revenu et les charges. Le tout sera envoyé chaque année par les substituts au Grand Aumônier. Les Baux à ferme du revenu seront aussi dorénavant faits judiciairement et enfin on rappelle qu'aucun hôpital ne doit rester sans administrateur et que ceux qui seront trouvés avoir malversés seront destitués.

Ces dispositions, qui seront reprises avec encore plus de soin dans le règlement fait par le Grand Aumônier en 1614, visent à enrayer les usurpations, mais il est tout autant nécessaire de remédier à l'incurie ou à l'incapacité de certains administrateurs, c'est pourquoi on re-

prend une disposition déjà en vigueur qui impose aux maires, échevins, etc... réunis en Assemblée Générale devant le Lieutenant Général de Justice et le Procureur Général de procéder tous les trois ans à la nomination de trois notables bourgeois, idoines et capables de régir ces lieux. Le procès-verbal de cette réunion est de même envoyé au Grand Aumônier pour présenter et nommer l'un d'eux qui sera alors pourvu de cette charge.

Après avoir vu les moyens envisagés pour parvenir à une récupération importante de biens, nous en venons à la partie la plus intéressante de la déclaration, celle qui contient les dispositions sur l'emploi à faire des biens disponibles. On espère tout d'abord pouvoir fournir de pensions suffisantes les pauvres et supprimer ainsi la cause principale du vagabondage dont les pouvoirs publics commencent à s'inquiéter à cette époque ; pouvoir aussi secourir les malades et lépreux dans les maladreries voisines « après les avoir vus, visités et reçus avec les cérémonies anciennes et accoutumées à l'Eglise » (ceci vise la simulation des cas de lèpre dont nous avons déjà parlé). Des notes marginales de l'époque indiquent qu'il est défendu de procéder à des mariages entre lépreux afin de ne pas donner naissance à ces familles de lépreux qui se croient bénéficiaires héréditairement des fondations consacrées au soulagement de leurs aïeux. Plus loin, on demande de vérifier avec soin leur état suivant les méthodes qui avaient été préconisées par Ambroise Paré.

Ces deux œuvres seront possibles grâce aux mesures prises qui, on l'espère, obtiendront que le revenu des hôpitaux existants soit fidèlement employé et distribué. Mais il faut encore songer aux biens et deniers qui pro-

viendront de la recherche des lieux pitoyables, usurpés ou anéantis, question toujours délicate dont, depuis 1606, on a commencé à s'inquiéter. Les commissaires de 1612 n'ont pas osé suivre l'inspiration de Henri IV, peut être, d'ailleurs, le besoin d'une Maison de retraite se fait-il moins sentir à ce moment. En tous cas les esprits ne sont plus attirés vers cette œuvre et les Maisons de Charité ont périclité ou disparu. Mais on a essayé d'étendre les donations charitables dans le sens proposé par le Concile de Trente.

La Déclaration porte qu'en ce qui concerne les deniers qui proviendront de la Réformation et qui seront remis à des personnes capables commises par le Grand Aumônier, ils commenceront à acquitter les charges des lieux, puis on les emploiera à la réédification d'une ou deux Maladreries en chaque baillage ou diocèse, selon la nécessité.

Si l'on dispose encore d'un surplus à la suite de ces travaux, il sera affecté à la nourriture des pauvres et des mendiants, qui deviennent de plus en plus nombreux dans les villes, à l'entretien des enfants dans des écoles ou dans des lieux où l'on puisse les mettre en possession d'un métier, à constituer des dots qui seront données aux orphelines pour aider à leur établissement, etc... toujours suivant la distribution qui sera ordonnée par le Grand Aumônier. Lui seul y pourvoit et les juges et les habitants ne peuvent en aucune façon disposer de ces biens ni ordonner quoi que ce soit à leur sujet. La personne commise par le Grand Aumônier pour assurer le maniement de ces deniers doit lui rendre compte d'année en année.

Pour obtenir les restitutions qui auraient permis de

réaliser un si beau programme, on avait établi une chambre particulière, dite de la Générale Réformation des Hôpitaux, Maladreries, Léproseries, Aumôneries et autres lieux pieux. Elle était composée de quatre conseillers et maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel et quatre conseillers du Grand Conseil, siégeant avec le Grand Aumônier et cinq au moins de ses vicaires. Son but était d'essayer de réformer tous les abus qui lui seraient signalés par requête du Procureur Général ou de son substitut, de réviser les comptes, de punir les usurpateurs, de prononcer les condamnations et d'évaluer le montant des amendes.

Afin que son rôle soit effectif et que l'on n'empiète pas sur ses attributions, le Roi avait évoqué tous les procès civils et criminels, tous les différends, toutes les affaires qui concernaient ces questions, dans l'état où ils se trouvaient au moment de cette déclaration et il les avait renvoyés à cette chambre en lui attribuant la juridiction et la connaissance, privativement à tous les autres juges. L'appel ne pouvait être fait que devant le Grand Conseil et était refusé devant toute autre Cour souveraine sans exception. Naturellement, il s'ensuivait qu'il était défendu aux parties de se pourvoir ailleurs sous peine de nullité et de cassation de procédure à leurs dépens, sans compter les dommages et intérêts. De même les jugements de cette chambre étaient exécutés malgré toute opposition ou appellation quelconque.

La Chambre était donc en possession d'un pouvoir étendu pour mener à bien l'accomplissement de sa tâche. Avant de voir quelle fût, en fait, son activité, il peut être intéressant de prendre un aperçu du règlement fait

par le Grand Aumônier le 27 Janvier 1614 (1) pour compléter la déclaration royale.

Nous y voyons que la Chambre de Réformation pour faciliter sa besogne (à ce qu'il lui semblait) et avoir plus de lumière sur les usurpations et désordres, tout en ne préjudiciant pas aux droits de juridiction, patronage et fondation, avait obtenu qu'il serait procédé à l'examen des comptes mentionnés par devant les juges des lieux en présence d'un des commissaires de cette chambre de la Générale Réformation, ce qui n'était pas tout à fait dans la ligne de conduite tracée en premier lieu.

Le règlement donnait ensuite quelques explications utiles : tous les dons ou unions faits du revenu ou d'une partie des domaines des hôpitaux à des bénéfices ou communautés, demeurerait nuls et seraient cassés s'ils n'avaient pas été vérifiés par cette cour souveraine. Les fauteurs de désordres étaient punis sévèrement, puisque tous ceux qui se trouveraient avoir frauduleusement usurpé ou aliéné le revenu, seraient condamnés au double de la restitution des fruits.

Mais pour pouvoir condamner, encore faut-il pouvoir accuser et l'on s'est avisé de l'utilité des dénonciations ; la moralité du but à atteindre permettant de passer sur des moyens plus ou moins scrupuleux pour y parvenir. Pour inciter les habitants de la paroisse à dévoiler ce qu'ils connaissent, on promet aux dénonciateurs le tiers des fruits échus et le quart du revenu des choses réunies pendant les cinq premières années à compter du jour de la réunion. Cette prime paraît énorme, lorsqu'on songe que c'étaient des portions du bien inaliénable des pauvres que l'on divertissait ainsi.

(1) Archives Nationales AD XIV 1.

Ensuite le règlement entre dans le détail de l'application et, reprenant tous les procédés abusifs employés couramment durant les années précédentes, il essaye de trouver pour chacun un antidote. Voici quelques-unes des solutions envisagées. Pour diminuer le nombre des procès grossis par des administrateurs qui y trouvent leur profit, on leur impose une procédure laborieuse avant d'intenter ou soutenir aucun procès au nom des Maladrieries. Ils doivent demander un avis écrit, signé et certifié, aux avocats et procureurs des lieux ; cet avis est envoyé ensuite au Procureur Général ou à ses substituts auprès de la Chambre de la Générale Réformation, dont ils retirent acte pour leur décharge. Ajoutons qu'on spécifie bien que tout doit se faire sans aucun salaire de part et d'autre, sinon la dépense qui aura été faite en contrevenant à cette règle sera rayée de leurs comptes.

Les baux donnaient lieu aussi à beaucoup de marchandages et la déclaration ordonnait à ce sujet qu'on procéderait judiciairement à de nouveaux baux à ferme de tout le revenu ; mais pour empêcher tout monopole dans l'adjudication du revenu, le règlement ajoute qu'il devra être fait mention de tous les biens dans des affiches et publications et que les administrateurs devront bailler un état signé et certifié par devant notaire, à peine de condamnation au quadruple. D'ailleurs, les fermiers adjudicataires doivent bailler caution tout autant que les administrateurs.

On se préoccupe aussi des rares lépreux qui subsistent encore et ne sont pas enfermés dans des Maladrieries, pour leur imposer d'envoyer dans les six mois aux administrateurs un certificat de leur état de santé, à peine d'arrêt de la pension ; en effet, une note marginale relève encore que la lèpre guérit souvent et qu'il

ne faut pas risquer d'entretenir indéfiniment sur le fonds charitable des paresseux qui ne sont plus dignes d'inspirer aucune pitié.

On continue ensuite à recommander les précautions à l'égard des administrateurs. Outre la caution qu'ils doivent déposer, ils doivent rendre des comptes tous les trois ans et ils ne peuvent faire aucune réparation avant d'avoir, au préalable, fait visiter les lieux à peine de radiation de la dépense dans les comptes (mesure qui fait le pendant de celle qui leur dénie le droit d'agir en justice). On règle leurs pensions en les modérant au tiers du revenu sans que cette somme puisse excéder 140 livres, ce qui semble assez faible pour l'époque ; et encore ne l'accorde-t-on pas aux administrateurs nommés par les villes. Enfin, pour mettre un frein aux festivités que s'octroyaient ces messieurs, on spécifie qu'aucun festin ou banquet ne sera alloué sur les dépenses, sauf, bien entendu, ceux ordonnés par les fondations.

Le règlement s'achève par une indication sur la conduite des huissiers qui doivent donner des assignations suivant les ordonnances en imposant aux parties de se présenter dans les quatre jours sous peine d'amendes. Enfin, mesure nouvelle, on peut relever qu'on accorde un salaire modéré aux juges qui procèderont aux visites des lieux, car on avait dû s'apercevoir que ceux-ci ne mettaient pas grand enthousiasme à faire des déplacements à leurs frais.

Avec une réglementation aussi étudiée on pourrait s'imaginer que, cette fois-ci, la réforme était en bonne voie, d'autant plus que jamais on ne s'était autant approché de la solution idéale proposée par le Concile de

Trente. Les commissaires avaient vu juste et, pour la première fois, d'ailleurs, nous retrouvons dans les papiers de l'époque des traces de leur activité.

La Chambre de la Générale Réformation tient à ce que son monopole de juridiction soit respecté et nous trouvons, par exemple, des séries d'arrêts contre le Parlement de Dijon ou autres villes (1), qui cassent les décisions de ces Parlements parce qu'ils avaient ordonné aux administrateurs de leur ressort d'apporter au greffe leurs titres et prétendaient saisir le revenu ; or c'était d'une part une entreprise de juridiction faite sur le pouvoir attribué à la Chambre de Réformation et, d'autre part, si cette saisie avait eu lieu, les charges ordinaires du service divin, nourriture des pauvres, etc., n'auraient pu être continuées suivant l'intention des fondateurs. Ces arrêts sont suivis d'arrêts de renvoi devant la Chambre de la Générale Réformation.

Un peu plus tard, nous trouvons des lettres du Grand Aumônier aux premiers présidents de Parlements et aux Procureurs généraux qui avertissent de l'arrivée d'une commission venue « s'acquitter de sa charge en parant aux abus », les abus visés cette fois étant surtout l'usurpation des droits de collation et la pratique de la résiliation des Maladreries en Cour de Rome pour les convertir en bénéfices (c'était bien certainement les premières commissions qui décidaient de se transporter effectivement sur les lieux). Ces lettres sont accompagnées de lettres aux huissiers pour leur ordonner de demander communication de toutes les pièces ou d'assigner les délinquants devant les commissaires annoncés (2). Ceux-ci arrivent alors munis de lettres de la

(1) Archives Nationales AD XIV I, 26 mars 1624.

(2) Archives Nationales AD XIV I, 30 mai 1626.

Chambre de la Générale Réformation pour rechercher dans le ressort du Parlement toutes les malversations... faire procéder judiciairement aux baux... faire rendre compte aux administrateurs ou fermiers qui ont joui des biens depuis 25 ans ou plus... procéder à la réunion de ceux qui ont été vendus... informer de la valeur des biens depuis les troubles... faire visiter par un médecin les personnes soupçonnées de lèpre et les enfermer dans les Maladreries des lieux de leur naissance... instruire les procès... enfin exécuter les lettres du 24 octobre 1612. Les seules restrictions sont de respecter les pensions accordées par le Grand Aumônier et de ne pas faire d'adjudication à moindre prix que celui porté par le plus haut bail (1).

Dans ce même recueil (AD. XIV I) nous trouvons un arrêt du Conseil du Roi qui casse les administrateurs de l'Hôpital Saint-Jacques et les baux par eux passés, parce qu'ils n'ont pas rendu compte et pas fait inventaire. Enfin, il y a aux Archives des liasses assez considérables qui relatent l'activité de cette chambre à diverses époques. Par exemple la liasse Z1n 10 est consacrée uniquement aux affaires étudiées durant l'année 1625 ; il y est question de baux annulés, ailleurs de confirmation de jouissance, de demandes d'administrateurs contre les fermiers, de requêtes de lépreux qui réclament leurs pensions ; elle contient aussi des indications sur la manière de répartir les revenus. Le carton M 47 prouve qu'autour des années 1644 et 1645, la Chambre s'est fait apporter quantité de comptes pour les vérifier.

Pendant les années qui suivent déclaration et règle-

(1) Archives Nationales AD XIV 1,5 mai 1626. Commission de la Chambre de la Générale Réformation pour le ressort du parlement de Grenoble.

ment, les idées qui s'y sont manifestées continuent à faire leur chemin. Outre les poursuites de la Chambre de Réformation on cherche à perfectionner les moyens d'atteindre le plus vite possible à la répression intégrale des abus. Un règlement du 30 Mai 1638 (1) essaie d'apporter sa part de contribution à cette grande œuvre. Pour empêcher le mauvais emploi des revenus en réparations, on ne pourra y procéder qu'après des visites faites par commissaires et publication du marché des ouvrages ; pour empêcher les baux à vil prix, les maisons seront louées au dernier enchérisseur, sans avoir aucune préférence pour les anciens locataires, après affichage pendant 3 dimanches consécutifs ; pour éviter les dépenses en buvettes, les comptes seront communiqués aux trésoriers et rendus en présence du Lieutenant Civil et du Procureur Général.

Malgré ces efforts, ces réformes vont avoir le même sort que les précédentes, paralysées par les mêmes causes qui les ont jusqu'ici vouées toutes à l'échec et que les réformateurs jusqu'à Louvois vont rechercher en vain. Les défauts qui entraînent ce fâcheux résultat sont relevés courageusement par les Ordonnances successives de cette époque, qui, chaque fois, proposent de nouveaux remèdes. Les principaux griefs que l'on objecte aux règlements de 1612-1614 ont trait pour la plupart à la conduite des juges réformateurs. Nous trouvons dans le registre MM 227 la preuve du labeur considérable qui nous permet de suivre l'évolution des idées de l'autorité royale en cette matière sans que cependant nous trouvions trace de ces travaux dans des ordonnances dûment enregistrées. Est-ce manque de temps de la part

(1) Archives Nationales MM 227.

du Roi absorbé par les grands desseins de la politique extérieure ou par la lutte contre les conspirations intérieures ? est-ce découragement devant l'inutilité des efforts accomplis ? est-ce une manifestation d'indépendance du Parlement contre l'autorité royale à cette époque ? Il est difficile de le dire, mais les rapports ou les projets d'ordonnances que nous allons étudier maintenant prouvent qu'une attention minutieuse était toujours accordée à ce sujet, lors des débuts du règne de Louis XIV. Bien que ce ne soit pas de cette manière-là que le Roi aboutira en fait au résultat souhaité, on sent déjà la main du Maître et l'on peut dire qu'étant donnée la méthode suivie, il était difficile d'arriver à mieux.

Nous trouvons d'abord une série de conseils à Sa Majesté qui se terminent par l'affirmation que Sa Majesté « si elle les applique pourra parvenir à ce que n'ont jamais pu faire ses prédécesseurs pour retirer de la restitution des jouissances indues, des secours considérables pour le bien de son état et le soulagement des pauvres ». L'auteur après un historique sévère des réformes que nous avons déjà étudiées prétend que le règlement de janvier 1614 au lieu d'arrêter le cours des usurpations n'a fait que l'augmenter en raison des défenses faites aux administrateurs de n'intenter aucun procès touchant ces abus sans avoir pris l'avis des juges des lieux. Or ceux-ci étaient tous intéressés dans leurs personnes ou celles de leurs amis et ils n'ont jamais voulu consentir à une telle procédure.

Afin de ne plus tomber dans les mêmes erreurs, on propose d'accorder trois commissions pour chaque diocèse à des personnes qui ne soient ni domiciliées ni résidentes dans les provinces où elles seront nommées.

Celles-ci étant d'une part intéressées dans le résultat, comme nous le verrons plus loin et, d'autre part, étant sans connaissances dans les provinces, pourront juger selon leur conscience et équité les procès qui se présenteront devant elles. Au-dessus de ces commissions on recourra cependant à une compagnie souveraine de sept juges pour juger en dernier ressort des procès décidés par les commissaires.

Les comptes devront ensuite être présentés tous les trois mois pour les 6 années précédentes, mais les restitutions ne pourront être demandées que de 29 années car l'auteur n'estime pas que l'on puisse faire plus. Il accuse même l'exagération de certaines recherches d'avoir causé des confusions et des contestations infinies qui ne faisaient que nuire à l'exécution que l'on poursuivait. Si l'on dépasse 29 années, on se heurte d'un côté à l'impossibilité de payer où sont réduits les injustes possesseurs et de l'autre à une trop grande jouissance des parties intéressées. Enfin, question capitale et qui prouve l'esprit pratique et réaliste de ce réformateur, il souligne la nécessité de récompenser ceux qui auront contribué à faire rentrer des biens dans le Trésor, il demande en conséquence que l'on donne les provisions de cinquante Maladreries qui se trouveront possédées sans titres valables, avec le nom en blanc, afin qu'on puisse en disposer en faveur de ceux qui se sont employés à la réunion des domaines « en considération des grandes peines qu'ils prendront pour réussir cette affaire ».

S'est-on servi de ces remarques si justes, dans la pratique ? Nous ne saurions le dire, mais le législateur, en tous cas, n'a pas encore jugé cet effort suffisant, puisque, quelques années plus tard, il prépare à nouveau

uné ordonnance, la plus complète qu'il nous ait été donné de parcourir et dont le long préambule nous a déjà permis d'exposer certaines critiques sur les travaux antérieurs. Elle rend justice cependant « au saint zèle et à l'admirable charité » des Rois précédents qui n'ont pu parvenir à aucun résultat non par le défaut de volonté ou de puissance, mais bien parce qu'ils avaient confié la charge à des personnes mal intentionnées ou trop intéressées dans leurs parents, amis ou alliés.

Puis la déclaration se continue par l'étude de toutes les ordonnances précédentes qu'elle va reprendre en connaissance de cause pour essayer d'aboutir à un résultat avec plus d'accélération. Elle remarque, qu'en apparence, tous ces Edits, déclarations et règlements étaient très puissants et qu'en réalité ils n'ont produit aucun effet et elle en accuse les moyens dont on s'est servi et qui n'ont pas été ce qu'ils devraient être. Et voici, à nouveau, le procès des tribunaux d'exception tels qu'ils ont été créés jusqu'alors. En premier lieu, paraît-il, il est impossible qu'une cour souveraine puisse travailler avec utilité et diligence à ce genre d'affaires qui demande des esprits entiers et non partagés. En second lieu les juges particuliers députés pour travailler à cette réformation, n'ont été ni payés, ni sollicités pour se transporter sur les lieux comme il était indispensable de le faire si on voulait travailler sans interruption et assez rapidement ; de toutes façons ils n'auraient pas voulu, d'ailleurs, se déplacer en raison de leur trop haute qualité. Enfin, comme nous l'avons vu, dans le règlement de 1614, les juges de la Chambre de la Générale Réformation ont lié les mains à tous ceux qui pouvaient entreprendre des poursuites en leur faisant défense de faire

aucune procédure contre les injustes possesseurs des lieux, ou contre les coupables des désordres et leurs complices, sans avoir pris l'avis des juges des lieux. Ceux-ci, naturellement toujours en rapport, dans le petit cercle de la province, avec les possesseurs, gens puissants pour la plupart, ont refusé de donner leur avis, ou, s'ils l'ont donné, l'ont fait de telle façon que les comptables des usurpations et désordres étaient plutôt confirmés dans leur position qu'intimidés ou ébranlés. Non contents d'avoir ainsi arrêté les poursuites, on a encore ôté aux titulaires tous moyens de les entreprendre quand ils en auraient eu la volonté en réduisant leur pension à 140 livres par an, somme dont la modicité était telle qu'elle ne pouvait même pas suffire à leur nourriture.

Puisqu'on vient ainsi de découvrir des vices de méthode qui, à eux seuls, ont pu suffire à arrêter toute exécution du plan patiemment élaboré, l'Edit ordonne à nouveau que l'on recherche tous les domaines et rentes dépendant des Hôpitaux, Maladreries, Léproseries auxquelles on ajoute les Léproseries et bénéfices de l'ordre de Saint-Lazare et tous les autres lieux pitoyables du royaume et seigneuries de l'obédience royale. Il ordonne également qu'on surveille les Eglises et les bâtimts pour les reconstituer là où il y en avait eu autrefois afin que les indigents sains ou malades, puissent y trouver hébergement et nourriture, tout en y étant entretenus et médicamentés.

Pour ceci, on établit des commissaires spécialement députés, cette fois, pour se transporter dans les provinces, visiter les lieux et en dresser procès-verbaux, en faisant description de leurs dépendances, de leurs domaines anciens, de leurs bâtimts, de leurs vestiges et

démolitions, des spoliations d'Eglises et des divertissements de papiers. Ils devront également composer des registres avec les originaux qu'ils trouveront et les minutes des sentences et ce sont ces registres et ces procès-verbaux qui seront alors étudiés par une chambre spéciale, composée de juges compétents pour décider en dernier ressort. Ce sont également les commissaires qui instruiront les procès nécessaires contre ceux qui jouissent sans aucun titre, ou par baux d'arrentement ou d'emphitéose faits à vie, sans forme ni constitution canoniques, contre ceux qui jouissent après l'expiration de ces baux emphytéotiques ou qui se sont livrés à tous les divertissements possibles que nous avons signalés. Ils s'informeront et jugeront en cette matière, tant sur titres et fondations qu'après enquêtes et preuves par témoins sans avoir égard aux décrets et prescriptions qui sont déclarés sans valeur, puisqu'ils ont été passés en général en intelligence avec les titulaires qui, attirés par leur profit ou celui de leurs parents, ne se sont pas opposés aux prescriptions. On annule aussi les érections en bénéfices ; mais, afin que les fondateurs munis de titres en bonne forme ne soient pas lésés, on demande à tous, tant ducs, comtes, évêques, prélats, communauté séculière ou ecclésiastique, de faire contrôler leurs droits et provisions, auquel cas ils seront maintenus dans leurs privilèges.

Lorsqu'il y a lieu à recouvrements, pour éviter de se trouver devant des responsables insolvables, on contraint les possesseurs à la restitution de 29 années de revenu, solidairement avec leurs veuves, héritiers, fermiers, locataires ou redevables et ils sont contraints comme s'il s'agissait de deniers royaux. Pour parer aux mauvais

traitements dont les commissaires étaient parfois victimes, on enjoit aux gouverneurs, intendants, sénéchaux, prévôts, enfin à tous les justiciers ou officiers qui pourraient en être requis, de leur prêter main forte.

Enfin non seulement on requiert que les procès soient jugés sommairement sans que les parties soient reçues à proposer ou articuler aucun fait et que les jugements soient exécutés en passant outre à toute opposition (appellation, clameur de haro, charte normande ou prise à partie) mais encore on interdit à la Chambre de la Générale Réformation et à toutes les cours souveraines de connaître ces affaires. Pour terminer, l'Edit revendique que désormais les nominations et provisions de tous les Hôpitaux et Maladreries dont on ne trouvera pas les titres, soient réputées appartenir de plein droit à Sa Majesté qui y pourvoira « pour la seule gloire de Dieu et le soulagement des pauvres ». Car il fait remarquer « que la plus grande partie des détournements de titres est arrivée à la suite de contestations entre des particuliers et des communautés ecclésiastiques et séculières qui prétendent avoir droit de nomination ou direction des deniers sur les domaines et qui ont mieux aimé permettre que les biens passent en des mains étrangères plutôt que d'acquiescer aux demandes raisonnables qui leur étaient faites... »

A la suite de ces dispositions générales on accumulait les précautions et les pénalités pour obtenir des officiers, procureurs, syndics de paroisse qu'ils donnent communication des titres et fassent l'impossible pour en obtenir le plus grand nombre et on annulait les premières commissions qui avaient pu être données antérieurement pour procéder à ces recherches, afin que l'exécu-

tion ne soit pas retardée par des contestations entre commissaires.

Nous n'avons pas trouvé trace de cet Edit parmi ceux enregistrés par le Parlement et probablement faut-il en déduire qu'il est toujours resté à l'état de projet et n'est jamais entré en vigueur. Cependant son intérêt reste considérable car c'est à la suite de ces remaniements successifs qui ont été apportés à la solution de 1612 qu'on est arrivé à établir les moyens les plus propres à aboutir à un résultat substantiel. Malheureusement, ceux qui, jusque-là, ont été chargés de mener à bien les recherches n'avaient pas un intérêt assez considérable dans l'affaire. Ce sera le mérite de Louvois de donner une impulsion vivante à cette réforme languissante en usant d'un intermédiaire rendu propriétaire des biens, évidemment à charge d'affection charitable. C'est cet intermédiaire attiré par le gain important qu'il peut en retirer, qui va se lancer à l'assaut des recouvrements avec une âpreté singulière, en s'appuyant sur les méthodes mises au point pendant toute cette première partie du xvii^e siècle.

CHAPITRE III

La Solution de Louvois et L'Édit de 1672

L'initiative d'une mesure, générale en même temps qu'habile, devait être réservée à Louvois, dont l'esprit pratique et réalisateur allait savoir trouver et mettre sur pied la combinaison recherchée. Bien qu'elle ne fut pas pleinement satisfaisante au point de vue théorique, spécialement au point de vue des principes de charité, elle était cependant conçue d'une façon viable et allait aboutir à des résultats immédiats et intangibles.

En 1672, Louvois venait de provoquer la fondation des Invalides et aspirait à se procurer des ressources pour récompenser les services des anciens officiers. En effet, l'attention royale avait été de nouveau attirée sur la nécessité de soulager les anciens soldats, d'une part, et de soutenir de façon spéciale, d'autre part, ceux qui, par leur naissance ou leurs services, devaient être distingués du commun. On trouvait qu'il convenait de leur accorder des récompenses proportionnées « au mérite des belles actions qu'ils avaient faites » (1).

Pour répondre à la première nécessité, la ligne de

(1) Archives Nationales MM 233. Préambule de l'Édit de Décembre 1672 en faveur de l'ordre de N. D. du Mt. Carmel et de St.-Lazare de Jerusalem.

conduite avait été tracée par le prédécesseur de Louis XIV. Comme nous l'avons vu, Louis XIII avait établi une Commanderie de Saint-Louis pour nourrir et entretenir tous les soldats estropiés et il avait fait commencer la construction d'une maison à Bicêtre. Avec Louis XIV cette maison allait être transférée au célèbre hôtel des Invalides. Cet hôtel commencé en 1670 et achevé en 1674 fut une des œuvres dont le Grand Roi eût le plus de fierté et il y affecta des revenus considérables. Une des principales ressources consistait dans le versement de 300.000 livres par les couvents et communautés religieuses, comme montant de la taxe qu'ils devaient verser en échange des redevances auxquelles ils étaient autrefois astreints pour l'entretien des oblates. Malheureusement, cette fondation devait péricliter peu à peu, ruinée par le gaspillage, la surabondance du personnel, l'admission de soldats trop jeunes qui n'avaient pas mérité leur accès dans cet asile destiné à des vétérans glorieux ; mais ceci nous entraînerait hors de notre sujet.

Ayant donc consacré des ressources suffisantes aux soldats estropiés et vétérans, il lui restait à trouver des récompenses pour les anciens officiers et gentilshommes. C'est alors que, reprenant l'idée de Henri IV, Louvois avait estimé que le vrai moyen d'obtenir les sommes dont il avait besoin était de les demander à ces biens des léproseries auxquels on cherchait une utilisation rationnelle. Mais il avait compris aussi que pour obtenir un résultat substantiel « il lui fallait mettre la main sur la propriété même de ces biens et ne pas se contenter de subventions auxquelles ils serviraient de gages » (1).

(1) M. Legrand. *Revue de l'histoire de l'Eglise de France*, 1930.

L'idée géniale lui vint de recourir à un intermédiaire et de prendre un prête-nom, puisqu'il ne pouvait se rendre propriétaire pour lui-même. Le prête-nom restait à choisir ; il lui sembla tout naturel de jeter son dévolu sur l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel qu'Henri IV avait fondé en 1608 et uni à l'ancien ordre de Saint-Lazare de Jérusalem, institué jadis en Terre-Sainte pour le bien des lépreux, puis ramené en France, où il lui avait été attribué quelques maisons. L'ordre une fois en possession des biens, pour procurer des récompenses utiles et honorables aux gentilshommes qu'on désirait gratifier, il serait facile de les faire recevoir chevaliers de l'Ordre et de leur donner des commanderies d'un revenu proportionné à leurs emplois et à leurs services.

Louvois allait donc animer cet ordre d'une vie nouvelle et lui inculquer un germe de développement inattendu en lui faisant incorporer les biens des Maladreries. Nous allons voir un peu en détail quel était cet ordre.

On prétendait que l'ordre de Saint-Lazare était le plus ancien ordre de la chrétienté et qu'il existait au iv^e siècle en Palestine du temps du Pape Damase I^{er}. Les chevaliers résidèrent dans la ville de Jérusalem, exerçant l'hospitalité envers les Pèlerins et les Lépreux, jusqu'au temps des Croisades. A cette époque ils rendirent de grands services aux chrétiens sous les règnes de Godefroy de Bouillon et de ses successeurs. Lorsque les Sarrazins, dans la suite, se furent rendus maîtres de la Terre-Sainte et qu'ils en eurent chassé les chrétiens, les chevaliers se retirèrent en France avec la faveur du Roi Louis VII qui leur donna la maison de Boigny près d'Orléans et la maison de Saint-Lazare près de Paris en 1137. Saint Louis confirma ces donations en 1265. Les Grands Maîtres et Chevaliers se conservèrent à Boigny dont ils firent

la commanderie magistrale et dans plusieurs autres commanderies qui avaient été érigées en leur faveur en diverses provinces du Royaume. L'Ordre s'établit aussi en Italie, Angleterre et plusieurs autres pays du continent dans lesquels il était même arrivé à posséder des maisons considérables qui dépendaient toutes du Grand Maître de Boigny. Cette importance n'avait pas manqué de susciter la jalousie d'autres ordres militaires, mais des essais d'usurpation de la part de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem avaient été arrêtés par un arrêt du Parlement de 1547. Un peu plus tard, en 1578, l'ordre s'était séparé des chevaliers d'Italie.

C'est en 1608 qu'Henri IV avait institué l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel, après en avoir donné la maîtrise à Philibert de Nérestang, Grand-Maître de l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem et avoir accordé la faculté pour les chevaliers du Carmel de posséder les commanderies de Saint-Lazare, lorsqu'elles viendraient à vaquer. Cette union avait été confirmée par des bulles et s'était fortifiée ensuite par la promotion de chevaliers de l'ordre du Carmel à des commanderies de Saint-Lazare et par la réception de nouveaux chevaliers sous la double invocation de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem (1).

Les biens de l'ordre, avant 1672, comprenaient la commanderie générale de Boigny, située près d'Orléans et qui était d'environ 3.000 livres de rentes et 12 commanderies anciennes de 2.000, 1.200, 800 et 500 livres. On trouve encore dans les registres de l'ordre une infinité d'autres commanderies anciennes situées en divers endroits de la France, dont les titulaires venaient aux chapitres généraux de

(1) Renseignements tirés des Archives Nationales MM 223.

Boigny qui se tenaient chaque année aux fêtes de la Pentecôte et où tous les commandeurs des autres provinces de la chrétienté étaient obligés de venir tous les ans. L'ordre jouissait enfin de toutes les Maladreries qui étaient dans l'apanage de Monsieur et dans les terres de Monsieur le Prince (1).

Voilà donc l'ordre qui allait être le dispensateur de récompenses pour les gentilshommes. Les règles qui organisaient la réception des chevaliers prouvent bien qu'on ne s'adressait qu'à des gentilshommes hors du commun, mais qui pouvaient cependant être d'anciens soldats et officiers. Les chevaliers peuvent être mariés et posséder jusqu'à 300 ducats de pension annuelle sur toutes sortes de bénéfices. Pour être reçu chevalier, il est nécessaire d'adresser une requête au Grand Maître, de payer un droit d'entrée, de faire peindre son blason par un peintre officiel après avoir prouvé sa noblesse. Il faut encore prouver que l'on est de religion catholique, de filiation légitime, de bonne vie et mœurs. A côté des chevaliers, on peut aussi briguer l'emploi de frères servants, et il faut alors déclarer que l'on n'a pas eu d'emplois mécaniques. Cependant, en ce qui concerne les preuves de noblesse on admettait qu'on ne serait pas toujours intransigeant et qu'avec dispense du Grand-Vicaire, on pourrait malgré tout recevoir parmi les chevaliers des roturiers, à la condition qu'ils aient rendu des services considérables.

C'est peu de temps après l'union de ces deux ordres, en 1672, que les chevaliers tinrent des conférences avec Louvois au sujet du rétablissement des affaires de l'Ordre, conférences qui devaient aboutir à l'Edit du Roi du

(1) Archives Nationales MM 231.

mois de Décembre. Mais, auparavant, les papiers de Saint-Lazare rapportent que Henri IV aurait déjà eu de grands desseins pour cet ordre dont il voulait toujours avoir une compagnie pour sa garde, particulièrement lorsqu'il allait à la guerre, et que les mémoires du temps portaient qu'il voulait déjà en faire des commanderies en forme de récompenses pour les officiers des armées faits chevaliers. Seulement, sur ce projet, avait passé la minorité de Louis XIII, la Fronde, les longues guerres étrangères compliquées par des escarmouches civiles et, pendant ce temps, l'ordre était resté à peu près inconnu sous la direction de trois Grands-Maîtres qui s'étaient succédés en cinq ans sans s'être plus appliqués les uns que les autres aux affaires de l'ordre selon l'esprit de l'institution.

C'était donc à Louis XIV qu'allait être dévolu le soin de donner une conclusion à ces projets. Dans le préambule de l'Edit intitulé « en faveur de l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem » il nous expose ses intentions et les diverses raisons qui l'on poussé à faire choix de cet ordre pour l'accomplissement des projets de Monsieur de Louvois. Il l'a favorisé de préférence à un autre parce qu'il a su que l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem était le plus ancien de la chrétienté, qu'il était hospitalier et militaire et qu'il était fondé pour la défense de la foi, le service des malades et des pauvres. De plus, il avait été doté de biens suffisants pour l'exécution du dessein que l'on poursuivait actuellement, bien que la plus grande partie en ait été usurpée par plusieurs autres ordres séculiers et réguliers, ou même par des communautés et des particuliers dont l'envie et l'avidité avaient été excitées par ces richesses.

On considérait aussi le soin que Louis VII et Saint-Louis avaient pris de rapatrier de Terre-Sainte en France, non seulement le Grand-Maître, mais encore tous les chevaliers, et de leur accorder l'entière direction et administration de toutes les Maladredies, Léproseries et Lieux Pitoyables des apanages de Monsieur, avec encore d'autres maisons, terres et possessions, entr'autres la Commanderie de Boigny, où, comme nous l'avons vu, on avait installé le Chef-lieu et la Commanderie principale du Grand-Maître. Ces possessions primitives avaient même été beaucoup augmentées au cours des siècles suivants grâce à la charité des Rois, des princes et autres seigneurs qui avaient fait donation à l'ordre de quantités de terres et de biens afin de le mettre en état de satisfaire aux devoirs de son institution.

On soulignait enfin les avantages accordés par les Bulles pontificales. Le Préambule de l'Edit signalait alors que voulant, à l'imitation et suivant l'exemple de Henri IV, donner des récompenses aux officiers par le moyen des biens et privilèges de l'Ordre, et étant informés de l'affectation particulière que ce souverain avait pour son entier rétablissement, Louis XIV avait pensé faire aboutir ce projet. Il était encore confirmé dans cette intention par l'union qu'Henri IV avait faite en 1608 de l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel à celui de Saint-Lazare de Jérusalem avec concession des mêmes privilèges aux chevaliers et autorisation de posséder, quoique mariés, des pensions sur toutes sortes de bénéfices. Ces privilèges avaient d'ailleurs déjà reçu approbation de Déclarations et d'Arrêts, spécialement avec l'Edit du mois d'Avril 1664, et confirmation par la bulle du Cardinal de Ven-

dôme, légat de Clément IX, en Juin 1668, suivie de Lettres Patentes (1).

C'est pourquoi on allait confirmer à cet ordre tous les biens et privilèges qu'il possédait et même les augmenter afin que sur son revenu, devenu considérable, on puisse composer les Commanderies désirées. Quels allaient être les biens que, de sa propre autorité, Louis XIV allait unir aux propriétés de Saint-Lazare ? Deux sources s'offraient à lui : d'une part les biens des Maladreries, puisque, comme toujours, on lui révélait que les abus et malversations de ceux qui étaient préposés à l'administration s'exerçaient au préjudice des pauvres et, d'autre part, les biens de divers ordres réguliers, hospitaliers et militaires qui possédaient de grands biens dans le royaume et se trouvaient, en fait ou en droit, éteints ou abolis.

L'Edit confirmait en premier lieu à l'Ordre de Saint-Lazare, tous les biens, les droits et les privilèges des Maladreries et autres lieux pieux avec les bénéfices qui leur appartenaient, conformément aux déclarations et aux bulles (et à ce sujet, il est nécessaire d'ajouter que l'on accordait aux Chevaliers la faculté de tenir, quoique mariés, des pensions sur toutes les sortes de bénéfices réguliers ou séculiers qui leur seraient réservés, ou qui leur seraient accordés après leur profession dans l'ordre). Pour que cette mesure soit plus complète on révoquait aussitôt toutes les donations que l'on avait pu faire sur ces biens à des communautés et on lui en faisait ensuite concession pleine et entière. Puis « pour favoriser l'Ordre et le rendre plus considérable » on lui concédait encore l'administration et la jouissance générale,

(1) Archives Nationales MM 233. Préambule de l'Edit de Décembre 1672.

perpétuelle et irrévocable de toutes les maisons, de tous les droits, biens et revenus possédés par les ordres hospitaliers, militaires, séculiers ou réguliers qui étaient supprimés de fait et de droit. On visait spécialement par cette formule les Ordres du Saint-Esprit de Montpellier, de St-Jacques de l'Epée et de Lucques, du Saint-Sépulcre, de Ste-Christine de Somport, de Saint-Louis de Boucheraumont et de Notre-Dame Teutonique.

L'ordre de Saint-Jacques de l'Epée était un ordre espagnol qui avait quelques commanderies en France, pour la plupart usurpées depuis longtemps et dont on avait grand peine à retrouver les titres. L'ordre du Saint-Sépulcre utilisait ses biens pour entretenir des chanoines et recevoir des pèlerins. Pour celui-ci l'ordre de Saint-Lazare devait se borner à remplacer les administrateurs défaillants et à hériter des droits de présentation. L'ordre de Ste-Christine de Somport avait été créé pour subvenir aux besoins des pèlerins d'outre-France et d'Espagne ; mais, avec la décroissance des pèlerinages, il était tombé en décadence et avait été usurpé par les Pères Barnabites, qui en avaient profité pour se lancer dans des dépenses somptuaires qui avaient à peu près fait disparaître le revenu. L'ordre de St-Louis de Boucheraumont était un vieil ordre hospitalier entièrement éteint de fait et dont les biens avaient été usurpés par les Carmes qui en jouissaient depuis longtemps sans qu'aucun trouble soit venu jeter la perturbation dans leur paisible possession.

Pour l'ordre du Saint-Esprit de Montpellier, la question était plus délicate, car c'était un ordre hospitalier et régulier à l'origine et non militaire, qui n'avait certainement pas disparu à l'époque de la parution de

l'Edit. Il possédait deux généralats à Rome et en France tantôt subordonnés, tantôt indépendants. Par la suite, il s'était créé une milice de chevaliers, sans aucune bulle et c'était là certainement un abus qui pouvait donner lieu à réforme. Des mémoires du temps (1) rapportent qu'ils n'avaient pas de supérieurs et que le prétexte d'élever des enfants trouvés les entretenait dans une vie scandaleuse, qu'ils avaient laissé perdre la moitié des biens aumônés et que la plupart avaient abandonné l'hospitalisation. Ces mémoires sont un peu suspects de partialité en faveur de l'ordre de Saint-Lazare et il se peut bien que les chevaliers du Saint-Esprit n'aient pas mérité les reproches dont on les accable ; mais, en tout cas, le pouvoir royal estimait que Saint-Lazare serait plus à même d'utiliser les biens au mieux des intérêts charitables.

Pour l'ordre Teutonique, c'étaient des raisons d'Etat et de politique qui avaient commandé l'annexion des commanderies de Lorraine, d'Alsace et de Luxembourg ; car on avait représenté au Roi qu'il était dans son intérêt de ne pas souffrir que des étrangers ennemis de la France possèdent des biens considérables dans les terres de son obéissance. Outre l'emploi qu'ils pouvaient faire de leurs biens contre le service du Roi, ils pouvaient aussi, prétendait-on, être des espions secrets qui donneraient des avis aux ennemis de l'Etat et fomenteraient des cabales et des troubles dans les Provinces nouvellement conquises. Cette raison était évidemment fortifiée du fait des statuts de l'ordre Teutonique qui portaient que nul ne pouvait être chevalier s'il n'était allemand de nationalité et que tous devaient faire serment

(1) Archives Nationales MM 223.

de fidélité à leur Prince national. D'ailleurs la plus grande partie de ces commanderies de l'ordre Teutonique n'étaient pas de leur ancien domaine et patri-moine ; elles avaient été composées avec les biens des Templiers. Le cas, du reste, était encore compliqué par la question religieuse, les chevaliers Teutoniques étant presque tous luthériens.

Revenons à notre Edit. Cette première série d'adjonctions bien délimitée, il allait y ajouter la concession de l'administration et jouissance perpétuelles et irrévocables de toutes les Maladreries (qu'elles soient possédées en titre de bénéfices ou par simples administrations) partout où l'hospitalité n'était pas gardée suivant les conditions de leur fondation. Cette union était faite largement de quelque nature, qualité, fondation, présentation et disposition que soient ces Lieux Pitoyables, sans que l'Ordre soit tenu d'en rendre compte par devant les juges des lieux. Cette disposition était prise, afin que des biens ainsi réunis, on forme des commanderies. Mais l'Edit faisait bien remarquer que cette union était ordonnée, à la condition que les Rois, en qualité de chefs souverains de l'Ordre, aient l'entière disposition de ces commanderies en faveur des officiers qui se seraient faits admettre dans l'Ordre, pour y affecter les pensions qu'elles pourraient supporter et en gratifier d'autres officiers. En plus, sur ces commanderies, on se proposait de lever sous forme de contributions, les deniers nécessaires pour aider et subvenir à l'entretien des hôpitaux des armées et Places frontières où étaient reçus les officiers et soldats blessés et malades, car on jugeait cette application plus conforme aux intentions des fondateurs des lieux pieux, en remplacement des lépreux.

Toutefois, malgré les processions solennelles qui avaient célébré la disparition de la lèpre, il restait encore des malheureux atteints de cette maladie et, pour eux, on instaurait qu'un lieu serait choisi pour qu'ils y soient tous logés et entretenus aux dépens de l'ordre de Saint-Lazare. On devait désigner le 20 Septembre 1678 la maison de Saint-Mesmin près d'Orléans pour y rassembler les dernières victimes de ce fléau.

Il s'agissait ensuite de donner à l'ordre les moyens de se mettre en possession des ressources promises. L'Edit s'avisait qu'il était nécessaire que les biens soient reçus et administrés par ceux qui seraient préposés à cet effet par l'ordre et qu'en contre-partie obligatoire, il devait révoquer tous les administrateurs à temps et à vie, quels que soient les arrêts de maintenance donnés à leur profit ; les administrateurs devaient remettre aux mains des Procureurs de l'Ordre, les titres, déclarations et papiers touchant la consistance et le revenu des biens, les baux à ferme, les états de recettes et de dépenses depuis vingt-neuf ans. Seules les quittances qui leur seraient remises en fin d'inventaire pourraient leur servir de décharges. Sinon, les administrateurs seraient tenus de payer 1.500 livres d'amende, sans opposition possible.

Une fois cette première partie de la besogne accomplie, les Procureurs de l'Ordre, ayant en mains les titres de propriété, pourraient alors exiger la mise en possession et la saisine tant des biens, Maladreries et Commanderies qui leur appartenaient déjà et dont on n'avait fait que confirmer la propriété, que des autres Maisons unies. On reprenait pour y parvenir les résolutions qui avaient déjà paru dans les ordonnances antérieures du début du siècle. Les possesseurs et usurpateurs seraient

contraints, avec restitution des fruits depuis 29 ans, d'après les titres, fondations, reconnaissances ; on tiendrait compte des preuves naturelles résultant de l'état des lieux, de la notoriété, des enquêtes, des preuves par témoins, des extraits de greffes, des Archives des lieux, enfin de tout ce qui pourrait guider les enquêteurs délégués par l'Ordre. Ceux-ci pourraient même réclamer la possession et la jouissance, malgré des prescriptions centenaires, malgré des unions, du total ou de parties, à des bénéfices.

Conscients du travail considérable qui avait été fourni par les Déclarations ou les Mémoires de ses prédécesseurs, Louis XIV ne voulait d'ailleurs pas les annuler purement et simplement et l'Edit portait en toutes lettres, que les Edits précédents, surtout ceux rendus en faveur des pauvres gentilshommes, continueraient à être exécutés dans la limite de leur concordance avec le présent Edit.

Par contre, il préférait essayer une nouvelle Chambre de Justice, puisque les contemporains étaient unanimes à déplorer les vices de la précédente juridiction. Cette fois-ci on établissait une Chambre Royale composée « des officiers les plus considérables de notre Conseil ». Dans cette Chambre, tous les procès devaient être jugés et terminés en dernier ressort, et on lui donnerait pouvoir d'enregistrer toutes les déclarations et tous les Arrêts, de faire des Règlements, de subdéléguer tant en civil qu'en criminel. Après la suppression de cette Chambre, les procès seraient renvoyés au Grand Conseil. Cette Chambre rendait donc inutile l'existence de la Chambre de la Générale Réformation érigée en 1612 et l'Edit, en

conséquence, la révoquait et la supprimait en faisant défense aux officiers qui la composaient de s'immiscer dans les matières qui leur avaient été attribuées (1).

Voilà donc, en résumé, cet Edit qui devait révolutionner le monde hospitalier pendant vingt ans. Sur le moment il fut fort bien accueilli, car une solution était ardemment désirée par tous les milieux qui s'inquiétaient des questions de Charité et le Marquis de Louvois avait également, à cette époque, une autorité suffisante pour influencer et même diriger l'opinion. On trouve, à cette date, des Mémoires particulièrement laudatifs : « c'est la plus juste et la plus glorieuse charité que le Roi puisse faire, que de soulager des officiers de condition et de mérite, qui ont employé leur jeunesse, qui ont été estropiés et qui ont consommé leurs biens au service de l'Etat. Salomon a reconnu cette vérité dans l'Ecclésiaste « *in duobus contristatum est cor meum vir Bellator deficiens per inopam et vir sensatus contemptus* » puisqu'il trouve que nulle chose ne l'afflige davantage que de voir un homme de guerre dans l'indigence et manquant de tout. « Ce sont les premiers et les plus illustres pauvres de l'Etat et qui méritent le plus d'être secourus. Pour ce qui regarde les lépreux, il est de notoriété publique que l'Ordre de Saint-Lazare a fait construire un hôpital général dans la Maladrerie de Saint-Mesmin près d'Orléans, où l'on reçoit généralement tous les lépreux qui se rencontrent dans l'étendue du Royaume, et où ils sont nourris et entretenus avec soin. Dans ce cas, la charité n'est pas moindre que la précédente... Les dé-

(1) Archives Nationales MM 233. Edit de décembre 1672, rendu en faveur de l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, Registré au Grand Conseil le 20 février 1673.

penses qu'il faut faire à Saint-Mesmin se prennent sur les commanderies » (1).

Pendant cette période ,on excuse même la suppression des droits de patrons et collateurs en expliquant qu'il ne pouvait en être autrement, parce que, les commanderies étant composées de plusieurs Hôpitaux et Maladreries qui dépendaient de divers collateurs, il eût été impossible de les conférer à des chevaliers s'il eût fallu avoir le consentement de tous. D'autre part l'ordre de Saint-Lazare était une communauté régulière aussi bien que laïque, dont les commandeurs dépendaient d'un supérieur auquel ils devaient serment et obéissance, et entre les mains duquel ils faisaient des vœux ; ils ne pouvaient donc dépendre de Patrons qui auraient apporté embarras et confusion.

D'ailleurs, le Roi s'était expressément réservé la disposition des commanderies, et, sur ce plan, il ne pouvait naturellement pas souffrir de concurrence.

Le Mémoire cherchait à atténuer l'effet de cette suppression en faisant remarquer que les droits de Patronage ne donnent rien de réel, aucun revenu, que ce sont seulement des droits honorables que l'on doit abandonner facilement « pour ne pas troubler un si bel établissement ».

Nous allons voir maintenant comment Louvois va poursuivre l'application exacte de cet Edit, soutenu d'ailleurs par l'opinion favorable du public. Il lui sembla tout d'abord nécessaire de donner à l'ordre un pouvoir officiel qui impressionnât les juges devant lesquels seraient portées ces revendications. C'est alors que son

(1) Archives Nationales MM 223. Mémoire servant de réponse à MMrs. les Commissaires du Conseil concernant l'ordre de Saint-Lazare.

ingéniosité, de nouveau mise à l'épreuve, lui suggéra de se faire nommer lui-même Vicaire Général de l'Ordre de Saint-Lazare, poste duquel il pouvait veiller à ce qu'aucune Maladrerie n'échappât à la réunion, et à ce que l'emploi de tous les lieux pieux unis fût conforme à ses désirs.

L'accès à cette charge lui fût facilité par les tractations dont elle était l'objet depuis l'Edit de 1672. Tandis que l'ordre prenait de l'importance et commençait à rentrer dans la jouissance des Maladreries de l'apanage de Monsieur, plusieurs seigneurs de la Cour essayent de traiter de la charge du Grand-Maître. Le Maréchal duc de Vivonne, Général des Galères, avait presque enlevé l'affaire, mais son absence au moment des démarches définitives allait permettre à Louvois de conclure un autre traité. Des cautions, ayant un brevet de retenue sur la charge, payèrent à Monsieur de Nérétang, Grand Maître de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, 330.000 livres de principal pour récompense de sa charge et celui-ci s'en démit alors entre les mains du Roi.

Le 27 Janvier 1673, le Chapitre présenta une requête au Roi par laquelle Sa Majesté était très humblement suppliée d'unir à sa couronne la Grande-Maîtrise de l'Ordre, de même que les Rois d'Espagne avaient autrefois uni à leur couronne les Grandes-Maîtrises des Ordres de Saint-Jacques de Calavatra et d'Alcantara, et d'agréer le postulat qu'il avait fait de la personne de Monsieur le Marquis de Louvois pour régir et administrer leur Ordre en qualité de Grand-Vicaire, sous l'autorité de sa Majesté. Louis XIV avait répondu à cette requête qu'il la recevait favorablement et que, s'il ne

pouvait unir la Grande-Maîtrise à sa couronne, il agréait du moins l'élection qui avait été faite par postulat dans le chapitre, de la personne de Louvois, pour régir les affaires de l'Ordre sous son autorité et recevoir les chevaliers qui se présentaient (1).

Le Roi fit expédier les provisions de Grand-Vicaire en faveur de Louvois le 4 Février 1673 et ces actes furent lus et confirmés au Chapitre Général de Boigny le 19 Février. Entre temps Louvois avait été reçu par tous les commandeurs, chevaliers et officiers assemblés en chapitre au couvent des Gillettes et il y avait fait profession de foi, le 13 Février 1673. Ensuite, il avait tenu chapitre dans ce même couvent, donné des commissions, fait des ordonnances, enfin il avait rempli toutes les fonctions de Général de l'Ordre, en travaillant conjointement avec le Conseil de l'Ordre, à l'exécution de l'Edit de Décembre.

Un mois plus tard, le 8 Mars 1673, on créait des commissions pour établir un conseil de Direction qui réglerait les affaires concernant l'ordre : « Nous avons approuvé la postulation et nomination à la charge de Grand Vicaire, le choix des chevaliers et officiers fait en Chapitre et, considérant que pour travailler au recouvrement et réunion des biens qui ont été usurpés et à toutes les choses qu'il conviendra de faire pour le bien de l'ordre, en conséquence de l'Edit, il est besoin d'établir un conseil de Direction de personnes capables et de gravité connue, choisies dans le nombre des chevaliers et officiers qui composent l'Ordre avec pouvoir nécessaire pour faire faire toutes les poursuites utiles » (2). Cette Déclaration se poursuit en affirmant la confiance

(1) Archives Nationales MM 223.

(2) Archives Nationales MM 233. Lettres du 7 et 8 mars 1673.

qu'elle a en « la prudhommie, la capacité, l'intelligence, la fidélité, le zèle et l'affection » des chevaliers pour le service de Sa Majesté et celui de l'Ordre et en en mettant quelques uns pour établir un conseil sous l'autorité de Louvois, Grand Vicaire. Les questions y seront délibérées et résolues et on décidera à la pluralité des voix tout ce qui sera besoin de faire pour l'exécution de l'Edit. Mais les délibérations qui seront prises en ce conseil, ne seront valables que si elles sont signées de Louvois ou de celui ayant sa procuration en son absence.

Le Conseil est constitué de sept membres dont quatre au moins doivent être présents à chaque séance et pouvoir leur est accordé pour six années, laps de temps que l'on estimait alors nécessaire pour mener à bien la recherche des biens usurpés. Les noms de ces conseillers nous ont été conservés. On avait appelé à cette fonction Monsieur Mérault, conseiller au Parlement, commandeur et chancelier de l'Ordre, le baron de Solas, président à la Cour des Comptes de Montpellier, Bailli et Grand Prieur du Languedoc, Verdier de Genouillac, conseiller au Grand Conseil et procureur général, Sibour de Sauleux, prévôt et maître des cérémonies, avec Chaleux du Fresnay, Fèvre de la Barre, Raoul des Plaines, tous commandeurs de l'ordre et enfin un des gentils-hommes de la manche du Dauphin. Le lendemain on jugea ce nombre insuffisant et l'on commit six nouveaux chevaliers : Bernin de la Féraudière, maître de la Chambre aux Deniers et Receveur Général des Finances à Tours, César Collin, conseiller secrétaire, Jérôme Hubert, conseiller secrétaire et Receveur général des Finances à Soissons, Gilles Hochereau, Jean de Tréminie, Receveur Général à Amiens et Charles Ruen.

Leur rôle était de faire faire tout ce qu'en leur honneur et conscience, ils jugeaient à propos, ou plus explicitement, assignations, commandements et poursuites, procédures et diligences, de traiter avec les personnes qu'ils jugeraient à propos pour faire remises, compositions, arrangements, dépossessions, baux à loyer, de commettre des gens capables pour la prise de possession et l'administration des biens qui seraient ainsi réunis et faire procéder à de nouveaux aveux, dénombrements et papiers terriers.

Ils avaient en plus de ces pouvoirs juridictionnels, des pouvoirs financiers car c'étaient eux qui devaient donner les pouvoirs pour recevoir les deniers, qui devaient poursuivre les débiteurs et les détenteurs des biens, arrêter les comptes des commis, des Procureurs, des Fermiers, des Administrateurs, recevoir et débattre ceux qu'on leur rendrait. Pour cette partie de leur besogne on leur adjoignait le sieur Nollot qui aurait séance et voix délibérative pour contrôler les comptes et sommes reçus à peine de nullité des quittances et récépissés non contrôlés. Les résolutions et arrêts du Conseil devaient avoir la même force que les arrêts du Chapitre Général de l'Ordre.

Les possesseurs assignés par ce conseil étaient alors envoyés devant la Chambre Royale, siégeant à l'Arsenal, qui avait été établie par l'Edit. Elle avait été érigée pour juger et décider en dernier ressort tous les procès et différends qui pouvaient survenir. Elle était composée de 5 conseillers ordinaires et de 8 conseillers et maîtres des requêtes auxquels on donnait le pouvoir de s'assembler et de tenir séance dans la chambre préparée à cet effet à l'Arsenal pour juger tous les procès civils et cri-

minels ; ils devaient vérifier les titres, contrats et pièces en vertu desquels les détenteurs étaient en possession des biens, et, dans le cas où cette possession n'était pas justifiée, ils devaient faire saisir les biens et expédier des commissions et subdélégués capables pour s'informer sur place. Comme d'habitude, on évoquait tous les procès pendants dans les diverses Cours qui tranchaient ces questions et on les renvoyait à cette chambre pour qu'elle rende des arrêts qui avaient la même force que ceux des autres Cours souveraines. Il fallait que 7 Juges siègent au moins et un Conseiller à la Cour tenait la place de Procureur Général après s'être choisi 2 substituts et 1 greffier. Le nombre des membres de cette chambre fût diminué de 5 le 15 Février 1679 car les affaires s'étaient notablement réduites et ils ne se réunirent plus qu'une fois par semaine au lieu de trois.

Pendant les premières années de son existence la Chambre de l'Arsenal a fait preuve d'une très grande activité. Elle a inauguré son action par une série d'arrêts qui sont rassemblés dans le registre MM 233. Le 4 mars, elle rend un arrêt pour assigner les possesseurs et les défendeurs des biens et mettre les suppliants en possession des Maladreries, pour prendre en mains les biens appartenant à l'ordre et interdire aux soi-disants administrateurs de s'immiscer à l'avenir dans leurs gouvernements et, enfin, pour assigner les usurpateurs. Le 9 Mars, on déclare que les usurpateurs pourront être assignés et poursuivis cependant devant les subdélégués, car la plus grande partie des usurpations se trouvent faites par les Particuliers des lieux et ce serait consumer les revenus en frais que de faire à chacun d'eux un procès en la Chambre. Si les subdélégués sont empêchés, on aura recours aux juges royaux les plus proches des lieux.

Le 21 Mars paraît un règlement de procédure concernant les délais d'assignation, les formalités des exploits, les exceptions dilatoires, les incidents, etc...

Le Conseil d'Etat cherche aussi à faciliter la réforme et le 22 Avril il rend un arrêt portant décharge du droit de nouveaux acquêts pour toutes les Maladreries et biens réunis à l'Ordre, et le 28, un arrêt d'évocation des instances du conseil concernant l'Ordre, parce que diverses instances sont poursuivies par les parties devant le Conseil au préjudice de la précédente évocation. Le 9 Mai la Chambre ordonne de compulser les titres des biens car l'Ordre a besoin d'avoir connaissance des aveux, dénombremments, foi et hommages qui ont été rendus, des Arrêts, jugements, sentences, cadastres, contrats, titres et autres actes publics afin d'en tirer des extraits et copies en bonne forme qui leur serviront de preuves pour rentrer dans la possession des biens qui leur ont été usurpés. Le 16 Mai, elle demande qu'on fasse publier un monitoire, à prononcer aux Prônes pendant 3 dimanches consécutifs, pour avertir toutes les personnes intéressées de l'étendue des concessions faites à l'Ordre et leur commander de dévoiler toutes les usurpations qui sont parvenues à leur connaissance sous peine d'excommunication. Là encore ce système de délation fut probablement un peu excessif car, au gré des partisaneries, des coteries et de l'imagination, les révélations les plus inattendues sont admises : on voit des personnes déclarer qu'elles ont ouï-dire par leur aïeule que l'aïeul d'un tel avait usurpé etc., qu'il y a de nombreuses années le bruit avait couru dans le village, etc.... (1).

(1) Archives Nationales S. 4840.

Grâce à l'appui de Louvois, l'Ordre obtient aussi certains passe-droits. Le 17 Octobre 1676 on lui accorde pour les rentes en argent ou en grain, à prendre sur la Ferme Générale des Domaines, de pouvoir en recevoir le paiement des mains des Receveurs des Domaines Particuliers sans qu'ils aient à rectifier leurs titres suivants les termes de la déclaration du 24 Mai 1667. Cette mesure s'expliquait par le fait que la plupart des possesseurs et administrateurs n'avaient pas voulu remettre les titres et que l'Ordre aurait été dans l'impossibilité de les produire. De même le 9 Septembre 1684, un arrêt du Conseil d'Etat permet aux titulaires des commanderies de ne pas rendre aux Chambres les Foy et hommages pour les biens de Saint-Lazare et leur concède main-levée des saisies féodales, car ces titulaires le sont par le juste discernement du Roi et peuvent en conséquence être dispensés de prêter d'autre serment que celui qu'ils ont fait à l'Ordre (1).

Cette protection, on pourrait même dire ce favoritisme, va se manifester encore plus au cours des innombrables procès que la réforme va entraîner, car les usurpateurs d'une part, emploient tous les subterfuges d'une imagination fertile pour se créer des droits, et les possesseurs en bon titre, d'autre part, doivent se défendre contre le zèle souvent intempestif des Chevaliers de Saint-Lazare qui seraient prêts à annexer tous les biens hospitaliers qu'on leur signale.

Une déclaration royale du 31 Décembre 1682 nous met encore en face des difficultés que les réformateurs éprouvent à se faire rendre les comptes indispensables :
« la plupart des administrateurs refusent aux Agents

(1) Archives Nationales MM 221.

de l'Ordre d'assister à la visite qu'ils ont le droit de faire et de signer les procès-verbaux, les autres se voyant assignés en la Chambre, et connaissant que faute de justifier de l'hospitalité ou d'un emploi des revenus, leur condamnation sera inévitable, donnent des désistements volontaires et se font décharger des assignations pour avoir le temps de rétablir quelque hospitalité, ensuite de quoi ils font former par les communautés, ou ceux qui succèdent à leur place, des désaveux contre les désistements par eux consentis et des oppositions à l'exécution des Arrêts » (1).

La Chambre de l'Arsenal va donc être appelée à juger de nombreux procès. Les dossiers Z1n 11, Z1n 14-31, M 31 (1-37) et de nombreux registres de la série MM sont remplis par des arrêts rendus à la suite des procès ou par des mémoires contradictoires que faisaient successivement paraître les suppliants, en l'occurrence les Agents de l'Ordre de Saint-Lazare et les défenseurs, c'est-à-dire les possesseurs bénéficiaires ou propriétaires des biens hospitaliers. On serait tenté de dire que pas une annexion de Maladrerie ne s'est effectuée sans procès préalable. En tous cas, bien rares sont les désistements et abandons spontanés ou de bonne foi. Il serait fastidieux d'entrer dans ce véritable maquis de procédure, nous nous contenterons de reproduire un des textes d'assignations parmi les milliers qui ont été lancés et de citer quelques unes des défenses des administrateurs poursuivis.

Voici l'assignation envoyée aux Hôpitaux d'Orange :
 « L'an 1687, 2^e jour du mois de Juillet en vertu de l'Arrêt de Nosseigneurs de la Chambre Royale, séante à

(1) Archives Nationales MM 221.

l'Arsenal de Paris, en date du 4 Mars 1673, signé Macé, donné pour l'exécution de l'Edit du mois de Décembre 1672 et de la commission du Grand Sceau de cire rouge du 5 Décembre..... à la requête de Mgr. le Grand Vicaire Général et de MMrs Les Commandeurs et Chevaliers de Notre Dame du Mont Carmel et de Saint-Lazare... pour lesquels domicile a été élu en la ville de Paris en la maison de M. Pierre Carré, procureur au Parlement de Paris, sise rue de la Lanterne, Je, Jean Martin, huissier en la Cour Royale, donne assignation à Sieur Brouffet, second conseil de la ville d'Orange et l'un des directeurs et administrateurs des Hôpitaux d'Orange..... à comparoir dans les deux mois en la Chambre de l'Arsenal pour se voir condamner à se désister et départir des biens appartenant et dépendant des Hôpitaux, restituer à chacun les fruits et revenus qu'il en a perçu depuis 29 ans ou du moins pendant le temps qu'il en a joui, et faire faire toutes les réparations qui se trouveront à faire.... suivant la visite qu'il en a faite.... d'apporter et mettre au greffe les originaux des titres..... en vertu desquels il s'est immiscé dans la possession... faire serment qu'il n'en retient point par vol ni fraude... rendre compte de son gouvernement.... rapporter les pièces justificatives de l'administration... Sinon sera contraint comme dépositaire de justice et il sera procéder comme de raison en recouvrant les dépens.... » (1).

Que répondent les administrateurs à ces sortes d'assignations ? Certains essayent de prouver qu'ils sont titulaires d'un prieuré et que ce prieuré est distinct de la Maladrerie du même nom (2), d'autres affirment que

(1) Archives Nationales MM 226.

(2) Archives Nationales MM 220. Ex. du Prieuré de St-Laurent de Bourgneuf et du Prieuré de St-Marc à Martel.

l'hospitalité est gardée, ou que, du moins le revenu est distribué aux pauvres, et contestent les actes de notoriété sur lesquels Saint-Lazare appuie ses demandes en prétendant que ce sont des pièces mendrées et fausses, ou qu'on ne dépossède pas un propriétaire sur simples présomptions (1), d'autres encore déniaient le fait qu'ils sont administrateurs et se déclarent étrangers à ces affaires (2), enfin les plus nombreux s'engagent dans des discussions subtiles concernant la tenure en bénéfice en s'appuyant sur des indices qui permettent de séparer les Chapelles des Maladreries proprement dites (3).

Naturellement l'ordre de Saint-Lazare se sentant bien soutenu par le Grand Vicaire, démolit ces raisonnements et fait pression auprès de la Chambre. Les papiers sont remplis de plaintes contre la dureté et quelquefois peut-être, la mauvaise foi avec lesquelles « les Sieurs de l'Ordre » poursuivent leurs affaires et sur les appuis qu'ils avaient au sein de la Chambre. « Si l'autorité des choses jugées n'est pas une barrière assez forte pour réprimer le trouble injuste qui est fait à un possesseur légitime, il n'y a plus rien de sûr dans la Société civile ; or, sur la même demande, les chevaliers de l'Ordre ont été déboutés, mais ils croient que les arrêts de la Chambre ne doivent pas à leur égard passer en force de chose jugée et qu'ils peuvent remettre encore en question ce qui se trouve déjà décidé » (4).

Ailleurs le défendeur répond en accusant les procédés

(1) Archives Nationales MM 221. Procès avec les chanoines de l'Eglise de St.-Etienne de Cahors, avec l'hôpital de Sauvèze, avec les Religieuses de la Maladrerie de Montey au Cateau-Cambrésis et avec le Prieuré de St.-Jacques de Dinan.

(2) Archives Nationales MM 221. Hôpital Ste-Phalle à Troyes.

(3) Archives Nationales MM 222. Procès avec les administrateurs de la Maladrerie de Ste-Catherine de Rouvray.

(4) Archives Nationales MM 221. Prieuré de St.-Jacques de Dinan.

des chevaliers qui ont commencé par se renseigner sous des noms déguisés, en demandant des copies de titres pour une affaire supposée (1). Les administrateurs de St Jacques de l'Hôpital affirment qu'on « ne leur dispute pas l'avantage de reprendre les Maladreries qu'ils disent leur appartenir et plutôt à Dieu qu'ils fussent aussi religieux à ne point usurper les biens d'autrui qu'ils sont exacts à se faire rendre ce qu'ils prétendent avoir été usurpés sur eux. On ne leur envie pas aussi le don des biens vacants de plusieurs Ordres et Hôpitaux éteints et abolis, qui sont autant de précieuses épaves dont ils peuvent s'enrichir..... mais ils arrivent en plus à obtenir des lettres qui font plier les Ordonnances et tout le monde est persuadé que les grâces ne leur coûtent pas beaucoup à obtenir » (2).

En tous cas, la Chambre de l'Arsenal prononce inmanquablement la réunion contestée, lorsqu'il s'agit de maisons ayant conservé leur individualité et leur caractère pur et simple de léproserie ; elle le fait encore lorsqu'elle se trouve en face de Maladreries qui avaient été précédemment réunies à d'autres établissements religieux, telles les Maladreries de Crépy, de Vierzon, de Bourges (3). En effet, en Avril 1675, un Edit du Roi avait précisé que les Hôpitaux, Maladreries et Léproseries qui avaient été unis à des communautés pour aider à leur fondation seraient unis à l'ordre du Mont Carmel et de Saint-Lazare, parce que ces communautés, ajoutait-il, n'en faisaient pas bon emploi. Les communautés garde-

(1) Archives Nationales MM 225. Procès de Dame Marguerite de la Croix.

(2) Archives Nationales MM 227.

(3) Cité par M. Legrand. *Revue de l'histoire de l'Eglise de France*, 1930.

raient les lieux et le tiers des revenus et l'hospitalité serait exercée par Saint-Lazare (1).

A la suite de cet Edit, on avait fait remarquer au Roi que certaines communautés avaient été établies au moyen de la concession qui leur était faite des biens de ces Maladreries, qu'elles s'étaient engagées dans des constructions de bâtiments et avaient beaucoup de peine à retirer les biens usurpés. Tenant compte de ces remarques, Louis XIV avait apporté un tempérament à cette mesure « afin que les intentions pieuses des sujets ne demeurent pas sans effet, que les communautés ne soient pas privées de leurs concessions et du fruit de leurs économies et que Saint-Lazare ne soit pas frustré (2) ». Les communautés gardaient les bâtiments, les églises, les jardins, soit qu'ils fassent partie des bâtiments anciens des hôpitaux, soit qu'ils aient été faits sur le fonds. Sur les biens et les revenus on faisait distraction au profit de la communauté de la moitié des fonds et revenus (les charges ordinaires étant préalablement déduites) pourvu que cela n'excède pas la valeur de 2.000 livres, sinon on ne divertirait que le tiers des biens. L'hôpital serait tenu par Saint-Lazare à qui on laisserait les salles consacrées qui ne faisaient pas partie des bâtiments réguliers. Ces règles ne jouaient, bien entendu, que lorsqu'on ne se trouvait pas en face de biens unis après la fondation de ces communautés.

C'était donc une nouvelle source de revenus pour Saint-Lazare que cette extension de la réforme aux Hôpitaux englobés dans le casuel des communautés. Le 24 Mars 1674, une déclaration était rendue, à la demande expresse des chevaliers de l'Ordre, pour expliquer que l'or-

(1) Archives Nationales AD XIV 1.

(2) Archives Nationales M 31, n° 26.

donnance de 1672 avait entendu englober dans sa réforme les hôpitaux de passants. L'Ordre avait su en prouver la nécessité en démontrant que seule une Déclaration pouvait mettre un terme aux difficultés faites par les administrateurs sous prétexte qu'ils recevaient de temps en temps quelques pèlerins, alors qu'il était de notoriété publique que l'hospitalité avait presque cessé par suite de la diminution extrême du nombre des pèlerins. En fait d'hospitalité pour les pauvres passants, on se trouvait en face d'abus continuels, soit de la part des administrateurs qui demandaient de l'argent en donnant seulement le couvert et de la paille pour coucher, soit de la part des passants qui étaient tous des gens sans aveu, déserteurs ou vagabonds, faisant profession de mendicité, qui commettaient des crimes et des désordres et à qui les hôpitaux donnaient ainsi le moyen de voyager en troupe de provinces à provinces.

L'Edit (1) avait suivi de peu la pétition de Saint-Lazare. Il reconnaissait qu'en effet, les soi-disants Pèlerins quittaient leur famille contre leur gré, laissant femmes et enfants sans secours, volant leurs maîtres, abandonnant leur apprentissage et passant leur temps de pèlerinage en débauche continuelle ; que d'autres faisaient profession de mendicité, s'établissaient dans les pays étrangers où ils trompaient des femmes au préjudice de leurs épouses légitimes laissées en France. Pour y remédier les Pèlerins devraient dorénavant se présenter devant l'Evêque pour obtenir une attestation écrite, après examen des motifs de leur voyage ; ceux-ci seuls pourraient être reçus dans les hôpitaux où l'on a coutume de les recevoir et où l'hospitalité a été entretenue. En ce qui concerne les autres maisons où l'hospitalité n'est pas

(1) Archives Nationales MM 233.

gardée et qui ne sont pas établies dans des villes où il y a Cour de Parlement, Chambre des Comptes et Cour des Aides, l'Edit prétendait que son intention avait toujours été de les comprendre dans les lieux visés par l'ordonnance de 1672. On exceptait encore celles dont les revenus avaient été affectés à des Hôpitaux ou Maisons-Dieu dans lesquels l'hospitalité était gardée. Toutes celles qui ne rentraient pas dans ces catégories pouvaient donc à leur tour être réclamées par Saint-Lazare.

Cette distinction entre les Hôpitaux situés dans la campagne et ceux des villes où il y a Parlement s'explique assez facilement car dans les villes d'une certaine importance, la police étant mieux faite et les magistrats pouvant veiller au respect de l'hospitalité, il y avait moins à craindre que ces Hôpitaux servent de retraite à des voleurs ou que les administrateurs abusent des revenus pour leur profit particulier. Mais l'ordre de Saint-Lazare, mis en goût par l'afflux énorme de richesses que les procès successifs faisaient rentrer dans son Trésor, voulut faire abolir cette restriction et le 27 Septembre 1682, une déclaration royale (1) venait satisfaire ses désirs en ordonnant que dorénavant tous les hôpitaux qui se trouveraient avoir été fondés pour la réception, le logement et l'hébergement des Pèlerins allant et venant de St Jacques en Galice et autres lieux saints seraient réunis à Saint-Lazare, même si leurs revenus étaient affectés à des Hôpitaux qui avaient conservé l'hospitalité, à charge, pour l'Ordre, d'y entretenir lui-même les commodités pour le logement des Pèlerins.

Voilà donc cette réforme de 1672 dans son ensemble. Avec le domaine de ces innombrables lieux pieux réu-

(1) Archives Nationales MM 221.

nis à Saint-Lazare, on allait pouvoir constituer plus de 140 commanderies pour récompenser autant d'officiers glorieux, en même temps qu'on affermissait un très ancien Ordre militaire du Christianisme, dans lequel la Noblesse et les gens de service pourraient trouver asile et retraite. On espérait ainsi rattacher au service de nombreux officiers qui feraient des efforts pour se maintenir, dans l'espérance d'obtenir un jour une de ces commanderies lorsqu'elle viendrait à vaquer. Il nous reste à voir maintenant les résultats de cette réforme et la façon dont elle fût jugée après son accomplissement.

CHAPITRE IV

Les Résultats de l'Œuvre de Louvois et les controverses qu'elle a suscitées.

Le 28 Décembre 1680 une déclaration du Roi jugeait la réforme suffisamment avancée pour organiser définitivement les biens reconquis sur l'usurpation et l'abandon : « comme nous n'avons pas eu d'autre intention que de faire un bon usage des revenus des biens qui étaient administrés par des gens qui ne faisaient pas leur devoir et dont la plupart étaient possédés par des séculiers, même par des hérétiques, nous avons résolu, à présent qu'en exécution de notre Edit et des arrêts de notre Chambre Royale, établie en conséquence en l'Arsenal de notre bonne ville de Paris, il a été réuni des biens considérables à l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, d'en former de Grands Prieurés et Commanderies et d'en gratifier ceux des officiers de nos troupes tant de terre que de mer, que nous saurons le mieux mériter et être plus capables de rendre service à la Religion lorsqu'il en sera besoin. Savoir faisons, après avoir fait mettre cette affaire en délibération en notre conseil, que les biens réunis soient divisés et partagés et qu'il en soit composé cinq grands Prieurés sous les titres de Normandie, Bretagne, Languedoc, Bourgogne et Flandres et 140 Com-

manderies qui seront affectées et rangées au nombre de 28 sous chacun des dits Prieurés, dont le nombre sera augmenté des biens qui pourront être réunis ci-après à l'Ordre » (1).

Le pouvoir royal se réservait de disposer de ces charges en qualité de chef et de Souverain de l'Ordre.

Afin que les Grands Prieurs ou les Commandeurs à qui les biens auraient été distribués en jouissent sans craindre d'être évincés, les possesseurs de biens, au moment de leur réunion, que ce soient de prétendus Patrons ou Collateurs, des maires, des échevins ou autres officiers de la Ville, n'avaient la possibilité de se pourvoir par opposition à l'exécution des arrêtés rendus par la Chambre Royale que pendant une année à dater de la signification des Arrêts et de la prise de possession. Même règlement en ce qui concerne les requêtes civiles pour lesquelles on n'accorderait aucun délai en dehors de ceux portés par les Ordonnances.

On allait même plus loin. Puisque le principal dessein de ces concessions faites à l'Ordre était de le rendre en état de satisfaire aux devoirs de son institution et de donner des récompenses certaines et assurées à ceux de l'Ordre qui en étaient les plus dignes, on voulait que les fruits et revenus des Commanderies ne puissent être engagés, obligés ou hypothéqués par les pourvus et qu'ils ne puissent pas davantage être saisis sur eux, sous quelque prétexte que ce soit, puisqu'on refusait même la saisie en cas d'augmentations, de réparations ou de cessions faites par eux. On faisait seulement exception pour les sommes qui pourraient être

(1) Archives Nationales MM 233. Déclaration du Roy portant établissement de 5 grands Prieurés et 140 commanderies de l'ordre de St-Lazare.

dues à l'Ordre et à son Trésor. De même on déclarait nuls et de nul effet tous les contrats qui tendraient à engager, vendre, échanger, en un mot à aliéner les fonds et les droits ; d'ailleurs si on passait outre à cette interdiction, les biens demeuraient malgré tout, réunis à l'Ordre sans que les acquéreurs, possesseurs et détenteurs puissent opposer aucune prescription, fût-elle centenaire. Comme corollaire de cette mesure, on ordonnait de publier aussitôt un état des fonds, héritages et possessions de chaque Prieuré et Commanderie et de l'enregistrer au Greffe de la Chambre Royale et des Justices les plus proches des lieux où les biens étaient assis.

Cette déclaration s'achevait par des mesures disciplinaires : l'Ordre prenait hypothèque sur les biens des pourvus, au jour de la prise de possession des Commanderies, pour le paiement des réparations et des contributions à verser aux hôpitaux des armées et des places frontières. Pour maintenir les membres de l'Ordre dans une discipline convenable, on établissait un conseil avec le Grand Vicaire, le Chancelier de l'Ordre, le Procureur Général, le Prévôt, le Maître des Cérémonies, le Trésorier, le Greffier et 4 Commandeurs ou Chevaliers. C'est, désormais, ce conseil qui aurait pouvoir de faire des statuts concernant la police, la discipline et l'administration, de prononcer des peines en cas de contravention aux règles de l'Ordre, d'ordonner l'emploi des Deniers du Trésor, d'assainir, clore et arrêter les comptes de la recette et de la dépense, de régler les contestations et les différends, etc...

En la personne du Grand Vicaire, le Conseil était donc présidé par Louvois qui tenait ainsi l'Ordre, non seulement sous son autorité, mais encore sous sa stricte discipline.

Les règles qu'il avait édictées en ce qui concerne la nomination aux charges des Commanderies, et leur administration ont été conservées dans le registre MM 233. 12 paragraphes nous expliquent quels étaient ceux qu'on admettait à postuler et de quelle manière on leur remettait ces biens.

En tête se retrouve l'affirmation que les Commanderies sont à l'entière disposition du Roi comme chef souverain et administrateur perpétuel de l'Ordre et que les brevets de sa Majesté seront adressés au Grand Vicaire qui, seul, peut délivrer des lettres d'attache sur les brevets. Cependant les Commanderies ne peuvent être accordées qu'à des Chevaliers Profès de l'Ordre, âgés d'au moins 20 ans et qui ont été estropiés au service de Sa Majesté ou qui servent actuellement dans ses troupes. A partir de 1685, on ajoute même qu'un chevalier ne pourra être pourvu d'une Commanderie que 3 ans après qu'il aura été reçu et aura fait profession dans l'Ordre.

Viennent ensuite les règles en cas de permutation. Un Commandeur ne peut posséder ensemble deux Commanderies, mais s'il obtient la possession d'une Commanderie nouvelle (en général préférable à la précédente) celle dont il jouissait vaquera de plein droit, mais on n'en disposera que lorsqu'il sera en possession complète de sa nouvelle charge, et jusque là les fruits de l'ancienne lui appartiendront. Cette permutation ne pouvait ainsi lui faire subir aucun préjudice, même minime.

Naturellement, on n'admet aucune démission, ou résignation in favorem, aucun vicariat, aucune survivance ou manière quelconque de se réserver la transmission des Commanderies par d'autres voies que celles des bre-

vets de Sa Majesté en cas de vacance par mort, démission pure et simple ou privation. Mais on permet cependant de permuter des Commanderies de même valeur pour la commodité de leurs titulaires en obtenant de nouvelles lettres d'attache.

La 8^e règle nous indique que ces Commanderies ne sont pas données en titre mais par forme de simples administrations révocables dans certains cas.

Nous avons vu que les chevaliers pouvaient espérer passer d'une classe dans l'autre. Dans l'étendue des 5 grands Prieurés, il avait été formé des Commanderies composées de revenus différents ; lorsque l'une d'elles viendra à vaquer, les commandeurs du même Grand Prieuré qui désireront en être pourvu, soit parce qu'elle sera d'un plus grand revenu que celles dont ils sont en possession, soit parce que sa situation est plus commode, devront justifier devant le Grand Vicaire et le Conseil de l'Ordre des réparations et augmentations faites dans leurs Commanderies et celui des prétendants qui justifiera en avoir fait davantage (ou, à égalité de diligence, le plus ancien) sera proposé à Sa Majesté par le Grand Vicaire pour être pourvu de cette nouvelle charge. Mais là aussi, on souligne que c'est une grâce qui dépend de Sa Majesté et que les Commandeurs ne peuvent prétendre à aucun droit pour passer ainsi d'une classe dans une autre.

Enfin, pour inciter les chevaliers à faire rentrer des biens dans le Trésor de l'Ordre, on leur demande de poursuivre eux-mêmes les possesseurs des lieux, après avis du conseil de l'Ordre. Ils risqueront ainsi les frais de poursuite ; mais, en cas de résultats, on leur accorde la jouissance des revenus leur vie durant.

Nous passons maintenant aux règles qui statuent sur l'administration de ces Commanderies. Elles sont aussi fort détaillées : la prise de possession doit être faite dans les 2 mois de la nomination, l'acte de remise est déposé entre les mains du Procureur Général de l'Ordre qui en donne décharge entre les mains du Greffier ; après la prise de possession, le Chevalier doit résider sur la Commanderie au moins un mois et renouveler cette résidence chaque année. Pendant ce temps il préparera un procès-verbal sommaire de l'état des lieux. Il est limité dans son administration, ne devant faire que des baux de neuf ans, au plus, et pas à moindre prix que les précédents, devant demander autorisation au conseil pour les coupes de haute futaie, ayant défense d'engager ou aliéner. On leur recommande d'apporter un soin particulier aux aumônes et à l'hospitalité, et au service divin quant il y a un oratoire.

S'il se trouve des bénéfices ecclésiastiques dépendant des lieux, on lui en laisse la nomination et la disposition, sauf pour les biens situés dans le diocèse de Paris, qui appartiennent au Grand Vicaire. Les Chevaliers délégués devront faire une visite tous les trois ans pour enquêter sur l'état des lieux, les mœurs du Chapelain et du Commandeur. Enfin 1/8 du revenu est levé comme contribution au Trésor de l'Ordre et cette participation pourra être élevée jusqu'au 2/3 du revenu en cas de nécessité.

A la suite de cette réglementation sur la façon dont on pourvoyait à ces charges, il peut être intéressant de relever quelques affectations. Prenons, par exemple, le Prieuré de Normandie dont le siège principal est en

la Commanderie du Mont-aux-Malades, près de Rouen. Il contient les 28 Commanderies suivantes :

10 de 1^{re} classe : Val aux Malades, St Denys en France, Meaux, Pontoise, Vernon, Fécamp, Roulle, Beaumont, Montivilliers, Neufchâtel.

18 de 2^e classe : Brie-Comte-Robert, Rozay en Brie, Louvres, Bernay, Ste Valère, Chelles, Ayraines, Brionne, Crial, Luzarches, Franconville, Monthléry, Clermont, Longueville, St-Vallery, Laigle, Breteuil et Passy (1).

Elles sont réparties entre des capitaines de vaisseau, des capitaines au régiment de Piémont, des lieutenants de dragons, lieutenants de cavalerie, etc. Le Grand Prieuré dont le revenu est de 6.117 livres est concédé à Mr. de Montchevreuil, brigadier d'infanterie et colonel du régiment du Roi. La Commanderie du Val aux Malades d'une valeur de 3.000 livres est accordée à Mr. des Alleux, capitaine aux gardes, celle de Rozay en Brie à M. Chevalier, ingénieur et capitaine au régiment de la Marine. Cette dernière a un revenu de 1.800 livres provenant de sources nombreuses : en effet elle est composée de la Maladrerie de Rozay en Brie (300 livres) d'une rente de 10 livres, de l'Hôtel-Dieu de Chailly près Coulommiers (60 livres) de la Maladrerie de Rebois, (200 livres) de la Maladrerie de Rudeveroux (250 livres), des Maladreries de Crécy (250 livres), Coulon (6 livres), Houillon (350 livres), Coupuroy (250 livres), Tournan en Brie (110 livres). Parfois, au contraire, on fractionne des Maladreries dont les biens sont trop considérables. Ainsi Mr. d'Aix, mousquetaire du Roi, titulaire de la Commanderie de Dreux a la jouissance de la Maladrerie de Dreux (420 livres), de celle d'Epèrnon (80 livres) et

(1) Archives Nationales MM 206.

d'une partie de la Maladrerie du Grand Beaulieu à Chartres, égale à 400 livres (1).

Nous voyons donc qu'en général les biens de ces commanderies demeuraient assez fractionnés, ce qui ne facilitait pas la jouissance des revenus et la bonne administration des locaux. Cependant le système fonctionnait normalement et nombreux furent les officiers qui se virent ainsi gratifiés de rentes substantielles, les Prieurs étant d'environ 6.000 livres et les Commanderies s'échelonnant de 800 à 2.000 livres. Les résultats avaient réalisé les espérances de l'instigateur de cette réforme.

Seulement, si cette réorganisation avait été bien accueillie par certaines personnes, elle en avait mécontenté beaucoup d'autres, aussi dès que Louvois eût disparu le 16 Juillet 1691, tous les intérêts lésés se coalisèrent. Au premier plan se trouvaient naturellement les administrateurs des léproseries, qui ne voulaient pas considérer leur dépossession comme définitive, et les fondateurs qui, à leur tour, jugeaient qu'on avait usurpé leurs droits. D'autre part, cette réforme allait à l'encontre des idées qui présidaient à l'organisation générale des œuvres de charité et malgré les brillants résultats obtenus, son application elle-même n'était pas exempte de reproches. Toutes les objections qui couvaient dans les esprits depuis plusieurs années reprirent force quand Louvois ne fût plus là pour les combattre et pour défendre ses opinions.

Au cours d'une révision sévère, des erreurs allaient se révéler suffisantes pour entraîner l'abrogation —
« Le plus grave défaut était de voir le domaine de Saint-

(1) Archives Nationales MM 207.

Lazare s'enfler de tous les biens au profit des militaires que le Roi voulait favoriser, c'était une modification radicale dans l'emploi des revenus hospitaliers qui, à des secours réservés aux pauvres et lépreux d'une région déterminée, substituaient des sortes de récompenses nationales aux anciens soldats et officiers. On avait peine à admettre la légitimité d'une révolution dont le résultat répondait si peu aux intentions manifestes des fondateurs et le scandale de cette atteinte portée à la volonté des personnes charitables qui s'étaient jadis privées de tout ou partie de leurs biens pour venir en aide aux malheureux de tel ou tel pays et dont les mêmes biens étaient détournés au profit de bénéficiaires tout autres » (1). De même l'union à Saint-Lazare des biens des anciens ordres hospitaliers et militaires n'était pas juste car, seuls, des polémistes de l'Ordre pouvaient les regarder comme entièrement éteints ; la seule solution équitable semblait donc de leur rendre leurs biens sauf à pourvoir à la réformation des abus qui s'étaient peu à peu installés dans leur administration.

Enfin les avantages pratiques eux-mêmes, qui semblaient pourtant évidents, étaient contestés. L'attribution des Commanderies aux militaires « ne leur apportait presque aucune utilité » car elle les engageait à des procès inévitables : l'union des Léproseries, Maladreries et Hôpitaux leur était même « fort à charge, tant par le grand nombre de petites pièces d'héritage éparses en divers endroits fort éloignés les uns des autres dont les Grands Prieurés et les Commanderies sont composés, que par l'obligation d'y faire faire des réparations et d'en soutenir les droits souvent contestés par les redevables et par les possesseurs des héritages voisins et

(1) M. Legrand. *Revue de l'Histoire de l'Eglise de France*, 1930.

contigus, choses auxquelles les officiers de nos troupes actuellement occupés au service qu'ils nous rendent dans les armées ne peuvent vaquer et dont néanmoins l'abandonnement causerait dans la suite la ruine des biens, qu'enfin il était beaucoup plus convenable de leur donner d'autres biens et revenus d'une facile perception qui ne les engageraient à aucun soin, diligence ni embarras » (1).

On se plaint même dans diverses localités qu'une fois en possession de certains établissements les chevaliers de Saint-Lazare les font démolir et vendent les pierres (2), n'entretiennent aucune hospitalité et se gardent bien de distraire quoi que ce soit du revenu pour satisfaire aux besoins du service divin.

Informé de tout ceci, c'est Louis XIV lui-même qui va nommer des commissaires de son conseil pour examiner l'Edit qu'il avait rendu en 1672 et lui en présenter la critique ; et ceux-ci vont alors lui communiquer les doutes et difficultés que ces déclarations élèvent dans leur esprit : « à savoir que le Roi n'a point outrepassé son pouvoir à cette occasion et si sa puissance royale et absolue, mais séculière, n'a pas entrepris sur les droits de l'autorité qui est établie dans l'Eglise » (3). Le 22 Février 1692 paraissait un Mémoire servant de réponse aux difficultés qui avaient été faites par MM. les Commissaires du conseil touchant l'Ordre de Saint-Lazare, ou plutôt les revenus dont il venait de s'accroître. Alternativement les deux opinions étalent des arguments contradictoires entachés de parti pris, mais, c'est au milieu de ces controverses et de ces théories qui s'an-

(1) Archives Nationales MM 231. Déclaration du 9 avril 1693.

(2) Lallemand. Histoire de la Charité, T. IV, p. 131, n° 65.

(3) Archives Nationales MM 223.

nulent que l'on finit par découvrir la vérité, aussi nous allons énumérer les diverses difficultés soulevées et les réponses qui leur sont données.

Les Commissaires élèvent d'abord des doutes sur la valeur de la démission de Mr de Nérestang entre les mains de Sa Majesté. (Il avait en effet été confirmé dans sa charge suivant la loi portée par la bulle d'érection de l'Ordre) et sur le fait que Sa Majesté, n'étant pas Grand-Maître, ait pu établir sans l'autorité du Pape, un officier nouveau et inconnu sous le nom de Grand Vicaire. A cette grave irrégularité de forme, les partisans de Saint-Lazare répondent en subtilisant. Ils arguent de l'exemple de l'Espagne et expliquent que le Grand Maître avait le droit de nommer un Vicaire Général, qui n'avait pas de bulles de confirmation à recevoir, car il reste soumis au Grand-Maître et, comme il n'y a pas de Grand Maître, au Chapitre. Il y a certainement là une faille dans le raisonnement, mais ce n'est pas sur cette irrégularité seule qu'on aurait retiré l'ordonnance.

Plus grave est la question des ordres hospitaliers unis à Saint-Lazare. Les Commissaires prétendent que le Roi n'a pas pu, sans l'autorité du Pape ni formalités antérieures, unir tous les autres ordres hospitaliers et militaires de son royaume, éteints ou supprimés de fait ou de droit, de même que leurs biens et revenus, à Saint-Lazare, dont on ne voit pas quelle œuvre ou exercice de piété peut être désormais le but. Surtout Sa Majesté, à l'égard des Ordres qui n'étaient que présumés éteints ne l'étant que de fait, n'a pu les déclarer supprimés de droit en les empêchant ainsi d'être rétablis à l'avenir et il a encore moins pu éteindre et unir à Saint-Lazare sans aucun prétexte des Ordres subsistants de fait et de

droit comme l'ordre Teutonique et l'Ordre du St Esprit de Montpellier.

Cette fois-ci la réponse est plus savante ; reprenant les points envisagés, elle fait remarquer que ce n'est pas sur les chevaliers qu'on a fait réunir les biens, mais sur les usurpateurs, car le Roi n'a déclaré ces Ordres éteints de fait que parce qu'ils n'ont plus de chefs ni de membres subsistants, plus d'exercice de leurs règles. Tous leurs biens sont usurpés par des étrangers qui les possèdent sans aucun titre valable et ceux qu'on a fait réunir à Saint-Lazare n'étaient pas possédés par des chevaliers ou religieux de ces ordres, mais par des particuliers qui n'y avaient aucun droit. D'autre part, l'Edit n'a pas réuni à Saint-Lazare ce qu'il y avait de spirituel dans ces ordres, mais seulement les biens qui leur avaient été aumônés et qu'ils ne pouvaient même plus retirer d'entre les mains des usurpateurs, de sorte que ces biens n'étant pas employés suivant l'intention des fondateurs, le Roi en a pu faire la distraction en faveur de Saint-Lazare dont les fonctions sont conformes à l'intention des fondateurs, puisqu'il est hospitalier et militaire. On fait appel encore pour légaliser cette opération à l'ancien droit d'advocatie qui est la tutelle ou l'administration des biens usurpés des ordres cadets par l'aîné et le plus ancien des ordres hospitaliers et militaires de l'Eglise. On convient qu'il aurait fallu des bulles pour la confirmation de cette clause de l'Edit, mais on affirme qu'on les a demandées et que sa Sainteté, en les accordant, rectifiera tous ces défauts de formalités. A propos de l'Ordre Teutonique, on exposait les raisons de politique qui militaient en faveur de l'annexion de ses Commanderies dans l'Est.

Continuant à dresser la liste des irrégularités le Mémoire affirme que le Roi n'a pas pu disposer sans le Pape de lieux pieux établis et érigés depuis longtemps en titre de bénéfices et les unir à Saint-Lazare qui n'était même pas le destinataire originaire. La défense oppose à cette affirmation les dispositions du Droit Canon, du Concile de Vienne, de la Clémentine, qui défendent expressément que les Maladreries, Hôtels-Dieu et autres lieux destinés à l'entretien et à la nourriture des pauvres soient érigés en titre de bénéfices. La Chambre Royale s'y est conformée en recherchant si le bénéfice est le principal ou l'accessoire dans l'hôpital ; si la fondation est faite purement et simplement pour les pauvres et s'il y a seulement des Prêtres institués pour le service divin, l'usurpation et l'érection en titre de bénéfices ne donnent aucun titre. Or le Roi étant certain que l'érection des Hôpitaux et Maladreries en titre de bénéfices est nulle et le Concile de Trente, session 22, déclarant que la disposition des Hôpitaux dépend du Souverain, le Roi a pu en disposer pour Saint-Lazare.

L'accusation reprend que, du moins, Sa Majesté n'a pas pu annuler par un Edit des unions faites dans la forme ordinaire des Hôpitaux et lieux pieux à des bénéfices séculiers ou réguliers. Et là encore, on répond qu'on n'a pas pu les unir légalement à des communautés séculières ou régulières parce que c'est changer la nature des Hôpitaux et qu'en plus depuis les restrictions de la Déclaration d'Avril 1675, ces communautés ne perdent pas les dépenses qu'elles ont faites pour l'Eglise ou les lieux claustraux sur le fonds des Hôpitaux.

Le Mémoire passe alors à la question voisine des fon-

dateurs attaquant une des dispositions les plus choquantes de l'Edit de 1672 car on ne devait pas, sans le concours des ordinaires et sans entendre les Patrons, Collateurs et Fondateurs, changer la destination des fondations touchant l'emploi des biens des lieux pieux, les établir en administrations laïques et priver les Patrons de leur droit, sous prétexte du défaut d'hospitalité suivant les conditions de la fondation, ou de cessation de la maladie de la lèpre. Saint-Lazare réplique en expliquant que, puisque les Patrons ou ceux qui sont à la place des fondateurs négligent et abandonnent le soin des Hôpitaux et Maladreries qui sont à leur nomination, qu'ils souffrent que les biens en soient usurpés ou employés à d'autres usages, ils sont censés déchu de leurs droits.

On soulève enfin quelques difficultés juridiques : le Roi n'a pas pu ordonner contre les possesseurs des restitutions de 29 années, antérieures à l'Edit, alors que le droit de l'Ordre n'a commencé qu'à la date et en vertu de l'Edit (Saint-Lazare prétend qu'il ne considère cette clause que comme peine comminatoire pour obliger les usurpateurs à se désister plus promptement et qu'en fait l'Ordre n'a jamais exigé la restitution que du jour de l'Arrêt ou de la demande).

Le Roi n'a pas pu, non plus, détruire l'autorité de la prescription, même centenaire, qui, en telle matière, peut être regardée comme un titre acquis à l'Eglise et qui, par conséquent ne lui appartient pas moins inviolablement que d'autres droits. La plaidoirie de la défense se terminait par l'affirmation que l'Eglise ne doit pas être plus favorisée que les laïques lorsqu'elle usurpe le bien des pauvres, mais qu'elle doit au contraire en

être le protecteur ; elle doit être favorisée quand on prescrit contre elle, mais pas quand elle est possesseur sans titre valable, surtout contre les pauvres, qui doivent encore être plus favorisés que les mineurs. Dans ce cas, ce n'est pas l'Ordre mais les pauvres qui sont les véritables parties et qui réclament leurs biens contre les prescriptions, les chevaliers ne sont que les tuteurs et les administrateurs.

Ce raisonnement contenait certainement des notions justes, mais il se refusait à admettre que ce qui choquait précisément les contemporains, c'était cette tutelle des chevaliers sur les biens des pauvres et l'affectation de ces revenus inaliénables et imprescriptibles à une œuvre assez éloignée du soulagement des pauvres proprement dits. D'autre part plusieurs des objections que nous venons d'énumérer étaient assez graves, suffisantes en tous cas pour donner matière aux attaques des personnes qui désiraient anéantir la réforme.

Or, justement, depuis quelques années venait de se dessiner un nouveau mouvement charitable nécessité par les circonstances de l'heure.

Si les contemporains n'ont plus à se lamenter sur les ravages de la lèpre, ils ont à s'inquiéter d'un nouveau fléau sans cesse grandissant : la mendicité. Il n'est pas dans notre rôle de parler des difficultés suscitées à l'autorité royale par cette masse énorme de pauvres, mendiants et vagabonds qui encombrent les villes et plus particulièrement la capitale. Mr. Lallemand dans son « Histoire de la charité », et Mr. Christian Paultre dans une thèse sur « la répression de la mendicité » ont exposé l'importance que le législateur avait été obligé d'ac-

corder à cette question, et comment il avait été peu à peu amené à envisager le renfermement des pauvres qui n'arrivaient pas à gagner leur vie, dans des hôpitaux généraux, prédécesseurs des « Workhouses » anglais modernes.

Lors de la création de l'Hôpital général de Paris en 1656 le Préambule des Lettres Patentes indique que « les ordonnances de Police relatives aux pauvres se sont trouvées, par suite des temps, infructueuses et sans effet, soit par manquement des fonds nécessaires à la subsistance d'un si grand dessein, soit par le défaut d'une direction bien établie et convenable à la qualité de l'œuvre. Le nombre des malheureux s'est augmenté au delà de la créance commune et ordinaire, le libertinage des mendiants engendre toutes sortes de crimes qui attirent les malédictions de Dieu sur les états quand ils sont impunis. Ils vivent presque tous dans l'ignorance de la religion, le mépris des sacrements...., considérant ces pauvres mendiants comme des membres vivants de Jésus-Christ et non pas comme des membres inutiles de l'Etat et agissant dans la conduite d'une si grand œuvre, non par ordre de police, mais par le seul motif de la charité.... » (1), on allait essayer de créer un peu partout dans les villes importantes ces lieux d'asile et de travail.

Il faut, d'ailleurs, bien avouer que c'était une opération de police qu'on entendait réaliser malgré les motifs de charité sous lesquels on la voilait.

Un peu plus loin on nous explique le but de l'Hôpital Charitable « le dessein est d'ôter la mendicité et l'oisiveté et d'empêcher tous les désordres qui viennent de

(1) Archives Nationales MM 227.

ces deux sources, d'établir des manufactures, de porter les pauvres à la crainte de Dieu et à une vie plus réglée, de faire de bons artisans, de bons citoyens et de bons chrétiens » (1). Des arrêts des Parlements des diverses provinces ordonnent peu à peu aux habitants de chaque paroisse de nourrir leurs pauvres et commandent aux mendiants de se retirer dans les lieux de leur naissance pour y être renfermés dans ces Hôpitaux ; sinon on permet à toute personne de les appréhender et on les menace de peines sévères allant du fouet et de la réclusion à la peine des galères. Des essais sont faits avec succès dans plusieurs villes du royaume, à Rennes, Nantes, Tours, Toulouse, Rouen, Caen, Chartres, Beauvais, Senlis, Pontoise, Bordeaux, Pau, Poitiers, St-Flour, Angers, Orléans, Amiens et Soissons.

L'Hôpital Général de Paris fonctionne d'une manière particulièrement satisfaisante : « l'Etat y reçoit un fort grand avantage. Le public est beaucoup soulagé de ce que tant de pauvres qui mendiaient dans les rues sont enfermés et qu'ils ont sujet, étant logés, d'être nourris, entretenus et instruits. Ceux qui étaient abandonnés de tout le monde ont d'abord par le moyen de cette grande œuvre ce que peuvent obtenir avec assez de difficultés les domestiques qui, durant plusieurs années, ont rendu service à leurs maîtres, c'est-à-dire d'apprendre métier, d'avoir le choix du métier et d'être entretenus. Les pauvres ont encore les instructions que les autres n'ont point et une assurance de la maîtrise. Il y a des couturières en linge, en drap, des faiseuses de points de France (et qui les font aussi bien qu'on les fait à Venise), des faiseuses de glands (aussi beaux qu'en Hol-

(1) Archives Nationales MM 227. Lettres de mars 1694.

lande), grand nombre de tricoteuses... beaucoup de cardeuses.... et de peigneuses ». Pour les hommes on trouve « des cardeurs, peigneurs, ouvriers en soie, faiseurs de lacets, chapeliers, teinturiers, cordonniers, charrons, menuisiers, tailleurs de pierre, etc. » (1).

Bien qu'elles ne soient pas toutes aussi développées, ce sont en général des entreprises très importantes. Les intendants, les archevêques et les évêques font propagande auprès des fidèles en leur faisant ressortir l'utilité de l'œuvre à laquelle iront leurs dons.

Cependant en 1676, le Roi se plaint que les progrès ne sont pas assez rapides en province, et, aux environs de la même année, les dirigeants de ces établissements commencent à jeter un cri d'alarme en disant que le rendement du travail ne peut suffire à couvrir la dépense de l'entretien des pauvres qui y sont renfermés. Louis XIV lui-même est obligé de reconnaître que l'entreprise est difficile en un temps où la guerre qu'il soutient presque seul contre toute l'Europe ne lui permet pas d'y contribuer de ses finances. La population, surchargée de contributions par ailleurs, restreint aussi les participations charitables et purement volontaires.

C'est alors que dans des Lettres Royales adressées aux évêques de chaque diocèse pour leur recommander d'établir au plus vite un Hôpital Général, nous voyons apparaître pour la première fois l'idée de leur consacrer une portion de revenu des lieux pieux mal administrés. Elles demandent à être informées sur « l'avantage qu'on pourra espérer de l'union des Hôtels-Dieu déjà établis à ces nouveaux Hôpitaux Généraux ». « Je n'entends pas comprendre dans ce nombre les Mala-

(1) Archives Nationales MM 227. Mémoire sur l'Hôpital Général de Paris.

dreries, Léproseries ou autres Hôpitaux où l'hospitalité n'est point exercée dont j'ai appliqué les revenus à un autre bon et pieux usage. Mais, comme il y en a d'autres qui subsistent actuellement dans lesquels l'hospitalité s'exerce et dont les revenus peuvent avoir été par le passé et être encore mal administrés, je désire savoir si par l'union de ces deux sortes d'hôpitaux,... avec une meilleure administration des revenus... en faisant rendre un fidèle compte du passé... il y aurait lieu d'en tirer quelques secours... Non pas que j'ai dessein d'affaiblir ou diminuer les Hôtels-Dieu que j'ai destinés aux Malades, qui sont les plus pauvres et les plus misérables, mais, au contraire, de soutenir et fortifier ces deux sortes d'hôpitaux en les joignant ensemble dans les lieux où il sera jugé à propos » (1).

Le 17 Août 1676, des lettres patentes à l'Evêque de Montpellier (2) signalent le désordre et le manque d'économie des lieux hospitaliers et lui demandent de se mettre à l'œuvre en convoquant des assemblées des villes ou d'ecclésiastiques, de faire une enquête pour l'union des Hôtels-Dieu anciens aux Hôpitaux Généraux, mais pour ceux-là seulement, puisqu'on a déjà statué sur le sort des Maladreries sans hospitalisation.

Le 9 Novembre 1678 (3), et le 7 Septembre 1682 (4), des lettres patentes ordonnent à nouveau la création d'Hôpitaux Généraux en établissant la réunion de toutes les institutions pour les pauvres. « Nous réunissons toutes les maisons, fonds, droits, rentes et revenus affectés

(1) Archives Nationales MM 227. Lettres aux Evêques pour l'établissement d'un Hôpital Général en chaque ville, 1676.

(2) Archives Nationales AD XIV 3.

(3) Archives Nationales AD XIV 3.

(4) Archives Nationales AD XIV 2.

aux pauvres dans l'étendue du Comté, qui sont à présent ordonnées ou employées à d'autres usages que celui de leurs fondations... pourvu qu'ils ne soient de l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare ».

Par conséquent, une tendance de plus en plus nette vers l'union de tous les biens hospitaliers vacants ou mal administrés, se dessine de jour en jour, tendance qui s'explique par la nécessité de trouver les fonds charitables pour soutenir une opération de police indispensable en l'absence des subventions royales qui sont drainées par d'autres nécessités nationales.

Jusqu'en 1690, cependant, on n'ose guère toucher aux donations qui ont été accordées à l'ordre de Saint-Lazare et les Lettres Patentes les exceptent toujours. Seulement, lorsque les donations sont contestées et attaquées par les conseillers du Roi, lorsqu'un personnage influent n'est là pour faire entendre les protestations de ces récents possesseurs, lorsqu'enfin toutes les bases de la réforme de 1672 sont ébranlées, il semble assez anormal de fractionner ainsi la répartition des revenus des lieux hospitaliers et de continuer à favoriser un Ordre dont l'action ne répond plus au nouveau but que l'on poursuit. C'est-à-dire que, pour une dernière fois, la nécessité d'un nouveau remaniement s'impose à tous les esprits. Il ne s'agissait plus que de donner une consécration légale à la solution du Concile de Trente, adoptée enfin par les esprits, en France, de façon presque'unanime.

CHAPITRE V

La Réforme définitive et les Déclarations de 1693

Aussitôt que les commissaires eurent fait connaître leur opinion, touchant la réorganisation des lieux pitoyables, et les arguments sur lesquels ils l'appuyaient, Louis XIV se prépara à régler définitivement cette question, en s'inspirant des idées générales qui avaient cours en matière d'œuvres d'assistance.

Il s'agissait donc d'abroger le précédent Edit, en annulant les réunions faites à l'Ordre de Saint-Lazare, et de formuler les principes qui devaient dominer désormais l'emploi des fondations charitables devenues sans objet. C'était, en effet, surtout cette partie théorique qu'on allait maintenir au premier plan, cette fois. Jusqu'à présent, le législateur avait concentré ses efforts sur les détails pratiques, espérant obtenir par cette voie une application plus exacte de ses commandements ; mais c'était toujours en arrivant au stade de l'application des Ordonnances, que les plus belles réformes antérieures avaient échoué.

Or, après 1672, tout était changé ; les résultats matériels et pratiques avaient dépassé les espérances des investigateurs de la nouvelle méthode, et ce n'était guère là contre que s'élevaient les critiques. Les principes théoriques seuls étaient attaqués et c'étaient donc eux sur-

tout qu'il s'agissait de renouveler. Aussi pour bien marquer l'intérêt que l'on y apporte, l'Edit de Mars 1693 va leur être entièrement consacré, tandis qu'il restera muet sur la mise en pratique de ces théories. Ce sont seulement des déclarations royales postérieures de quelques mois qui viendront le compléter à ce point de vue.

En Mars 1693, le Parlement enregistre donc un Edit (1) portant désunion, de l'ordre du Mont Carmel et de Saint-Lazare, des maisons, droits et revenus qui leur ont été réunis par l'Edit de Décembre 1672, et le préambule de l'Edit retrace l'étendue de ces donations, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque par la suite : « nous avons confirmé tous les Biens, Privilèges, Maladreries... Prieurés... Hôpitaux et autres lieux et bénéfices qui leur appartiennent... et nous avons en outre concédé l'administration et la jouissance perpétuelle des maisons, biens et revenus possédés par les autres Ordres hospitaliers et militaires, de même que tous les lieux pieux du Royaume où l'hospitalité n'était pas gardée, même ceux fondés pour les Pélerins et pauvres passants... ».

A la suite de cette description, le Roi confesse que, contrairement à son attente, ces donations n'ont pas rendu les services qu'on en attendait, ou que, du moins, ceux à qui on les avait destinées n'étaient pas faits pour en jouir de façon utile. Il suit ainsi l'appréciation de la commission de réformation et juge que pour ces officiers, qui ne peuvent engager les procès ni faire les réparations nécessaires, il sera beaucoup plus convenable de leur donner d'autres revenus d'une plus facile perception. Il avoue également que la mesure prise à l'égard des Ordres hospitaliers et militaires n'est pas très équi-

(1) Archives Nationales F 15.

table, car les commissaires lui ont prouvé qu'ils n'étaient pas tous réellement éteints.

Voici quels sont alors les principes édictés en pleine connaissance de cause :

« Considérant que nous ne pouvions rien faire de plus digne de la justice et de la charité, dont nous tâchons de remplir nos devoirs, que de laisser le revenu des Hôpitaux, même de ceux où, par la négligence des administrateurs et autres qui en étaient chargés, l'hospitalité n'était pas gardée, pour être employé à la subsistance des Pauvres des lieux suivant l'esprit et l'intention des Fondateurs, en y établissant une bonne administration pour l'avenir. Et à l'égard des Maladreries et Léproseries, considérant que la maladie de la lèpre au soulagement de laquelle elles ont été destinées étant presque entièrement cessée dans notre Royaume, il était de notre devoir, non seulement comme Roi, mais encore comme fondateur de la plus grande partie de ces établissements, d'en faire et procurer l'application et conversion à quelques autres usages également utiles pour notre Etat et pour le public, et conformes autant qu'il se pourra à l'esprit de leur fondation, sans néanmoins que par le changement des destinations que nous avons résolu de faire des biens des Ordres et ceux des Hôpitaux, Maladreries et Léproseries, nous entendions priver les officiers de nos troupes, pourvus de grands Prieurés et de Commanderies du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, de l'effet des grâces que nous leur avons faites (Notre intention est non seulement de les dédommager, mais encore de leur faire paraître de plus en plus la satisfaction que nous avons de leur fidélité et de leur zèle, pour notre service)... A ces causes, de l'avis de notre

certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons désuni par cet Edit, les Maisons, Droits, Biens et Revenus qui étaient possédés avant notre édit du mois de Décembre 1672 par les Ordres du St.-Esprit de Montpellier, de St-Jacques de l'Epée et de Lucques, du St-Sépulcre, de Ste-Christine de Somport, de Notre-Dame dite Teutonique, de St-Louis de Bouche-
raumont et autres Ordres hospitaliers et militaires. Avons pareillement désuni... les Maladreries et Léproseries, Hôpitaux, Hôtels-Dieu, Maisons-Dieu, Aumôneries, Confrairies, Chapelles hospitalières et autres lieux pieux... unis par l'Edit de Décembre 1672 et les déclarations intervenues en conséquence » (1).

Quelles vont être les conséquences de cette abrogation subite des annexions réalisées vingt ans auparavant ?

Tout d'abord, les pourvus de Grands Prieurés et Com-manderies, auxquels ces biens ont été attachés, sont tenus de les quitter et d'en délaisser la possession et la jouissance en l'état où ils sont. Ils doivent donc remettre les Baux et Titres qui sont entre leurs mains aux Intendants et Commissaires, préposés à cet effet dans les diverses provinces, dans un délai assez bref : le 1^{er} juillet de la même année. Entre temps, il ne doivent naturellement pas détériorer les lieux, faire des coupes de bois ou enlever des meubles autres que ceux qui leur étaient personnels, à peine d'être privés des dédom-magements que l'on a promis de leur accorder.

En ce qui concerne les Ordres hospitaliers, s'ils veulent que leurs biens leur soient restitués, ils doivent se pourvoir devant les Commissaires députés à l'exécution de l'Edit ; en vertu des jugements qu'ils obtien-

(1) Archives Nationales F 15.

dront, ils pourront être réintégrés en la jouissance de leurs biens. Mais le Roi se réserve de procéder par la suite à la réformation de ces Ordres si elle s'avère nécessaire.

Le législateur veut ensuite que les biens et revenus des hôpitaux soient employés à secourir les pauvres et les malades des lieux, de la manière qui sera ordonnée après qu'on aura reçu les avis des Archevêques et Evêques, des Intendants et Commissaires départis. Quant aux Maladreries et Léproseries, on se réserve d'en faire l'union à quelque autre établissement, ou, en tout cas, d'y pourvoir suivant l'emploi qui sera jugé le plus utile.

L'Edit se termine en faisant bien remarquer qu'il n'entend pas comprendre, dans ce remaniement, les lieux, Hôpitaux et bénéfices dont l'Ordre était en possession avant 1672, ainsi que les Privilèges, Exemptions et Prerogatives qui lui avaient été accordés par des lettres des précédents Rois ou par les Bulles des différents Papes. Les possessions lui sont naturellement conservées tant qu'elles ne sont pas contraires « aux Saints-Décrets et Constitutions Canoniques, à nos Ordonnances, aux Libertés de l'Eglise Gallicane, et aux Arrêts et Règlements des Cours ». (1)

L'Edit ne va pas au delà de cet exposé théorique et ce sont seulement les Déclarations suivantes qui vont nous apprendre à quels commissaires et à quelles juridictions on a confié la marche de ces opérations, et quels sont les conseils qui ont été donnés à ces mêmes organes pour procéder à la réorganisation des lieux hospitaliers en complet accord avec le pouvoir royal.

Pour la première fois, depuis que Henri IV a inau-

(1) Archives Nationales MM 231.

guré la création de juridictions d'exception, on redonne compétence au Conseil Privé pour prononcer les déclarations d'unions préparées par des commissaires spéciaux. Ses arrêts sont rendus après rapport de ces mêmes commissaires, nommés spécialement pour mener à bien ce travail, et se référant toujours aux avis donnés par l'évêque du diocèse ou l'Intendant de la province.

Les lettres patentes du 15 avril 1693 ordonnent aux titulaires des Maladreries unies à Saint-Lazare de présenter leurs titres à ces commissaires afin que ceux-ci les examinent et se prononcent sur la validité des droits des Fondateurs et de ceux qui étaient en possession avant 1672. Ce sont elles qui nomment les douze membres qui sont appelés à cette charge : ils comprennent 6 conseillers d'état (de la Reynie, de Marillac, d'Aguesseau, de Ribeyre, de Marley et de Fourcy) et 6 maîtres des Requêtes de l'hôtel (Le Blanc, Quentin de Richebourg, Pelletier de la Houssaye, Ferrand, de Fieubet, et Cannes de Pontcarré) — Ce sont eux qui statuent sur la destination à donner aux Maladreries ; si les titres justifient les droits prétendus, les titulaires sont réintégrés en possession, sinon la Maladrerie est considérée comme ayant conservé son individualité jusqu'au moment de l'union à Saint-Lazare et ses biens doivent alors servir à établir, dans les localités où ils sont situés, l'hospitalité en faveur des pauvres et des malades, à moins que les revenus soient insuffisants pour assurer l'entretien d'hôpitaux nouveaux, auquel cas ils sont alors unis à des hôpitaux voisins en exercice.

Pour voir ces directives exprimées clairement dans un acte officiel, il faut attendre la Déclaration du 24

Août 1693 (1), rendue à Versailles afin de poser des principes pour le rétablissement de l'hospitalité dans les maisons dont le sort sera soumis au Conseil. On sait qu'on doit faire usage de ces biens dans l'ordre de leur première et originaire destination, après avoir balancé la qualité de ces sortes d'établissements avec leur nécessité, leur faveur et leurs privilèges (par rapport soit aux devoirs de la charité et de la religion, soit à la police extérieure du Royaume, soit aux Décrets, Ordonnances, Edit d'Avril 1561, art. 65 de l'ordonnance de Blois, etc.) et avec l'obligation de veiller à la protection du bien des pauvres. Le but de cette nouvelle réforme est de révoquer toutes les applications à d'autres usages qui seront signalées.

Cependant on veut apporter à cette affirmation absolue tous les tempéraments qui ne sont pas incompatibles avec la cause des Pauvres, et on la fait suivre d'une quantité de règles sur la preuve et l'usage des droits de fondation et de patronage, sur l'exécution des Décrets et Constitutions économiques. Ces règles condamnent les changements d'Hôpitaux en titre de bénéfices, mais avant de statuer sur la validité ou l'invalidité de ces unions, elles font une distinction entre celles qui ont été faites à titre onéreux et dans lesquelles le public a été dédommagé de la privation du fonds destiné aux pauvres, et celles qui ont été faites sans cause, contre l'intention des fondateurs et l'esprit des Ordonnances.

Après avoir pris l'avis du Conseil, cette Déclaration va expliquer la manière dont elle conçoit l'application de la réorganisation proposée, en 15 paragraphes. Les deux premiers sont consacrés au rétablissement de l'hos-

(1) Archives Nationales AD XIV 2.

pitalité : « après que les Maladreries et lieux hospitaliers de quelque qualité qu'ils soient, désunis du Mont-Carmel et de Saint-Lazare par l'Edit de Mars, auront été rendus à ceux qui en jouissaient avant l'Edit de Décembre 1672, à titre légitime, l'hospitalité sera établie en autres lieux de pareille qualité restant, dont les revenus seront suffisants à cet effet. Ceux dont les revenus ne sont pas suffisants pour y établir l'hospitalité, seront unis à d'autres hôpitaux à charge d'y recevoir les pauvres et les malades des lieux où les hôpitaux unis sont situés, au nombre qui sera réglé par rapport aux revenus unis et de satisfaire aux prières et Services de fondation, s'il y en a ». (1)

Du moment que l'on remettait tout dans l'état antérieur à 1672, il fallait s'attendre à des réclamations nombreuses de la part des fondateurs qui ne s'étaient pas résignés à la perte de leurs droits, malgré leur intérêt surtout honorifique. Dans ce cas, on prévoyait que les seigneurs qui prétendaient être fondateurs et patrons ne pourraient être maintenus et réintégrés en la possession et jouissance des droits et facultés attribués à cette qualité, s'ils ne justifiaient pas qu'elles leur appartenaient par des titres de fondation ou donation en bonne forme. On admettait aussi la preuve faite par des arrêts, ou par des nominations ou présentations faites par leurs auteurs qui auraient eu effet pendant 100 ans au moins avant l'Edit de 1672. Cependant, même pour les seigneurs qui seraient maintenus dans leurs droits pour des lieux où l'hospitalité serait rétablie, on ne leur permettait de nommer qu'un des administrateurs laïques de l'hôpital, et encore à la condition qu'ils le choisissent de la qualité portée par les Ordonnances.

(1) Archives Nationales AD XIV 2.

Lorsque les Maladreries étaient réunies entre elles ou jointes à un hôpital voisin, leurs fondateurs ou patrons étaient naturellement privés du droit de nomination des administrateurs. On cherchait à leur en tenir lieu en leur accordant de nommer un nombre déterminé de Pauvres des lieux de la situation des Maladreries unies, qui seraient reçus de préférence aux autres Pauvres des mêmes lieux, ce nombre devant être fixé après avis des commissaires.

Ces avis n'étaient d'ailleurs pas limités à cette appréciation quantitative ; les Evêques, Intendants et Commissaires devaient envoyer encore leur opinion sur la qualité des biens, sur leur situation, leur administration et la façon dont ils étaient réglementés. Les envois étaient faits après audition des seigneurs et des habitants, mais on soulignait expressément que défense était donnée aux commissaires nommés pour l'exécution de l'Edit, d'avoir égard aux provisions en titre de bénéfices et à toute prescription, même centenaire, si les prévenus ne justifiaient pas que ce titre avait été établi au temps des fondations.

Que devait-on faire, en effet, lorsqu'on se trouvait en face d'une de ces maisons unies à un bénéfice ecclésiastique, ou à une communauté régulière, de bonne ou de mauvaise foi, dans un temps plus ou moins reculé ? La Déclaration nous répond : « Les revenus d'Hôpitaux, indépendants et séparés dans leur origine, mais confondus dans la suite, seront séparés et le pourvu du bénéfice sera tenu de justifier, par actes, des revenus qui appartiennent au bénéfice, sinon ils seront censés appartenir à l'hôpital. On ne préjudiciera pas aux unions des hôpitaux à des communautés ecclésiastiques, à des usa-

ges pieux si elles ont été autorisées par des Lettres Patentes enregistrées avant l'Edit de 1561 ou avant l'Ordonnance de Blois. Si les unions sont postérieures à cette date, les revenus devront être employés à la subsistance des pauvres » (1).

C'était spécialement à propos de cette règle qu'on avait jugé utile d'apporter des tempéraments, de même qu'après l'Edit de 1672, on avait refusé l'annexion à Saint-Lazare des Maladreries unies à certaines communautés. De nouveau, cette fois, on admettait qu'on ferait exception dans le cas où les Maladreries auraient été unies à des Hôpitaux, à des Séminaires ou à des collèges, pour leur fondation et leur premier établissement, ou à la suite d'une augmentation trop importante de leurs charges. De même des arrêts du Conseil statueraient spécialement sur le sort des Maladreries qui avaient été unies à des cures depuis 1561. Mais si les communautés restaient en possession de ces biens hospitaliers, elles seraient tenues de fournir tous les ans une certaine somme en espèces, moyennant quoi elles seraient déchargées de la subsistance et de l'entretien des pauvres lépreux, sauf si, par les mêmes actes de fondation, elles avaient été expressément déchargées de cette obligation, du consentement des fondateurs et des habitants. Mais, par contre, les communautés qui auraient été établies à charge d'entretenir l'hospitalité, seraient tenues d'y satisfaire.

On espérait grâce à ces maximes certaines, prévenir les difficultés qui pourraient naître par la suite. Il restait à tracer la conduite des Evêques, Intendants et Commissaires dans la manière de rédiger les avis qui

(1) Archives Nationales AD XIV 2.

devaient être à la base des arrêts du Conseil Privé. Un mémoire qui a été conservé dans le registre MM 231 nous fait entrer dans le détail des intentions de Louis XIV à ce sujet.

S'il s'agit de rendre des biens à des prétendants qui ont pu justifier de leurs droits, le rôle des Commissaires est simple : ils n'auront qu'à s'informer si tous les titres et les baux des biens possédés par Saint-Lazare ont bien été remis entre les mains des préposés pour les recevoir, si depuis le mois d'avril, il n'y a pas eu de détérioration (bois coupés, meubles emportés), si les intéressés n'ont pas formé d'obstacles à l'exercice de la réintégration, etc... Simple besogne de surveillance, par conséquent.

Leur rôle devient plus actif lorsqu'il s'agit d'affecter des revenus de biens désunis. Ils doivent alors se renseigner soigneusement afin de savoir si, d'après la situation de ces Maisons hospitalières, il est préférable d'y rétablir l'hospitalité (sans qu'il soit nécessaire d'y faire de nouveaux bâtiments, dont la dépense absorberait tout le revenu), ou s'il n'est pas plus à propos d'en joindre un certain nombre ensemble pour composer un chef-lieu où les Pauvres des environs puissent se retirer, ou si, enfin, il ne convient pas mieux de les unir à quelques hôpitaux déjà fondés dans une ville voisine, où l'hospitalité s'exerce mais où les revenus ne sont pas assez considérables.

Leur examen doit aussi porter sur les villes et bourgs où il y a un hôpital pour enfermer les Pauvres qui sont en santé, et un Hôtel-Dieu pour recevoir les Pauvres malades, afin de savoir lequel de ces deux hôpitaux a le plus besoin d'augmentation de revenus. Malgré le

désir de développer partout les Hôpitaux Généraux, on ne veut en effet pas sacrifier les Hôtel-Dieu, car le soin des malades est au moins aussi important que le renfermement des mendiants, et l'on veut avant tout respecter les intentions charitables des fondateurs primitifs.

Les Commissaires doivent en plus raisonner leurs conseils. S'ils estiment à propos de rétablir l'hospitalité dans la Maladrerie, ils doivent envoyer l'état de la dépense qu'il faudra faire pour l'établissement des lits et autres ustensiles nécessaires, l'étendue des secours de la part des habitants et des seigneurs sur lesquels on pourra compter, et enfin indiquer s'ils croient que cet établissement puisse se faire sans emprunts importants. Dans ce cas, on leur demande même de joindre un projet de l'établissement, de la forme d'administration et des règlements qu'ils jugent nécessaires.

Si, au contraire, ils estiment qu'à cause de l'éloignement des grandes villes où il y a des hôpitaux entretenus, il est plus convenable d'unir plusieurs maisons pour en constituer un chef-lieu destiné au soulagement d'un certain nombre de villages, ils marqueront le lieu où cet établissement doit être fait, établiront les malades qui devront y être reçus de préférence aux autres, ce qu'il conviendra de donner comme appointements au chapelain (sans que pour ces appointements, la jouissance d'un fond puisse jamais leur être déléguée, afin de couper court à tout nouvel essai d'usurpation). Ils feront aussi les règlements administratifs, financiers etc. Ils devront, en plus, exhorter les seigneurs, les juges, les habitants des lieux où se fera cet établissement, à y contribuer largement « en leur faisant comprendre

l'avantage qu'ils en doivent retirer, non seulement par la proximité du secours, mais encore par le débit des denrées, qui deviendra plus considérable par la consommation qui s'en fera dans l'hôpital ».

Enfin, s'il leur paraît plus à propos de faire simplement union des Maladreries envisagées, à un hôpital déjà établi, ils doivent envoyer un état du nombre des pauvres des lieux de chaque Maladrerie réunie, indiquer si, à la suite de cette augmentation de revenus, il n'y a rien à changer dans la forme d'administration de l'hôpital. C'est sur eux que repose la bonne application de la déclaration du 24 Août en ce qui concerne les droits des Fondateurs, les sommes que devront fournir les communautés qui restent propriétaires de biens hospitaliers (cette somme ou la quantité de grain qui lui correspond, est, en général, arbitrée au 1/4 du total des revenus) le nombre des pauvres de chaque lieu à admettre de préférence dans le nouvel hôpital etc. La seule limitation à leur pouvoir est qu'en aucun cas, ils ne peuvent disposer des revenus de ces biens pour en faire des aumônes manuelles et qu'ils doivent les employer exclusivement pour un établissement solide où l'hospitalité soit exercée.

On ne pouvait donc mieux répondre aux intentions du Concile de Trente, puisqu'on laissait ainsi à des gens compétents, qui avaient étudié sur place les divers aspects de la question, toute latitude pour agir dans le sens le plus favorable au soulagement des malheureux, aussi bien pauvres que malades.

Pendant dix ans, les arrêts du Conseil Privé vont se succéder et les registres MM 223, MM 224, MM 225, les cartons Z1n 33 et V6 1165-1168 portent la trace du la-

beur considérable fourni par les Evêques et les Intendants pour que cette réorganisation soit faite de la manière la plus favorable.

A la suite de la plupart des requêtes, nous trouvons cette résolution : « le Roi, en son conseil, sans s'arrêter à ladite requête a ordonné et ordonne qu'emploi sera fait des biens et revenus de la Maladrerie ou de l'Hôpital de... ainsi qu'il sera pourvu par Sa Majesté suivant l'Edit du mois de Mars dernier et les déclarations du 15 Avril et 24 Août » (1), et en attendant qu'il soit pourvu à cet emploi, les administrateurs perçoivent les revenus au profit de l'Hôpital Général du lieu. Peu à peu les avis arrivent des provinces, ce sont eux qu'il est intéressant d'étudier puisqu'ils emportent les décisions du Conseil Privé. On trouve des listes de Maladreries avec leurs revenus et en face est inscrit l'avis donné par l'Evêque quant à son emploi.

Par exemple, en face de l'Hôtel-Dieu de la Ferté qui est de 140 livres, on trouve un avis sur la nécessité de faire un nouvel établissement à Romilly, car l'Hôtel-Dieu de la Ferté est situé dans un lieu malsain, et que, d'autre part, grâce à l'ouverture grillée qui existe dans l'église de Romilly, les pauvres pourront entendre la messe (2). De même, à propos des Maladreries de Ceruelle, Montils, Chaumont et Langy, on nous apprend qu'on avait d'abord pensé faire deux nouveaux établissements, l'un aux Montils, l'autre à St-Dié, mais qu'après y avoir donné une plus sérieuse attention, on a remarqué qu'il serait impossible de les soutenir, car les réparations consommeraient plus que les années de reve-

(1) Archives Nationales V6 1.165.

(2) Archives Nationales MM 225.

nus. On propose alors d'unir toutes ces Maladreries à l'Hôpital Général de Blois ; d'autant plus que les fondateurs avaient eu l'intention de donner des retraites aux Pèlerins, et qu'on s'approche ainsi davantage de leur esprit (1). A Mortagne, l'enquête a prouvé qu'il y a toujours un hôpital de sœurs hospitalières, dont le revenu est insuffisant pour le grand nombre de malades. Aussi, dans ce cas, on propose de réunir les biens des maladreries et léproseries de la région à cet Hôtel Dieu, et non à l'Hôpital Général. La réunion de ces maisons avaient formé la commanderie de Chatrage et on demande à son possesseur, le chevalier de Lussy, la restitution des fruits à compter du jour de la publication de l'édit (2).

Cependant, on relève parfois des propositions qui tendent à rétablir l'hospitalité dans un hôpital abandonné comme à Ginestaie, où l'intendant du Languedoc demande à ce que l'hôpital soit mis en état de recevoir à nouveau de pauvres malades (3).

Nous trouvons aussi des requêtes présentées par les fondateurs ou les habitants du lieu, pour être remis en possessions de leurs droits. Dans le diocèse de Narbonne, un sieur de St. Léger est expressément maintenu « en la possession et jouissance des droits et facultés à lui attribués comme patron de l'aumônerie de St-Léonard pour en jouir conformément à la Déclaration de 1693 (4). De même les habitants de la ville de Caen sont réintégrés dans leurs droits sur l'hôpital qu'ils ont fondé eux-mêmes pour les pauvres » (5).

(1) Archives Nationales MM 225.

(2) Archives Nationales MM 223.

(3) Archives Nationales V6 1165.

(4) Archives Nationales V6 1165.

(5) Archives Nationales V6 1165.

Enfin quelquefois nous voyons des avis consacrés à la reconnaissance des essais antérieurs de réforme privée. Ainsi à Sillelé, où, comme nous l'avons vu, la maladrerie avait été unie à un couvent de Minimes en 1623, pour aider à sa fondation, les religieux ne peuvent plus entretenir le service divin, depuis qu'ils ont été privés des revenus au profit de Saint-Lazare. Comme il n'y a ni hôpital ni hôtel-Dieu, en ce lieu et que le revenu ne permet pas de rétablir l'hospitalité dans la Maladrerie, on juge plus convenable de conserver l'union de la Maladrerie au couvent, ce qui permettra aux Frères Minimes de satisfaire aux conditions de leur fondation. Ailleurs, c'est une aumônerie que l'on rend à un archidiacre, à charge du service divin, car elle faisait partie de la fondation d'un archidiaconat (1).

Les arrêts du Conseil Privé se bornent donc à enregistrer les décisions indiquées par l'Evêque ou les Commissaires. Quelquefois, cependant c'est à lui que revient le pouvoir de trancher les différends quand il s'élève une divergence d'opinions entre les divers conseillers. C'est ainsi qu'à propos des Maladreries de Montoise, les avis de l'Evêque et ceux de l'Intendant de la généralité sont contradictoires : les revenus avaient été unis à une cure que l'Evêque ne pouvait entretenir, il demandait en conséquence à ce qu'ils lui soient maintenus, prétendant que, sans cela, la paroisse serait privée de secours spirituels encore plus nécessaires que les secours temporels. L'intendant, au contraire, refusait cet emploi étranger au soulagement des pauvres, quitte à accorder un autre bénéfice à cette paroisse (2). Sauf des cas particu-

(1) Archives Nationales MM 223.

(2) Archives Nationales Z1n33.

liers comme celui-ci, où l'intérêt d'un des deux conseillers est en jeu, les avis sont tous concordants, et le Conseil Privé peut agir vite. Dix ans seulement après la mise en action de ces organes juridictionnels on était venu à bout de la réorganisation voulue par l'Edit de 1693, et de tous les procès qu'elle avait soulevés. La Commission nommée le 15 Avril 1693 était dissoute le 8 Juillet 1705, sa mission étant entièrement exécutée.

C'était bien, cette fois-ci, un succès définitif qui mettait un terme au malaise suscité dans les fondations charitables par les conditions nouvelles de l'assistance. Après un siècle de recherches patientes et laborieuses, la royauté venait de triompher des difficultés soulevées par la routine et la mauvaise foi des possesseurs responsables des établissements hospitaliers.

CONCLUSION

La longue évolution suivie par cette réforme des Hôpitaux et Maladreries en France, prouve les difficultés que la royauté a rencontrées avant d'obtenir un résultat qui lui semble satisfaisant, puisque nous venons de voir que les Ordonnances concernant cette question se sont succédées pendant plus d'un siècle.

Ceci n'a rien d'étonnant, car ces difficultés sont inhérentes à toute législation qui veut aller contre des habitudes enracinées et des intérêts matériels puissants, et qui ne dispose pas d'une autorité suffisante pour imposer ces directives et réduire au silence les opposants.

Or, au moment où le malaise hospitalier était à son comble, la France sortait à peine des guerres de religion, elle souffrait de changements de règne trop fréquents, Sully allait se trouver devant un Trésor vide, et les troubles de la Régence, qui allaient succéder à la reprise d'autorité par Henri IV, n'étaient pas faits pour faciliter la marche d'un travail comme celui que nous avons étudié. D'autre part, cette réforme aurait nécessité une autorité doublement affirmée, puisqu'elle allait contre des situations acquises depuis longtemps, et qu'il s'agissait en plus de l'étendre à des poussières de biens charitables perdus sur tout le territoire et jusque dans les provinces les plus reculées ; éloignés ainsi de toute surveillance et de tout centre judiciaire, les biens avaient

tendance à disparaître, englobés dans des fiefs voisins, repris par les fondateurs, ou annexés par des gens sans scrupules, le plus souvent, personne n'était là pour les surveiller en dehors d'une hiérarchie ecclésiastique défaillante, et les voix qui se faisaient entendre auprès des Parlements provinciaux, s'élevaient bien plutôt pour défendre les positions acquises que pour conseiller une affectation conforme au but de ces biens. Il ne suffit pas de faire des lois, encore faut-il pouvoir les appliquer, or la succession rapide et la répétition des textes législatifs de la fin du 16^e siècle et du début du 17^e siècle nous prouvent bien qu'ils n'étaient suivis d'aucune application.

Des questions politiques venaient encore se greffer sur ces difficultés, et nous avons été témoins de réformes arrêtées ou abolies à la suite de différends politiques ; telles ces ordonnances du milieu du 17^e siècle que le Parlement refusait d'entériner comme manifestation de son indépendance, et telle la réforme de 1672, entraînée dans les attaques qui s'élevaient après la mort de Louvois contre son œuvre en général.

Après plus de trente années de pouvoir absolu sous Louis XIV, la situation est modifiée : la décentralisation provinciale qui se manifeste par la création des intendants va faciliter les enquêtes, l'application des mesures disciplinaires, l'établissement d'avis désintéressés et compétents puisque formulés après étude exacte des faits sur place. Pour la première fois, le Roi va pouvoir non seulement obtenir exécution de ses règlements, mais encore arriver à ce résultat de sa propre autorité, sans passer par l'intermédiaire d'un corps ou d'un ordre quelconque, à qui il fallait forcément concéder des intérêts

dans l'affaire, ce qui diminuait d'autant les fonds charitables. Les Déclarations de 1693, qui respectent le but des fondations hospitalières, peuvent donc, enfin, être considérées comme satisfaisantes.

Il reste cependant à remarquer qu'elles n'ont pas cherché à réaliser une réforme générale des œuvres d'assistance. Leur but est seulement d'arriver à une réadaptation juste d'une partie de l'organisation hospitalière, bouleversée par les transformations économiques, religieuses et sanitaires. La constatation de la disparition de la lèpre et de la diminution des pèlerinages en terre lointaine avait fait découvrir les usurpations des administrateurs sur ces biens charitables désormais sans utilité effective ; mais, de même que c'était une erreur de croire que les usurpations des Maladreries provenaient uniquement de la négligence ou de la mauvaise foi des administrateurs, il était aussi exagéré de supposer que la réorganisation des hôpitaux suffirait à endiguer les fautes des administrateurs. Les abus vont continuer sur un autre plan pendant le 18^e siècle, si nous en croyons cette phrase de La Bruyère qui fait dire à un homme décidé à tout pour parvenir rapidement à la fortune : « Entrerai-je dans le 8^e denier ou dans les aides ? Serai-je avare, partisan, ou administrateur d'hôpital ? ». La place d'administrateur sera un gage assuré de fortune rapide.

Mais la réforme que nous avons étudiée, limitée à ce plan secondaire de réadaptation des Lieux Pitoyables, a atteint son but : la solution assouplie, conforme à la situation particulière de chaque maison, et basée sur les principes inspirés des besoins du moment, a préparé l'unification des biens hospitaliers, en réunissant toutes

les parcelles de fondations éparses dans les villages, et en abolissant peu à peu les droits des fondateurs, qui ne répondaient plus aux nécessités de l'Assistance à la fin du 17^e siècle.

Les Léproseries et les Hôpitaux de passants ont fait place aux Hôpitaux Généraux pour le renfermement des pauvres et à de grands Hôtels-Dieu où l'hospitalité est entretenue sous la surveillance des intendants.

BIBLIOGRAPHIE

I) Documents tirés des Archives Nationales

1) Collection Rondonneau

AD XIV 1-4

contenant des textes et arrêts imprimés.

2) Registres du fond de Saint-Lazare.

MM 207.209. (Répertoire des commanderies de l'ordre de St-Lazare).

MM 218-227. MM 229. MM 234. MM 236-238 (Textes et mémoires).

M 31 (1-37) (pièces se rapportant à l'union des Maladreries à St-Lazare).

MM 47-50 (recueil de comptes).

S.4.812-4.915 (Enumération des hôpitaux de St-Lazare par diocèse).

3) Recueil d'arrêts de la chambre de la charité chrétienne (postérieurs à 1612).

V. 7 126-151.

4) Recueil d'arrêts concernant les Maladreries jusqu'en 1692.

Z 1n 1, Z 1n 2, Z 1n 4, Z 1n 5-9 (Extraits des arrêts suivant la province).

Z 1n 1-4.32 : minutes des jugements sur les unions à St-Lazare, 1675-1692.

5) Recueil d'arrêts concernant la réforme de 1693.

V6 1156-1168.

LIVRES ET MEMOIRES

Recueil des actes, titres et mémoires du Clergé de France, Paris, 1768.

LALLEMAND : Histoire de la Charité, Paris, 1910.

LEGRAND : Statuts d'Hôtels-Dieu et de Léproseries au Moyen-Age, Paris, 1901.

COYECQUE : L'hôtel-Dieu de Paris au Moyen-Age, Paris, 1889.

PAULTRE : La Répression de la Mendicité. Thèse, Paris.

CUYOT : Répertoire de Jurisprudence, Paris, 1784.

MARION : Dictionnaire des Institutions Politiques et Administratives de la France au 17^e siècle, Paris, 1923.

Revue d'Histoire de l'Eglise de France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er}	
Les désordres du XVI ^e siècle et les tâtonnements de la législation royale	19
CHAPITRE II	
Les essais de réforme sous Henri IV et Louis XIII	47
CHAPITRE III	
La solution de Louvois et l'Edit de 1672	72
CHAPITRE IV	
Les résultats de l'œuvre de Louvois et les controverses qu'elle a suscitées	102
CHAPITRE V	
La Réforme définitive et les Déclarations de 1693	122
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE	143

VU : *Le Président de la thèse,*
OLIVIER-MARTIN

VU : Le Doyen,
ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY,

Imprimerie Rapide du Centre — Issoudun

